

► Une école de
citoyenneté aux
airs de festival

► La grève étudiante
de l'hiver 2005 :
la fin du lyrisme

► 50 idées
pour le Québec
de demain

Jeunes et engagés



Sous la direction de
Miriam Fahmy
et **Antoine Robitaille**

Supplément de
L'annuaire
du
Québec

Une collection dirigée par
Michel Venne

SOUS LA DIRECTION DE
MIRIAM FAHMY
ET **ANTOINE ROBITAILLE**

Jeunes et engagés

F I D E S

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre :

Jeunes et Engagés

« Supplément de L'annuaire du Québec ».

Publ. en collab. avec : Institut du Nouveau Monde.

ISBN 2-7621-2679-7

1. Jeunesse - Québec (Province) - Conditions sociales.

2. Jeunesse - Québec (Province) - Activité politique.

3. Mouvements étudiants - Québec (Province).

4. Valeurs sociales - Québec (Province).

I. Fahmy, Miriam.

II. Robitaille, Antoine.

HQ799.C32Q8 2005 305.235'09714 C2005-941461-82

Dépôt légal : 3^e trimestre 2005

Bibliothèque nationale du Québec

© Éditions Fides, 2005

Les Éditions Fides remercient de leur soutien financier le ministère du Patrimoine canadien, le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (Sodec). Les Éditions Fides bénéficient du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres du gouvernement du Québec, géré par la Sodec.

IMPRIMÉ AU CANADA EN AOÛT 2005



▶ Jeunes et engagés

Jeunes et Engagés est le deuxième titre de la collection des suppléments de L'Annuaire du Québec. Ce livre rend compte des débats tenus lors de l'Université du Nouveau Monde, la première édition de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM) tenue du 19 au 22 août 2004 à Montréal. Il propose également des réflexions sur l'engagement et les valeurs des jeunes Québécois en 2005. L'Annuaire du Québec est un ouvrage de référence annuel publié aux Éditions Fides en collaboration avec l'INM.

Directeur de la collection

Michel Venne

Codirecteurs de l'ouvrage

Miriam Fahmy, Antoine Robitaille

Transcription, édition et révision

Sophie Breton-Tran, Denis Desjardins,

Marc-André Girard et Sylvie Cloutier

Rédaction

Anne-Marie Aitken, Raphaël Artaud McNeill,

Pier-André Bouchard St-Amant,

Madeleine Gauthier, Pierre-Luc Gravel,

Marie-Ève Homier, Stéphane Kelly,

Jean-Philippe Perreault, Gilles Pronovost,

François Rebello, Milcea Vultur

Direction artistique

Gianni Caccia

Illustration de la couverture

Philippe Béha

Mise en pages

Gaétan Venne

Les Éditions Fides

358, Lebeau

Saint-Laurent (Québec) H4N 1R5

L'Institut du Nouveau Monde

209, rue Sainte-Catherine Est

C.P. 8888, succ. Centre-ville

Montréal (Québec) H3C 3P8

SOMMAIRE

6 Jeunes et lucides

MICHEL VENNE

PREMIÈRE PARTIE : DÉSENGAGÉS, LES JEUNES ?

10 La fin de l'âge lyrique au Québec

STÉPHANE KELLY

17 Combat contre un dégel annoncé

PIER-ANDRÉ BOUCHARD ST-AMANT

22 La jeunesse québécoise s'engage différemment

MADELEINE GAUTHIER ET PIERRE-LUC GRAVEL

24 Acheter, est-ce vraiment voter ?

ENTRETIEN AVEC LAURE WARIDEL

ANNE-MARIE AITKEN

29 L'investissement responsable, du Suroît à Wal-Mart

FRANÇOIS REBELLO

DEUXIÈME PARTIE : UNE ÉCOLE D'ÉTÉ POUR CHANGER LE MONDE

36 Formuler des projets pour changer le monde

MIRIAM FAHMY

40 Attention ! Rêveurs sur le chantier !

MARIE-ÈVE HOMIER

42 50 propositions pour le Québec de demain

54 Pour une société responsable

Une analyse des 50 propositions

MICHEL VENNE

57 Une mosaïque de perspectives

Extraits des conférences

TROISIÈME PARTIE : ÊTRE JEUNE AU QUÉBEC EN 2005

74 La tentation d'en finir avec la politique

RAPHAËL ARTAUD MCNEILL

79 Être jeune, c'est vieillir

Les défis de la construction du sens

JEAN-PHILIPPE PERREAU

84 Comment se forment les valeurs des jeunes

GILLES PRONOVOST

86 La suréducation des jeunes au Québec

MILCEA VULTUR

94 L'Institut du Nouveau Monde

Jeunes et lucides

Michel Venne

Directeur général, Institut du Nouveau Monde



Michel Venne

Personne ne peut parler au nom « des jeunes ». Ceux-ci sont aussi différents les uns des autres que le sont leurs parents. Entre les adeptes de la télé-réalité, les *nerds* abonnés aux blogues et les écolos aspirant à pratiquer la simplicité volontaire, il y a des univers de différences. Il faut toujours se méfier des généralisations.

Or, depuis quelques années, il est de bon ton d'affirmer que « les jeunes » ne s'intéressent plus à la politique. Qu'ils sont plus individualistes que leurs parents, se détournent des institutions, ne votent pas aux élections, ont perdu foi dans les mouvements sociaux. Il y a sûrement du vrai mais aussi une part de préjugés dans ces affirmations faussement englobantes.

Ce livre est publié quelques mois après la plus importante mobilisation de jeunes Québécois depuis les années 1960. Durant l'hiver 2005, quelque 200 000 étudiants ont fait la grève, certains pendant plusieurs mois, et fait reculer le gouvernement du Québec après avoir acquis l'appui largement majoritaire de la population.

Le gouvernement a mis le feu aux poudres en décidant de modifier le programme d'aide financière aux études de manière à augmenter l'endettement et à réduire le montant des bourses accordées aux étudiants les plus démunis. Il épargnait ainsi 103 millions de dollars.

Les grévistes se recrutaient dans tous les secteurs de la société. Autant les futurs médecins, ingénieurs et comptables que les aspirants sociologues ont pris la rue, brandi des pancartes et exprimé leur refus d'une politique qui avait pour conséquence d'augmenter le fardeau financier des étudiants les plus pauvres.

Cette grève fut exemplaire. D'abord, elle a été déclenchée par une injustice : la décision de faire payer par les plus pauvres les réductions budgétaires en éducation. Ensuite, elle a été menée par altruisme : la plupart des grévistes n'ont pas droit à l'aide financière aux études mais ont néanmoins pris le risque de mettre en jeu leur semestre printanier par solidarité avec leurs collègues moins fortunés afin de préserver leur accès à l'éducation.



Photo: Frank Desgagnés

Des participants discutent à l'Université du Nouveau Monde.

Enfin, sauf quelques incidents mineurs que Québec a utilisés pour marginaliser le groupe d'étudiants le plus revendicateur (réunis sous les auspices de la CASSÉE), on ne signale aucune violence. Des votes de grève étaient repris régulièrement et la participation aux assemblées générales était impressionnante.

L'esprit était « manifestif », les marches et les rassemblements étant menés au rythme des tam-tam et sous le signe du fameux carré rouge, bout de chiffon coupé au carré, épinglé sur un tee-shirt, un blouson, un sac ou un chapeau, servant de macaron universel à une cause bien plus large que les 103 millions réclamés au gouvernement.

Le mythe du non-engagement

Le sociologue Stéphane Kelly montre, dans un brillant essai publié dans ce livre, comment cette grève marque la fin de l'âge lyrique au Québec. Il dépeint une jeunesse non pas désengagée – bien que pessimiste – mais prompte, comme l'a indiqué la grève de l'hiver 2005, à défendre les bienfaits de

l'État providence hérité de la Révolution tranquille).

Au sortir de la grève, Québec a remballé sa politique. À cet égard, les étudiants ont gagné. Nous publions l'analyse de l'un des acteurs-clés de cette crise, le président sortant de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Pier-André Bouchard St-Amant. Les représentants de la CASSÉE, qui estiment au contraire que les jeunes ont été floués, ont décliné notre invitation.

Cette grève aura-t-elle donné naissance à une nouvelle génération engagée? La question est posée et nous verrons dans dix ans. Nous savons maintenant que le non-engagement des jeunes est un mythe. Leur engagement est réel et se traduit d'ailleurs de nombreuses manières, comme l'ont constaté les chercheurs de l'Observatoire Jeunes et Société (OJS).

Les jeunes, par exemple, viennent à la politique par l'environnement, le social, l'international. Ils sont présents dans les forums jeunesse régionaux. Ils assistent par centaines, chaque année,

aux journées de formation du groupe altermondialiste Alternatives.

Si une partie des jeunes peuvent avoir la tentation de tourner le dos à la politique, comme l'exprime Raphaël Artaud McNeill, certains ont réinvesti les partis et sont, comme l'ont indiqué trois jeunes députés péquistes connus sous l'étiquette des trois mousquetaires, toujours très intéressés par la question nationale. La moyenne d'âge des quatre députés élus aux élections partielles de septembre 2004 était de 30 ans à peine, à gauche comme à droite.

Nous publions les témoignages de Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre et auteure de *Acheter, c'est voter* et de François Rebello, du Groupe Investissement responsable, qui illustrent comment s'exerce désormais l'engagement : par des actions et des choix responsables. C'est aussi ce qu'a révélé la première édition de l'École d'été de l'INM.

Citoyens responsables

L'Institut du Nouveau Monde a organisé la première édition de son École d'été, alors appelée Université du Nouveau Monde, en août 2004. Nous y avons invité les jeunes à assister à des conférences et à participer à des ateliers pendant quatre jours sur des thèmes aussi variés que la mondialisation, la famille ou l'environnement.

L'invitation a été entendue : 400 jeunes sont venus, autant d'hommes que de femmes, de toutes les régions. Miriam Fahmy relate cet événement devenu une référence au Québec, ap-

puyé par plus d'une trentaine de partenaires et dont la deuxième édition, en août 2005, est encore plus courue.

Ces jeunes, nous leur avons demandé de formuler des propositions sur la société dans laquelle ils veulent vivre dans vingt ans. Leurs 50 propositions pour le Québec de demain ont été largement diffusées au Québec. La démarche a même suscité de l'intérêt à l'étranger.

Et que disent ces jeunes ? Ils veulent, justement une société responsable, dans laquelle l'État joue le rôle de gardien du bien commun sans jamais se substituer aux personnes et aux organisations qui composent la société et qui ont leur rôle à jouer dans l'atteinte d'une société juste, axée sur le développement durable.

Ils peuvent paraître idéalistes. Ils le sont. Mais ils sont aussi très lucides. Ils ont vu les dérives et les déceptions provoquées par l'échec des grandes promesses progressistes énoncées par leurs prédécesseurs et ils veulent du concret. Ils admettent aussi qu'ils devront peut-être attendre le moment où ils seront aux commandes pour que leurs rêves se réalisent.

Entre-temps, ils se préparent à prendre ou à influencer le pouvoir, plus nombreux qu'on croit, à travers des dynamiques de réseaux ouverts sur le reste du monde tout en gardant en tête ce qui continue de compter le plus pour eux, comme l'indiquent les chercheurs de l'OJS : réussir à l'école, fonder une famille, trouver un bon boulot. Être heureux, en somme.



► **Première partie**

Désengagés, les jeunes ?



La fin de l'âge lyrique au Québec

« Pourquoi s'inquiéter du sort des nouvelles générations, destinées à connaître un sort forcément meilleur au nôtre ? »

- Georges Sorel, Les illusions du progrès.

Stéphane Kelly

Sociologue et essayiste

Il y a peu de temps de cela, je n'étais pas la personne la plus disposée à entendre les griefs du mouvement étudiant. Ayant été très impliqué dans le journalisme étudiant au milieu des années 1980, j'avais connu nombre de carriéristes, d'opportunistes et de coquins dans les cercles de la politique étudiante. Il m'était difficile de concevoir qu'un fils de la bourgeoisie paie les mêmes frais de scolarité pour son cours en médecine qu'un étudiant de condition modeste pour son cours en philosophie ou en histoire de l'art. Pourtant, spontanément, dès le premier jour de grève cet hiver, dans le collège où j'enseigne, j'ai manifesté mon appui aux étudiants grévistes. Les raisons de cet appui, qui étaient à ce moment intuitives, sont devenues depuis plus objectives. Je les expose

brèvement dans les lignes qui suivent.

Les temps changent

Il y a déjà quarante ans, la jeunesse américaine criait sa révolte en citant les paroles de son idole, Bob

Dylan. La magnifique chanson *The Times They Are A-Changin'* annonçait qu'un mouvement irréversible allait bouleverser le monde et qu'il était inutile de s'y opposer :

« Vous les pères et les mères de tous les pays/ Ne critiquez plus car vous n'avez pas compris/ Vos enfants ne sont plus sous votre autorité/ Sur vos routes anciennes les pavés sont usés/ Marchez sur les nouvelles ou bien restez cachés/ Car le monde et les temps changent. »

Ces paroles, si elles étaient aussi un appel à vivre dans un monde plus juste, n'en sont pas moins bien étrangères à l'esprit de notre époque et au sens du combat mené par les jeunes manifestants dans les derniers mois. Dans les années 1960, en plein cœur des Trente Glorieuses, la ligne tracée pour cheminer vers un monde plus juste et solidaire apparaissait de façon nette. Elle consistait à accélérer le mouvement de l'histoire, un mouvement qui semblait tendre vers le progrès. Ce mouvement avançait de façon beaucoup trop lente aux yeux de la jeunesse et des forces progressistes. Néanmoins, l'avenir se

« La grève générale de l'hiver dernier confirme la fin de l'âge lyrique au Québec. »

présentait sous la forme d'un horizon accueillant. La vague du futur suscitait de l'optimisme, de l'enthousiasme et de l'espoir. Aujourd'hui, il soulève des doutes, des craintes, des peurs. Les manifestations dont le Québec a été témoin récemment doivent beaucoup à ce rapport inquiet et torturé face à l'avenir. Contrairement à ce qui a été souvent dit dans les médias, les manifestations étudiantes étaient loin de l'esprit des années 1960. Pour bien saisir cela, il faut se pencher sur la sensibilité politique de la génération post-baby boom, celle qu'on nomme la génération X.

Les lyriques et les X: deux nations

Pour comprendre mon argument, il faut comparer la trajectoire sociale de la génération lyrique à celle de la génération X. Comparer ces deux cohortes ne relève pas d'un choix arbitraire. Ces deux générations, l'une née dans les années 1940, l'autre dans les années 1960, ont connu des destins historiques et existentiels fortement contrastés. Ils représentent aujourd'hui deux façons de lire le passé québécois et d'imaginer les voies de l'avenir. On pourrait même dire à la blague, en reprenant le mot célèbre de lord Durham, que ce sont « deux nations en lutte au sein d'un même État ».

Aujourd'hui, être un X ou un lyrique renvoie plus qu'à une simple date de naissance. Ces deux imaginaires générationnels désignent une signature sur le monde, dont le style est façonné par le rapport au passé et à l'avenir. L'imaginaire des lyriques est fondé sur une foi quasi aveugle dans le potentiel de l'avenir. C'est un regard progressiste sur le monde, qui retient du passé les

grandes réalisations humaines et qui envisage le futur avec un enthousiasme contagieux¹. L'imaginaire des X est marqué par une forte dose de pessimisme historique. Il retient du passé les multiples dérives des grands desseins politiques et il s'alarme des périls qui pointent à nos portes. Pour simplifier, les lyriques voient l'avenir en rose, les X en gris....

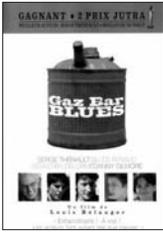
Qu'il y ait une telle divergence dans le regard porté sur le monde s'explique aisément. Cela tient moins à l'écart dans la réussite matérielle qu'à la façon dont les deux générations sont entrées dans le monde des adultes et ont cheminé au sein de celui-ci par la suite. Revoyons brièvement comment les choses se sont passées. Les lyriques sont nés, pour la plupart, dans des familles de conditions modestes. Enfants, ils ont connu de

Intuitivement, plusieurs X ont acquis avec les années la conviction qu'au soir de la vie, ils auront connu un destin moins prospère et heureux que leurs parents.



Des jeunes manifestent pendant la grève.

Photo : Jacques Nadeau



multiples privations et ont appris le sens du sacrifice. Mais ils ont bénéficié durant le reste de leur vie d'une amélioration pratiquement continue de leur niveau de vie. Le destin de beaucoup de X a suivi une trajectoire presque contraire. De leur propre aveu, les X ont connu une enfance et une adolescence relativement heureuses, marquées par l'abondance, la sécurité et le bonheur. Mais un grand nombre ont frappé un mur au moment de l'entrée dans la vie adulte. Un mur fait de privation, de frustration, de désillusions et de rêves brisés. Intuitivement, plusieurs ont acquis avec les années la conviction qu'au soir de la vie, ils auront connu un destin moins prospère et heureux que leurs parents. Et que leurs aînés les auront bien mal préparés à s'insérer dans un monde où les opportunités étaient rares ou difficiles à exploiter.

Cette entrée laborieuse dans la vie adulte, au tournant des années 1980, a sédimenté des passions et des émotions particulières face à la vie, face au destin, face au monde. Le tout a résulté en une posture réactive, sceptique, pessimiste. Ce pessimisme, précisons-le, est moins une adhésion à une philosophie politique qu'une humeur qui cherche, de façon prudente mais improvisée, à conserver des morceaux de sécurité, de bonheur et d'humanité goûté dans l'enfance, mais que le destin générationnel a fragilisé ou fait voler en éclats.

Mur de Berlin, Mur du Québec

Cette hypothèse que je viens d'esquisser me sem-

ble parfaitement confirmée par le beau film de Louis Bélanger, *Gaz Bar Blues*. Ce film évoque avec brio de quelle façon le destin générationnel est lié à la crise de la classe moyenne. Il relate la vie d'une modeste famille québécoise (monoparentale, la mère étant décédée) de quatre enfants. À l'instar des autres du quartier, cette famille vit une profonde insécurité économique. Celle-ci est nourrie par la mondialisation, où les gros mangent inexorablement les petits (le père, François Brochu, exploite avec ses trois garçons une petite station-service, qui ne fait plus d'argent mais qui demeure un lieu de convivialité pour les gens du quartier). Cette insécurité économique se double d'une insécurité sociale. Les gens du quartier sont exposés à la délinquance, au crime, à la pauvreté, à la toxicomanie...

Contexte économique oblige, les enfants de la famille Brochu, pourtant bien éduqués et scolarisés, ont mis leurs aspirations sur la glace. Ils gagnent leur vie sans enthousiasme, dans l'entreprise familiale, en espérant un jour s'adonner à autre chose que des petits boulots, mal payés, qui ont perdu la dignité d'antan. Le fils aîné, Réjean, illustre parfaitement bien mon hypothèse sur la génération X. Bien qu'il soit un travailleur intègre, un fils loyal, il peine à contenir son ressentiment et sa révolte face aux forces qui fragilisent son milieu, ainsi qu'à l'égard de la lâcheté de ses contemporains. Comme les autres habitants du quartier, il ne fait plus confiance au « système » et compte sur ses propres moyens pour préserver un minimum de décence et de justice.

Au milieu du film, toutefois, Réjean met en suspens son négativisme. Excité par la chute du Mur de Berlin, il décide

*Cette hypothèse
que je viens
d'esquisser me
semble parfaitement
confirmée par le
beau film de
Louis Bélanger,
Gaz Bar Blues.*

de participer à ce grand événement historique. Il prend l'avion pour aller photographier les célébrations entourant la chute du Mur. À peine quelques jours suffisent pour éteindre l'excitation du jeune homme : « C'est rendu fou ici. Le monde pense juste au criss' de cash. La réunification de l'Allemagne est organisée comme une vente de garage. » Réjean est dégoûté par l'attitude des Berlinoises de l'Ouest. À ses yeux, ce sont des parvenus qui ne cherchent qu'à exploiter cupidement l'événement. Sa déception tourne en colère, puis en révolte violente. Dans un geste symbolique, il fait un coup d'éclat, afin d'inciter les Berlinoises de l'Est à reconstruire le Mur : « On est décevant l'être humain des fois. La chute du Mur veut peut-être rien dire... Faut que je trouve une passe pour que rien bouge. M'a tout' figer ça là. » Ainsi, le geste d'éclat de Réjean traduit une volonté d'arrêter le mouvement de l'histoire. Expulsé d'Allemagne, le jeune révolté, de retour au pays, tente d'expliquer le geste à son père. Une conversation entre le fils et le père révèle que le pessimisme historique de Réjean est une forme résignée d'héroïsme.

Réjean : « Regarde Pa' : Berlin c'est une station-service. À l'Ouest, c'est le libre-service moderne, pis à l'Est...Ben, c'est broche-à-foin, comme ton gaz bar. Pis, c'est les gros libre-service qui vont gagner. Tu comprends-tu? »

Le père : « Tu me prends-tu pour un imbécile? Tu prends tout' ces détours-là pour finir par me dire ça? Le monde est en train de changer, pis moi j'ai de la misère à suivre. Penses-tu que je le sais pas ce qui me pend au bout du nez? »

Réjean : « Moi ce que je dis, c'est qu'il n'y a pas de honte à ne pas vouloir

changer. Si les changements ne font pas ton bonheur, t'es pas obligé de jouer leur game. »

Il est intéressant de noter, dans cet échange, que le père et le fils s'entendent sur le constat suivant : le mouvement étourdissant des sociétés, présenté sous les appareils du progrès, ne sert pas le bien commun. Le mouvement n'a que faire des « petits », des gens de condition modeste, du monde ordinaire. Ce constat est prononcé d'une façon imagée, dès le début du film, par Monsieur Savard, cet employé traditionnel, bourru et sévère, mais aussi sociable et généreux. En faisant la leçon à la fille de la famille (qui se vante de posséder une petite voiture européenne très écologique...), il exprime le sentiment d'impuissance des classes populaires devant le système et son supposé progrès humain :

« Maudit que t'es naïve la jeune ! C'est des histoires pour nous fourrer. C'est comme quand y ont changé pour les litres. Faut que tu fasses des divisions du verrat juste pour savoir comment ça fait en gallons... Fais-toi z'en pas qu'y ont pas enlevé le système impérial pour rien. Ça fait leur affaire qu'on comprenne plus rien. Hey! On s'en câlisse-tu de la pollution entre toé pis moé? Vous autres les enfants du boss, vous avez ben de l'éducation. Mais pas de jugement pan' toute! »

Le blues de la classe moyenne fragilisée

Pour parler en sociologue, on dira que le mérite de *Gaz Bar Blues* est de montrer la convergence entre le malaise générationnel et le conflit de classes. Il y a déjà plus de dix ans, le sociologue Simon Langlois avait prêché dans le

En fait, de nombreux aspects rapprochent les discours des grévistes à la sensibilité politique de la génération X.

désert, en décrivant l'existence d'un effet de génération. Son diagnostic, prophétique, annonçait qu'une bonne partie des enfants nés à partir de la fin des années 1950 connaissent une régression économique par rapport à leurs parents². Ils régressent parce qu'ils sont arrivés sur le marché du travail après le party des Trente Glorieuses³. Être un X, c'est être fragilisé par deux facteurs : l'appartenance à une génération et l'appartenance à une classe sociale.

Certes, le destin des enfants de la classe moyenne n'est pas uniforme. Démographiquement nombreuse, cette classe se décompose en trois strates distinctes : la supérieure, l'intermédiaire et l'inférieure. La première a connu un destin fort enviable. Bénéficiant très peu de la croissance économique, les deux autres strates sont aujourd'hui hantées par le risque de dégringoler dans l'échelle sociale. De fait, pendant que la strate supérieure a connu (depuis quinze ans) une augmentation de ses revenus supérieure à 10 %, les deux autres strates ont complètement stagné.

L'une des stratégies de défense de la classe moyenne, depuis les années 1970, a été de recourir à l'ajout d'un second salaire pour gonfler le revenu familial. Mais pour la plupart des ménages, cette stratégie n'a pas empêché la fragilisation économique. Les coûts fixes d'une famille de classe moyenne (hypothèque de la maison, paiement de l'auto, coûts de l'instruction, des services de garde et de santé) ont augmenté plus rapidement que le revenu.

Le second salaire n'est maintenant plus un choix, mais une nécessité. Même si les familles de la classe moyenne gagnent aujourd'hui le double du revenu qu'elles généraient dans les années 1970, elles ne sont pas en meilleure posture. Le coût de la vie a tellement augmenté que leur marge de manœuvre est plus mince qu'à cette époque.

L'horizon pessimiste des grévistes étudiants

Une objection qu'on soulèvera sans doute, face à mon hypothèse, est que la jeunesse étudiante a renoué avec des formes d'action qui étaient privilégiées par la génération lyrique. Cet argument ne tient pas, car on a nettement exagéré l'apolitisme de la génération X. Son scepticisme face aux grandes utopies sociales, dans les années 1980, était nettement compréhensible. Il était au diapason de l'opinion publique de l'époque, qui constatait la crise de l'État-providence et qui s'inquiétait des dérives totalitaires de certains mouvements politiques. Si cette génération s'était radicalisée politiquement, dans les années 1980, cette révolte aurait été dirigée contre les lyriques. La plupart des X, animés par un ressentiment générationnel, ont néanmoins refusé de s'engager dans une voie politique aussi douteuse. En fait, avec le regain du mouvement national, à la fin des années 1980, l'intérêt mitigé des X pour la politique a pris fin et plusieurs ont activement pris part au débat sur l'avenir du Québec⁴.

De nombreux aspects rapprochent les discours des grévistes à la sensibilité politique de la génération X : 1) le sentiment que la génération lyrique a hypothéqué l'avenir des futures généra-

tions québécoises ; 2) la perception que l'avenir est bloqué pour longtemps parce que des choix collectifs mal avisés ont été faits dans les années 1960 et 1970 ; 3) la conviction qu'il vaut mieux préserver ce qui est bon dans l'héritage collectif plutôt que chercher à réinventer la roue ; 4) l'invocation des effets négatifs d'une dette étudiante sur d'éventuels projets familiaux (arguments réactionnaires selon les standards lyriques).

Ainsi, c'est l'horizon du pessimisme historique qui rapproche le plus les grévistes de la génération X. Si l'objectif du mouvement étudiant avait été d'obtenir la gratuité scolaire, aucune association étudiante n'aurait obtenu un mandat de grève générale illimitée. Si ces grèves ont rassemblé autant d'étudiantes et d'étudiants de conditions sociales très variables, c'est qu'elles étaient fondées sur une volonté ferme de conserver un acquis social juste, raisonnable et concret.

L'action politique déployée durant le conflit n'était pas fondée sur l'adoption d'une grande utopie sociale. Au contraire, avant le début de la grève, la majeure partie de la jeunesse étudiante était peu politisée. Chaque étudiant, chaque étudiante a dû soupeser les avantages concrets d'une grève générale. Plusieurs ont conclu, au début, que ce n'était pas à leur avantage de s'engager dans un affrontement avec le gouvernement. C'est durant le conflit, jour après jour, semaine après semaine, que les enjeux politiques sont devenus manifestes aux yeux d'une majorité d'étudiants. C'est par cet exercice de jugement politique que plusieurs ont révisé leur position de départ et conclu qu'il fallait protéger les étu-

dants plus pauvres (les plus touchés par les coupures budgétaires).

Un héroïsme résigné

Le caractère défensif et pessimiste des grèves étudiantes fait écho à d'autres signes traduisant au Québec une méfiance face à l'optimisme progressiste, qu'il soit d'allégeance gauchiste ou droitiste. On sait que la relève politique au Québec, dans les partis politiques, est sensiblement plus pragmatique que celle qui anima et remua l'âge lyrique. Outre *Gaz Bar Blues*, d'autres œuvres engagées manifestent un scepticisme face au progrès. On peut penser à des œuvres comme *L'Erreur boréale* ou *Bacon*, le film. On peut évoquer aussi les populaires combats de Daniel Pinard contre les multinationales de l'alimentation. Ces discours politiques, qui cherchent à préserver et à conserver, qui défendent les « petits producteurs » contre les multinationales, sont difficiles à faire entrer dans les catégories politiques classiques. Bien sûr, certains accents rappellent des combats menés par la gauche ; d'autres, toutefois, évoquent certains mouvements populistes de l'époque du New Deal. Ce qui est certain, c'est que ces discours politiques contestataires avancent dans l'avenir animés par des sentiments d'inquiétude, de crainte et de peur.

Il serait peut-être temps de lever notre méfiance face au pessimisme historique. Il y a d'autres façons de mobiliser des citoyens que d'en appeler à l'invention d'un monde radicalement différent. Dans l'histoire de la démocratie en Occident, il y a eu plusieurs insurrections politiques démocratiques fondées sur une vision non progressiste⁵. Se voulant respectueuse de la



Louis Bélanger, réalisateur du film *Gaz Bar Blues*

mémoire et de la continuité historique, elles cherchaient avant tout à préserver des droits acquis et des coutumes honorables.

La grève générale de l'hiver dernier confirme la

fin de l'âge lyrique au Québec. On a beau vouloir rassurer nos élèves qu'ils auront les jobs des baby boomers quand ils seront diplômés, ils ne sont pas dupes. Ces élèves ont des X dans leur entourage, des oncles ou des tantes, des frères ou des sœurs plus âgés, qui ont un jour ou l'autre frappé un mur. Ces élèves, lorsqu'on les interroge sérieusement, ne croient pas que leur sort sera meilleur. Ils doutent même que leurs propres enfants auront accès à un système public de santé ou un régime de pension similaire à celui de leurs grands-parents.

Si l'âge lyrique du Québec est terminé, il serait peut-être temps d'envisager une armistice. De toute façon,

quand on prête attention aux débats publics, on note que l'horizon lyrique et progressiste n'est plus reçu avec sérieux. Le pessimisme historique des X n'a pas seulement contaminé le langage de nos élèves, mais aussi celui de beaucoup de lyriques, restés ou non le cœur à gauche. Cette armistice devra reconnaître que, si la génération lyrique a des torts, les problèmes du Québec contemporain ont des causes beaucoup plus profondes.

Dans *Gaz Bar Blues*, Réjean a trouvé une dignité à s'opposer, de façon symbolique mais courageuse, au mouvement de l'histoire. Cet héroïsme résigné avait toutes les apparences d'un geste fou et stérile. On ne peut pas en dire autant de celui de nos élèves...

Sociologue et essayiste, Stéphane Kelly enseigne la sociologie au Cégep de Saint-Jérôme. Il a notamment publié *La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal, Boréal, 1997 et *Les Fins du Canada*, selon MacDonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau, Montréal, Boréal, 2001.

- 1 François Ricard, *La génération lyrique*, Montréal, Boréal, 1992.
- 2 Voir le texte de Langlois sur l'effet de génération dans le livre collectif dirigé par Gérard Daigle, *Le Québec en jeu*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992.
- 3 Les travaux du sociologue Louis Chauvel sur la France confirment la thèse de Langlois. Voir *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, 2^e édition, Paris, PUF, 2002.
- 4 La saga du Lac Meech, qui changea le cours récent de l'histoire du Québec, a eu une grande ampleur politique à cause de la détermination et du caractère des jeunes turcs du Parti libéral du Québec qui entouraient le premier ministre Bourassa. L'acharnement de ceux-ci a forcé le parti à se radicaliser sur la question nationale. Pour nuancer l'hypothèse de l'apolitisme de la génération X, il faut relire les deux livres de Jean-François Lisée consacrés au second règne de Robert Bourassa, *Le Naufrageur* et *Le Tricheur*, Montréal, Boréal, 1994.
- 5 Hannah Arendt a fait cette démonstration pour la Révolution américaine et John Pocock pour la Révolution anglaise. Hannah Arendt, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967. J.G.A. Pocock, *L'ancienne constitution et le droit féodal*, Paris, PUF, 2000.

Combat contre un dégel annoncé

Pier-André Bouchard St-Amant

Candidat à la maîtrise en économie à l'Université du Québec à Montréal



Photo : Pedro Ruiz

À droite, Pier-André Bouchard St-Amant pendant la grève étudiante de l'hiver 2005. Il était alors président de la FEUQ.

Quelques parallèles

En 2002, le Parti libéral de la Colombie-Britannique, avec Gordon Campbell à sa tête, remportait l'élection et succédait ainsi au Nouveau Parti démocratique, au pouvoir depuis huit ans. Les libéraux s'étaient engagés à geler les frais de scolarité, mais seulement la première année de leur mandat, suivi de la tenue d'une commission parlementaire pour étudier la question du

financement des universités. Alors que le NPD avait maintenu les frais gelés pendant ses deux mandats, le rapport de la commission parlementaire était sans équivoque : il fallait doubler les frais de scolarité.

En Ontario, même scénario : lorsqu'ils prirent le pouvoir en 2003, les libéraux de Dalton McGuinty s'étaient engagés à geler les frais les deux premières années de leur mandat après

quoi suivrait une commission parlementaire sur le financement des universités. Une fois qu'elle s'est tenue, quelle fut la conclusion de cette commission? Le dégel des frais de scolarité.

Au Québec, maintenant. En 2003, avant l'adoption de son nouveau programme officiel, le chef libéral Jean Charest s'engageait à geler les frais pour la première année de son mandat et par la suite, à tenir une commission parlementaire qui étudierait le financement des universités. Mais, grâce à une résolution du président de la Commission jeunesse du parti, Steeve Leblanc, l'engagement devint: «le gel des frais de scolarité pour la durée du mandat.» L'idée de tenir, après un an au pouvoir, une commission parlementaire pour examiner le financement des universités est toutefois demeurée. Des libéraux qui délogeant du pouvoir le Parti québécois qui a, pendant huit ans, gelé les frais de scolarité : les parallèles avec le scénario de la Colombie-Britannique sont évidents.

Le puzzle libéral

En septembre 2003, le gouvernement de Jean Charest déposait le projet de loi 19 qui modifiait la façon dont les prêts et bourses sont attribués. Cette loi comporte trois éléments essentiels. D'une part, les étudiants reçoivent leurs bourses uniquement à la fin de leur année scolaire, ce qui est source de confusion pour ces derniers. On en vient à se demander si les compressions dans leurs bourses (les fameux 103 millions) sont attribuables à la réforme. Est-ce réellement une « coupure »? Difficile de trancher avant la fin de l'année. Bref, les cartes étaient brouillées.

D'autre part, a modifié le mode de calcul du montant de prêt étudiant. Avant le projet de loi, ce montant était fixe. Le reste du montant total était versé en bourses. Avec la modification, le montant du prêt accordé est calculé en fonction des frais de scolarité. Du coup, s'il y avait une augmentation des frais de scolarité, l'étudiant verrait ses prêts augmenter, mais pas ses bourses.

Finalement, le dernier indice dans le programme des libéraux était le programme de remboursement proportionnel au revenu. Le principe? Que le remboursement de la dette par l'étudiant soit étalé en fonction de son revenu dans le but d'« alléger » le fardeau de cette dette. Mais en pratique, dans tous les pays où un tel programme a été implanté (à l'exception de l'Irlande), c'est un dégel massif des frais de scolarité qui a suivi. Ces mesures n'ont absolument pas produit les effets escomptés. Sur le plan politique, en revanche, une telle annonce permet au gouvernement de justifier une augmentation draconienne de l'endettement.



Photo: Jacques Nadeau

Jean Charest

ment étudiant. Cela lui permet en effet d'utiliser l'argument suivant : augmenter l'endettement n'est pas si grave, car le mode de remboursement de la dette allège le tout.

En somme, six mois après leur arrivée au pouvoir, les libéraux : a) adoptent le projet de loi 19, b) annoncent la tenue d'une commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, c) s'engagent à implanter un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Or, partout ailleurs, de telles politiques ont mené tout droit au dégel des frais de scolarité : la seule pièce qui manquait au puzzle entamé par le gouvernement du Québec.

La FEUQ avait toute les raisons de croire que le plan du gouvernement n'était pas en faveur de la jeune génération. Bref, le « build-up » annonçait le pire.

Toutefois, sortir dans les médias et dans la rue publiquement pour dénoncer la « grande conspiration libérale » n'aurait guère attiré les sympathies, au contraire. Il fallait donc trouver un vecteur de campagne plus porteur, ce que la FEUQ fit en utilisant la loi-cadre sur les frais afférents, loi destinée à empêcher l'augmentation des frais obligatoires facturés aux étudiants.

La campagne sur la loi-cadre

Notre objectif devenait alors clair : faire en sorte que le premier ministre et le ministre de l'Éducation disent ouvertement, bien avant l'ouverture de la commission parlementaire, que « tout était sur la table, sauf le dégel des frais de scolarité ».¹

Ainsi, cela démobilisait les principaux adversaires du gel des frais de sco-

larité tout en activant le mouvement étudiant. J'étais vice-président à l'époque. Nicolas Brisson était mon président. La FEUQ s'est alors fait reprocher de prêter des intentions au gouvernement, les éditorialistes nous ont traité d'enfants gâtés² et la campagne n'allait pas de soi. Mais entre deux maux – se faire dire par le gouvernement que nous étions de mauvaise foi et – ne rien faire et subir un dégel, nous avons préféré le premier. En bout de course, nous avons atteint notre objectif. Le gouvernement avait toutefois coupé 103 millions dans les bourses aux étudiants lors du budget suivant.

La campagne sur les 103 millions

Il fallait donc continuer le combat. C'est à ce moment, en mai 2004, que je suis arrivé à la tête de la FEUQ. Notre objectif était simple : ramener les bourses au niveau d'avant la coupe de 103 millions. Pour ce faire, nous avons opté pour une recette simple : créer le consensus, rallier le plus de gens et diviser « l'ennemi ». Il nous fallait préparer la mobilisation étudiante, rallier la société civile, gagner l'opinion publique et l'appui des partis d'opposition et diviser les libéraux en leur montrant que nous pouvions influencer leur électorat. Simple en théorie, plus complexe en pratique. Nous avons profité de l'été pour peaufiner notre discours et notre calendrier de campagne. Nous avons analysé l'agenda politique du gouvernement pour réussir à lui imposer le nôtre.

Pour ce qui est du discours, nous avons eu beau jeu : le gouvernement souhaitait parler de démographie et du financement des services publics, sujet qui collait parfaitement à l'agenda des

jeunes générations! Car l'enjeu démographique est un problème préoccupant pour les 18-25 ans et pour ceux qui perçoivent les enjeux à travers les chiffres.

Nous étions résolus à mettre de l'avant le discours de notre génération : maintenir l'accessibilité aux études pour financer les services publics ; ne pas baisser les impôts ; rembourser de la dette privée (103 millions) et publique et favoriser une immigration massive pour financer les services publics à long terme.

Au-delà de la vision globale dans laquelle s'insérait notre revendication, il fallait sensibiliser la population au fait que les compressions de l'aide financière aux études affectent les étudiants les plus pauvres. Ainsi, le caractère injuste de la décision du gouvernement apparaissait manifeste. Enfin, nous devons éviter de tomber dans le piège de nos adversaires qui souhaitaient que les 103 millions en compressions se transforment en 103 millions en augmentation de frais de scolarité, ce qui nous aurait ramenés à la case départ. Sans réponse argumentée et cohérente, il nous aurait été impossible de convaincre les gens.

Au bout du compte, il aura fallu huit mois de représentations, deux ministres, 73 % d'appui des Québécois, des publicités télévisées, des appels systématiques aux députés, des actions aussi spontanées que diversifiées, le travail de l'opposition (unanime) à l'Assemblée nationale, l'appui des éditorialistes et une visibilité médiatique sans précédent.

Mais plus encore, il aura fallu écrire une page d'histoire : que 200 000 étudiants se mettent en grève. Des étudiants provenant de toutes les disci-

plines, de toutes les régions, de tous les cégeps et universités, de toutes les origines ethniques. Ce n'est pas tous les jours que l'École Polytechnique, l'École des technologies supérieures, l'Université McGill, l'Université Concordia, toutes les facultés de médecine du Québec, et j'en passe, décident de débrayer en même temps ! En 15 ans d'existence la FEUQ demandait pour la première fois à ses 170 000 membres de faire la grève.

Le 16 mars – à l'exception de 2005 Bishop's – toutes les universités étaient en grève. Plus du quart de la population entre 18 et 25 ans était en grève. Cent mille étudiants manifestaient contre la décision du gouvernement, contre son obstination à admettre ce que tous jugeaient être une erreur, contre une vision individualiste de l'éducation qui en nie les retombées collectives. Il aura fallu qu'une génération se lève et affirme qu'elle ne peut pas être mise de côté dans les choix politiques de notre gouvernement, qu'on ne joue pas avec son avenir, notre avenir. C'est cette détermination, conjuguée à un message clair et compris de tous, qui aura donné les résultats.

Car ils y sont, les résultats :

- les étudiants récupèrent les 103 millions dès la deuxième année du programme ;
- ils obtiennent l'abolition du programme de remboursement proportionnel au revenu ;
- ils forcent le gouvernement à retirer de la loi 19 la méthode de calcul des prêts et bourses en fonction des frais de scolarité.

En somme, tous les éléments susceptibles de conduire à un dégel des

frais de scolarité ont été éliminés. Parions qu'après un tel dégel, le gouvernement ne se risquera pas à toucher aux étudiants... avant le prochain mandat. Michel Venne a eu raison d'écrire : « Hé les jeunes ! Vous avez gagné ! »

La génération 103

En mai 2005, mon mandat s'est terminé et après deux années à la FEUQ, j'entame des études de maîtrise. La bataille de l'accessibilité à l'éducation a donné des résultats. Mais il est navrant de voir que le gouvernement a traité la question démographique comme les chaînes de fast-food traitent la santé : un axe de marketing, tout au plus. Or, la dette publique n'est pas quelque chose qui disparaît à coup de dépliants. Plus généralement, les bouleversements démographiques que nous traversons dépassent les débats politiques ou les jeux électoraux. Rendre l'éducation accessible, accueillir davantage d'immigrants, commencer à rembourser la dette publique, ne pas baisser les impôts : tels ne sont pas des luxes, mais des nécessités. Nous devons penser plus loin également : que voulons-nous en matière d'environnement, de solidarité sociale, d'économie ou de développement des régions ? Quelle devrait être la stratégie du Québec sur l'échiquier international ?

Des leçons doivent être tirées : trois jeunes sur quatre ne votent pas aux élections. Cela réduit considérablement l'importance que nous accordent les partis politiques. Si notre génération n'a pas l'avantage du nombre pour mettre de l'avant de telles politiques, elle devra compenser par la qualité de ses interventions sur la place publique, par la force de ses recherches et par son réseau. Après tout, nous sommes la génération la plus scolarisée !

En regardant l'énergie déployée pour conserver une part représentant moins de un pour cent du PIB consacrée aux prêts et bourses, il est pertinent de se questionner sur ce qui sera nécessaire pour mettre en place ces importantes politiques. Peut-être est-il temps que nous cessions d'être en réaction à un ordre du jour qui n'est pas le nôtre, que nous prenions davantage d'espace dans les débats publics, dans l'arène politique et que ce soit nous qui créions les débats, les orientations et, en définitive, prenions les décisions qui nous concernent. Celles qui façonneront toutes les facettes de notre vie. Entendez-vous ? Qu'attendons-nous ?

Des leçons doivent être tirées : trois jeunes sur quatre ne votent pas aux élections. Cela diminue considérablement l'importance que nous accordent les partis politiques.

1 Citation exacte de M. Reid à l'ouverture de la commission parlementaire.

2 À cet effet, il est amusant de consulter une étude statistique faite par Mathieu Lachance qui affirme que depuis 10 ans, 92% des éditoriaux sur les frais de scolarité sont en faveur d'un dégel...

La jeunesse québécoise s'engage différemment



Photo : Jacques Nadreau

Madeleine Gauthier et Pierre-Luc Gravel
Observatoire Jeunes et Société
INRS Urbanisation Culture et Société

« Les jeunes se désintéressent de la politique. Ils sont individualistes. » Voilà des expressions que l'on n'ose plus remettre en question. Mais des manifestations récentes, en particulier à l'occasion de questions d'ordre international, ainsi que la création de nouveaux organismes de participation des jeunes à la chose publique comme les Forums jeunesse régionaux et le bilan de la vie associative des jeunes, contredisent pourtant cette image d'apathie souvent véhiculée par les médias, à l'occasion de tribunes téléphoniques ou même de colloques scientifiques. [...] Quelle définition donne-t-on de la participation sociale et politique ? Se résume-t-elle à la démarche d'aller voter ? Se pourrait-il que les jeunes Québécois fassent montre d'un intérêt particulier pour certaines questions qu'ignore la recherche internationale, en particulier les travaux

américains et français dont s'abreuve les Québécois, tant journalistes que chercheurs ? [...]

Des manifestants sans âge

Les manifestations récentes autour d'enjeux internationaux ont vu la mise en scène de leaders jeunes et de participants jeunes sans que ces derniers ne se définissent comme jeunes. Ils ne sont en effet pas les seuls à se rendre à Porto Alegre, à déambuler par les moins 20° Celsius dans les rues de Saint-Georges, de Rivière-du-Loup tout autant que dans celles de Québec ou de Montréal contre la guerre en Irak, mais ils sont probablement majoritaires. Des militants « altermondialistes » – nouveau vocable à connotation moins négative qu'« anti-mondialisation » – à qui nous avons posé la question ont refusé de se définir par l'âge. Leurs revendications n'étant pas propres à leur âge, ils préfèrent les alliances qui transcendent la notion d'âge.

Ces revendications concernent, selon les circonstances, l'environnement : pollution atmosphérique, partage de l'eau potable, maintien de forêts qui protègent l'atmosphère, contrôle de l'agriculture sous une trop forte intrusion des progrès techniques (recherches biologiques, pesticides). Si ces questions ont été fortement discutées au cours de la dernière décennie, ce sont les progrès sociaux, souvent liés aux questions précédentes, qui attirent maintenant l'attention : subventions à l'agriculture qui détruisent les possibilités de production agricole du tiers-monde, promotion des droits des femmes et de l'éducation, vente des produits pharmaceutiques génériques pour résoudre le problème du sida mais aussi Les maladies tropicales.

La guerre en Irak a éveillé nombre de citoyens au rôle international que joue ou pourrait jouer l'Organisation des nations unies dans le maintien de la paix et la promotion de la démocratie. Si les réunions internationales comme celle de la Zone de libre-échange des Amériques, du G8 ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) rassemblent les manifestants sur les lieux mêmes des réunions, la question de la paix a permis de voir se lever des populations parmi les plus éloignées des grands centres urbains. Ce sont parfois des enfants qui ont pris la tête de mouvements de contestation : ce fut le cas d'enfants de dix ans à Rivière-du-Loup, par exemple. Ils ont réussi à entraîner leurs parents.

Pourquoi retrouve-t-on tant de jeunes lors des manifestations ? Si, pour cette jeunesse, la référence aux institutions politiques et sociales a des airs de « système naturel » qui leur préexiste, l'éclatement des frontières fait aussi partie de leur paysage familial. Plus de 50 % des jeunes ont quitté à un moment ou l'autre leur région (Groupe de recherche sur la migration des jeunes, 2002). Non seulement sont-ils sortis de leur

milieu d'origine pour aller vivre ailleurs au Québec – les migrations au Québec sont moins interprovinciales que pour les autres provinces canadiennes – mais ces jeunes adultes ont franchi les frontières internationales pour les études, des années « sabbatiques », le voyage. Parce qu'ils sont libres de leurs mouvements, n'étant pas encore attachés à un emploi, à une résidence fixe, à une famille, les jeunes sont les champions des formes contemporaines de nomadisme, ce qui leur confère une sensibilité internationale que toutes les générations précédentes n'ont pas eue.

L'univers médiatique a aussi initié les jeunes aux réalités internationales. À cela, il faut ajouter l'intégration de l'écologie dans les programmes scolaires dès l'école primaire. Pour ne donner qu'un exemple, la prise de conscience, à cet âge, que la pollution de l'eau et de l'air a des répercussions que nul gouvernement territorial ne peut contrôler à lui seul n'est pas sans éveiller plus tard, à l'adolescence ou au début de l'âge adulte, une certaine sensibilité à l'interdépendance des nations. C'est alors que se fait sentir le besoin de règles internationales plus justes pour tous les peuples de la terre et la réclamation de mécanismes internationaux neutres dans les conflits qui continuent d'affliger plusieurs parties de la planète. [...]

Références

www.obsjeunes.qc.ca

Baudelot, Christian et Roger Establat, *Le niveau monte*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.

Conseil permanent de la jeunesse, *Répertoire des organismes jeunesse*, Québec, Gouvernement du Québec, 2003.

Gauthier, Madeleine et Pierre-Luc Gravel, « Une génération apathique ? » dans *Cahiers du 27 juin*, vol.1, n° 1, 2003.

Extraits d'un texte publié dans *L'Annuaire du Québec 2004* sous le titre « Les nouvelles formes d'engagement de la jeunesse québécoise »

Acheter, est-ce vraiment voter ?

Entretien avec Laure Waridel

Anne-Marie Aitken

Revue Relations



Photo : Jacques Grenier

Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre

Cofondatrice d'Équiterre (www.equiterre.org), auteur de plusieurs livres dont *Acheter, c'est voter. Le cas du café*, (Montréal, Équiterre et les Éditions Écosociété, 2005), Laure Waridel milite en faveur d'une alimentation responsable. Elle promeut des solutions de rechange aux circuits de production et de consommation contrôlés par les multinationales.

Relations : Le slogan « acheter, c'est voter » vous suit partout. Selon vous, en quoi le choix de ce que nous mettons dans notre assiette est-il un geste politique ?

Laure Waridel : Je pars du principe que l'argent mène le monde. L'économie joue en effet un rôle très influent, notamment sur la politique.

Je me demande comment nous pouvons, comme citoyens, jouer un rôle dans le marché. Je crois que c'est d'abord en exerçant notre pouvoir de consommateurs. Voilà pourquoi je vois dans nos choix de consommation un geste que l'on peut qualifier de politique. Je ne dis pas que voter, c'est acheter, je dis bien qu'acheter, c'est voter. L'action sur la consommation ne remplace en rien les autres leviers de pouvoir politique qui sont entre nos mains : aller voter tous les quatre ans, prendre part aux organisations démocratiques qui nous entourent, écrire à nos députés, etc. Il faut cesser de voir la consommation comme un geste purement individuel. C'est un acte collectif.

Nos choix de consommation ont des conséquences politiques. Chaque fois que nous choisissons de boire tel café plutôt que tel autre, de manger telles céréales ou tels fruits plutôt que tels autres, nous encourageons la chaîne de production et de transformation des aliments, le système économique qui a été utilisé avant que le produit n'arrive dans notre assiette. Nous sommes en lien avec ceux qui cultivent, récoltent, transforment, emballent, transportent et vendent ce qui aboutit dans nos paniers. Nous avons donc un pouvoir et une responsabilité à l'égard de ces personnes. Certains me disent : « on est encore une fois en train de réduire le pouvoir du citoyen à un pouvoir de consommateur... »

Ce n'est pas mon propos. Je dis, au contraire, que le geste politique n'a pas seulement lieu tous les quatre ans quand nous allons voter ! Nous devons reconsidérer le sens de l'en-

gagement politique des citoyens.

Ensemble de petits gestes

Pensez-vous que ce pouvoir des consommateurs puisse changer le système économique ?

Un des grands avantages du commerce équitable, des solutions alternatives et de la consommation responsable est de contribuer à des changements à relativement court terme. Je pense aux petits producteurs de café avec qui j'ai vécu au Mexique. Je revois la dignité qu'ils avaient dans leurs yeux, fiers de pouvoir envoyer leurs enfants à l'école, d'avoir une meilleure maîtrise sur leur santé, grâce à la mise en place d'une coopérative de café équitable. Je crois à la multiplication des petits gestes pour faire des grands changements. Beaucoup de gens considèrent que c'est utopique. Mais plein de choses qui ont semblé être des utopies à une époque ont fini par faire évoluer les situations. À l'échelle de la planète, nous en sommes là sur les plans environnemental et social. Nous avons tous des comportements qui font en sorte que les écosystèmes sont contaminés. Le fait de nous sensibiliser davantage et de réaliser quel est le pouvoir de chacun de nos gestes fait en sorte que nous allons arriver à des changements structureaux plus globaux.

À long terme, il est sûr que cela ne suffit pas. Il faut une action d'ordre politique pour mieux répartir les richesses et contrer les inégalités. La consommation responsable est un outil de sensibilisation et d'action citoyenne qui permet d'amorcer cette action.

J'utilise en somme l'individualisme pour contrer l'individualisme ! Nous

Nos choix de consommation ont des conséquences politiques.

avons une responsabilité quand nous entendons parler d'enfants au Brésil, en Côte-d'Ivoire, qui travaillent dans des plantations et qui sont dans des conditions d'esclavage. Nous ne pouvons pas simplement nous fermer les yeux. Nous devons réagir. Pour l'instant, nos gouvernements ne sont pas prêts à agir parce que ce sont des questions nationales. Comme consommateurs, si nous achetons ces produits-là, nous endossons ces pratiques. Personnellement, je ne voudrais pas que mes enfants vivent dans l'esclavage. Je ne vois pas pourquoi je l'accepterais pour les enfants des autres.

3 N-J

Dans le choix des aliments, vous prônez les 3N-J. Qu'entendez-vous par là ?

Ce sont des aliments nus, non loin, naturels et justes. Le « Nu » concerne les déchets : l'emballage et le compostage. Quarante pour cent de notre sac de déchets est constitué de matières organiques qui, une fois dans un site d'enfouissement, contribuent aux émissions de gaz à effet de serre via le méthane, mais qui, compostés, sont un engrais formidable pour le jardin et pour l'écosystème.

Le « Non loin » concerne l'achat local. Là, nous touchons à la question de la mondialisation des marchés. Les aliments parcourent en moyenne 2600 kilomètres avant d'arriver chez notre marchand. Ceci a des conséquences non seulement sur l'écosystème à cause des gaz à effet de serre via le CO₂ mais aussi sur le transport et sur les communautés locales. Par exemple, au Québec, nous produisons des pommes; nous en exportons certes, mais nous en importons aussi beau-

coup, en partie parce que les coûts du transport ne sont pas inclus dans le prix. Si nous payions le vrai coût environnemental du pétrole, la pomme qui vient de Nouvelle-Zélande coûterait plus cher que la pomme du Québec. Pour l'instant, ce n'est pas le cas. Ces aberrations sont dues à un système économique qui ne tient pas compte des coûts environnementaux et sociaux.

Le « Naturel » affecte la transformation des aliments et de l'agriculture. On parle beaucoup de la « mal bouffe », mais on devrait parler aussi de la « mal agriculture » avec les pesticides, les OGM... Naturel signifie que les aliments sont cultivés de manière aussi écologique que possible. Aujourd'hui, des produits chimiques interviennent dans la transformation des aliments pour les conserver le plus longtemps possible. Cela est en partie dû à l'éloignement et à la préservation. On pourrait aussi parler des risques liés à l'irradiation des aliments, etc.

Le « Juste » est peut-être ce qui est le plus difficile à obtenir. Il s'agit là de l'emprise des compagnies multinationales sur notre système agroalimentaire. Lorsque nous allons à l'épicerie, nous avons l'impression d'avoir le choix entre des centaines de produits, mais en fait, ils sont commercialisés par quelques transnationales : principalement Nestlé, Altria (propriétaire notamment de tous les produits Kraft et Nabisco), Unilever, Procter & Gamble, Sara Lee, Pepsi Co., Coca-Cola, etc. Celles-ci détiennent souvent des actions dans des compagnies intervenant dans des secteurs connexes tels l'agrochimique et le pharmaceutique, concernés par le brevetage du vivant.

Nous assistons à une prise en otage de notre système alimentaire. Ils ne nous vendent pas des aliments pour nous nourrir, ils nous vendent des aliments pour faire du profit. Il faut donc nous réapproprier notre alimentation en achetant à de petites entreprises, à des coopératives, à des entreprises d'économie sociale et en promouvant le commerce équitable...

Bien nantis, bien nourris ?

Le risque n'est-il pas de développer une nourriture pour les riches, qui seuls pourront se payer les produits du terroir, et de creuser les écarts sociaux ?

Comparativement à la majorité des habitants de la terre, proportionnellement à nos revenus moyens, nous payons notre panier d'épicerie très bon marché. Car nous ne payons pas les coûts sociaux et environnementaux qu'il implique. Ceci dit, bien que l'on trouve beaucoup d'aliments bon marché, un certain nombre de personnes n'ont pas suffisamment à manger. Beaucoup de foyers sont dans des situations socioéconomiques tellement difficiles que de leur demander d'acheter des produits biologiques du terroir est irréaliste. Il faut donc travailler sur la structure économique du partage des ressources et sur la capacité des personnes à avoir un plus grand contrôle sur leur alimentation, en cuisinant par exemple.

Au delà des revenus, c'est le niveau d'éducation qui est déterminant. Les gens les plus scolarisés, les plus éduqués, les plus sensibilisés sont ceux qui, en général, font les choix les meilleurs pour la santé. Non seulement leur santé, mais la santé de la société et la santé des écosystèmes. Plusieurs des

familles qui font partie des projets d'agriculture soutenus par la communauté - moyen très concret d'avoir des produits biologiques moins chers - n'ont pas beaucoup d'argent. Ce sont souvent des familles qui s'inquiètent des résidus de pesticides qu'ils trouvent dans l'alimentation de leurs enfants.

Nous sommes dans une situation paradoxale. Les agriculteurs les plus riches, propriétaires de méga porcheries et de grandes fermes industrielles, sont ceux qui produisent des aliments bon marché destinés à la masse, tandis que les gens plus fortunés achètent des aliments biologiques cultivés par des agriculteurs qui tirent le diable par la queue parce qu'ils ne bénéficient pas d'un soutien à l'agriculture biologique et aux petites productions du terroir. Cela illustre à quel point les prix sont artificiels comparativement aux véritables coûts et aux véritables conséquences de tels choix. J'espère que les produits biologiques et les aliments du terroir vont se développer davantage. Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps, tout le monde mangeait des produits du terroir et des aliments bio.

Le café équitable nous réveille

Revenons à l'exemple du café, qui est un des aliments que vous connaissez le mieux.

Je me suis intéressée au café parce que je m'intéressais aux questions d'inégalité entre les pays du Nord et les pays du Sud. On dit toujours que le colonialisme est terminé. En fait, le néo-colonialisme est encore bien présent. Ce ne sont plus des pays, mais des compagnies, ou un système, qui permettent à une minorité d'exploiter une majorité. Dans le cas du café, ceux qui font la majorité du travail reçoivent une toute petite part du prix qui est payé

Le commerce équitable n'est qu'un outil qui contribue à politiser les gens. Mais il faut aller plus loin.

par le consommateur. Les petits producteurs du Sud, dans le fond, subventionnent notre alimentation. Avec la détérioration des termes de l'échange qui a prévalu depuis les années 1970, la valeur réelle des produits alimentaires diminue. L'exemple du café est intéressant de ce point de vue.

Le marché du café est contrôlé par quelques grandes compagnies. Son prix est déterminé aux bourses de Londres et de New York, des pays qui ne produisent absolument pas un grain de café... les répercussions de la chute des prix, comme celle qui s'est produite récemment, se font sentir dans les 80 pays et touchent 20 millions de personnes. Une telle chute des cours du café a eu lieu parce que la Banque mondiale a encouragé le Viêt-Nam à produire du café. Celui-ci, avec son économie centralisée, s'est mis à en produire au point d'inonder le marché. De là, la chute des prix et tous les autres problèmes qui ont suivi.

J'aurais pu parler du sucre, de la banane et de produits dans l'industrie du vêtement. Ce qui est intéressant avec les produits alimentaires, c'est que nous les consommons. Ils entrent en nous. Le café que nous buvons le matin sert à nous réveiller. Ne pourrait-il pas servir aussi à nous ouvrir les yeux sur les inégalités du système économique mondial ?

Mesures politiques au Canada

Quels types de mesures politiques seraient à instaurer au Canada et dans le monde pour

garantir un commerce qui favorise des modes de production et de consommation responsables à l'échelle internationale ?

Il faut admettre que nous vivons dans une économie qui est mondialisée et dans laquelle les États ont de moins en moins de pouvoir, en partie parce qu'ils l'ont abdiqué. Il y a un problème au niveau de l'organisation politique. Les gouvernements devraient se responsabiliser en donnant priorité aux droits humains et aux droits environnementaux sur les droits économiques. Ils pourraient ainsi arrêter de se soumettre à l'OMC et à l'ALÉNA, par exemple. Mais l'idéologie actuelle ne va pas dans ce sens. Les gouvernements parlent beaucoup de « développement durable ». Si celui-ci peut être comparé à un tabouret à trois pieds formé de l'environnement, de la société et de l'économie, nous nous apercevons que le développement économique a un très grand pied et que les deux autres sont de plus en plus courts. En fait, on est en train de les scier complètement.

Il faut que les politiques locales, provinciales, nationales et internationales changent. Pour cela, les citoyens doivent faire bouger les gouvernements. Si nous continuons à suivre les États-Unis comme nous le faisons dans de nombreux dossiers, nous ne serons pas avancés. Nous oublions que l'économie est un outil pour le bien des individus et des sociétés, et non une fin en soi. Le commerce équitable n'est qu'un outil qui contribue à politiser les gens. Mais il faut aller plus loin.

L'investissement responsable, du Suroît à Wal-Mart

François Rebello

Groupe Investissement Responsable

«22 congrégations opposées au Suroît»: cette manchette de *La Presse* du 5 février 2004 illustre selon moi de belle manière les progrès récents de la notion d'investissement responsable (IR).

Qu'est-ce que l'IR? On sait que les communautés religieuses comme les caisses de retraite placent leur argent pour faire face aux besoins qui se feront sentir à mesure que leurs membres vieillissent. Cet argent est habituellement investi dans des titres obligataires, qui constituent en fait des prêts aux entreprises rapportant des intérêts réguliers. Certains investisseurs faisant face à un horizon de plus long terme accepteront de supporter un risque plus élevé dans l'espoir d'obtenir un rendement plus élevé: ceux-ci deviendront actionnaires des entreprises. Ce statut leur donne le droit de participer à l'assemblée annuelle qui élit les membres du conseil d'administration et qui adopte les règlements de l'entreprise. Il s'agit donc d'utiliser ce pouvoir pour amener les dirigeants des entreprises à voir à plus long terme en intégrant des préoccupations de bonne gouvernance et de responsabilité sociale.



Photo: Jacques Nadeau

Beaucoup de Québécois étaient opposés au Suroît et ont manifesté leur opposition.

Quakers, Viêt-Nam et apartheid

Cette stratégie a quelque deux cents ans: à la fin du XVIII^e siècle, les Quakers avaient déjà comme politique de ne pas investir dans les armes et l'esclavage. La préoccupation des communautés religieuses face à l'éthique de leurs investissements s'est toutefois développée davantage depuis la campagne contre l'intervention américaine au Viêt-Nam.

L'Interfaith Center for Corporate Responsibility fut créé en 1971 à New York pour coordonner les efforts des communautés religieuses américaines qui refusaient d'investir dans l'armement servant à cette guerre. Dans les années 80, ce mouvement a été très actif avec la campagne contre l'apartheid en Afrique du sud. L'exemple a porté : les universités et même des caisses de retraite publiques se sont mises à se préoccuper de ces questions et ont refusé de financer l'apartheid. Aussi, c'est à cette période qu'ont été créés les premiers fonds mutuels éthiques intégrant plusieurs critères pour exclure les titres d'entreprises impliqués dans certaines activités comme la production d'armes.

Au Québec, bien que nos institutions se soient aussi engagées dans la campagne contre l'apartheid et que les années 80 aient été le berceau du Fonds de solidarité FTQ destiné à investir dans les PME québécoises, le premier fonds éthique dans la lignée des précédents américains a été créé au début des années 90 par Desjardins, le Fonds Environnement. Pour leur part, les communautés religieuses québécoises ont commencé à s'organiser sérieusement en ce domaine à la fin des années 90 en mettant sur pied le *Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises* (RRSE), qui rassemble maintenant 22 communautés religieuses québécoises, notamment les Sœurs grises, la congrégation de Notre-Dame, les Capucins et les Oblats.

Surôit

C'est vraiment l'intervention contre le Surôit qui a fait souffler le vent dans les voiles du regroupement. Alors que les groupes écologistes menaient tambour

battant leur campagne contre le Surôit, les communautés religieuses regroupées au sein du RRSE ont décidé d'intervenir.

Après une réflexion sérieuse incluant la consultation d'un expert en énergie, le conseil de la coalition décide d'écrire à André Caillé, le président et chef de la direction d'Hydro-Québec de l'époque, pour lui demander de justifier la pertinence de la filière du gaz naturel en comparaison avec d'autres avenues plus vertes comme celle de l'énergie éolienne ou de l'efficacité énergétique.

Le contenu et le ton de la lettre, notons-le, ne sont pas ceux de militants écologistes, mais bien de créanciers craignant pour la valeur éventuelle de leur investissement. Le risque financier était réel. Dans le contexte où le prix du gaz naturel ne cesse d'augmenter, comment Hydro-Québec pouvait-elle prévoir que cette filière serait plus rentable que celle de l'éolienne actuellement très légèrement plus chère que celle du gaz ? Habituellement, tous reconnaissent l'impact environnemental négatif d'une centrale au gaz naturel. Mais cette fois-ci, une nouvelle réalité s'est imposée. Considérant d'un côté le prix du gaz croissant sans arrêt et de l'autre, les progrès accomplis en énergie éolienne, la position d'Hydro-Québec pour le Surôit avait l'air idéologique et dictée par un entêtement très éloigné de la recherche du bien commun.

En demandant ainsi des comptes au patron d'Hydro-Québec au nom des titres obligataires qu'elles détiennent dans leurs portefeuilles de placement, les religieuses ont ébranlé les colonnes du temple. « La stratégie d'Hydro-

Québec à l'égard les changements climatiques et sa participation au marché des crédits de CO₂ ne nous semblent pas claires », osaient-elles affirmer. « De plus, nous croyons que la controverse soulevée par le Suroît pourrait nuire à la réputation d'Hydro-Québec auprès des investisseurs, tant au Canada qu'à l'étranger. »

Quelques jours après leur intervention, le gouvernement Charest battait en retraite. Bien sûr, l'initiative des communautés religieuses s'ajoutait à une campagne bien organisée des groupes écologistes. Il n'en demeure pas moins que la stratégie des religieuses a surpris par son efficacité. Le contexte était aussi idéal : Jean Charest faisait face au Conseil général du Parti libéral du Québec. Pressurisé aussi par ses militants, Charest annoncera à la fin de cette réunion que le projet était placé sur une voie de garage.

La force politique des intervenants ayant pris position a eu raison du projet. Hydro-Québec n'a pas eu à tenir compte du seul risque financier relié à l'intervention des religieuses. Alors que tous les grands gestionnaires de portefeuilles gèrent des fonds pour des communautés religieuses, ceux-ci allaient-ils se départir des titres obligataires émis par Hydro-Québec pour ne pas déplaire à leurs clients? Dans le contexte où le prix du financement est directement lié à la liquidité de celui-ci, Hydro-Québec n'aurait probablement pas voulu courir ce risque.

Aujourd'hui, le contraste est frappant entre ce que nos amis d'Hydro-Québec disaient à l'automne 2003 et ce qu'affirme Thierry Vandal, le nouveau président et chef de la direction d'Hydro-Québec : « Tous nos nouveaux

besoins peuvent être satisfaits par les énergies renouvelables » (avril 2005).

Wal-Mart et la proposition d'actionnaire

Galvanisées par le succès de leur campagne contre le Suroît, les religieuses récidivèrent en juin 2005. Cette fois, ce fut au tour de Wal-Mart de goûter à leur médecine. Réagissant à l'affront de la fermeture du magasin de Jonquière, des communautés religieuses québécoises et américaines ont décidé d'allier leurs forces. Elle firent campagne ensemble en faveur d'une proposition d'actionnaire qui exigeait un rapport sur le développement durable, incluant une révision des pratiques sociales de l'entreprise. Ces communautés réussirent même à obtenir le soutien d'importants investisseurs institutionnels.

Notons que la stratégie de la « proposition d'actionnaire » (ou de l'engagement) utilisée dans le cas de Wal-Mart a aussi été celle privilégiée par le Robin des banques, Yves Michaud, fondateur de l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec (APÉIQ). Elle diffère de celle utilisée traditionnellement par les fonds éthiques, qui consiste davantage en une approche dite « du filtre ». On passe les investissements au crible en fonction de critères précis qui permettent d'exclure les entreprises jugées « non éthiques ». C'est là deux façons différentes de réagir face à une allégation de pratiques condamnables : on vend le titre ou alors plutôt on intervient comme propriétaire auprès des dirigeants.

Pour plusieurs raisons, la deuxième approche est celle qui progresse le plus. D'abord, l'intervention est plus nu-

*Le syndicat des
TUAC accuse
l'entreprise d'avoir
recours à des
pratiques de travail
déloyales*

ancée que celle qui consiste à exclure. En effet, une entreprise n'est jamais parfaitement « éthique » ; en revanche, elle n'est habituellement pas non plus à « boycotter » entièrement. Les entreprises se situent habituellement dans une zone grise. Certaines de leurs pratiques pourraient être améliorées. Par exemple, les grandes banques sont continuellement placés devant des choix « éthiques » : vont-elles offrir des comptes dans des paradis fiscaux à leurs clients ? vont-elles exiger le respect de normes environnementales élevées aux entreprises qu'elles financent ? Vont-elles encadrer leurs gérants de succursales pour s'assurer que les clients plus démunis ne seront pas victimes de discrimination ? Vont-elles garder leurs taux sur les cartes de crédit plus ou moins élevés que ceux de leurs concurrents ? On comprend aisément qu'il serait difficile de se lancer dans une campagne de boycott à chaque fois qu'une entreprise n'agit pas sur ces questions. Il est selon nous beaucoup plus aisé et efficace d'intervenir par une approche d'engagement.

Même si les propositions d'actionnaire à portée sociale n'obtiennent pas le soutien de la majorité des actionnaires, elles recueillent souvent un pourcentage suffisant pour démontrer qu'une partie importante des actionnaires est sensible à ces questions et qu'en cas d'insatisfaction, ces actionnaires pourraient décider de vendre leur titre, ce qui aurait comme conséquence de faire chuter la valeur boursière de l'entreprise. L'exemple de Nike est

révélateur de l'efficacité de la stratégie. Après que des scandales d'exploitation d'enfants aient éclaté, le fonds des méthodistes, une communauté religieuse américaine, a soumis une proposition demandant à Nike de s'assurer que ses sous-traitants respectent les normes internationales du travail. Soumise lors de l'assemblée des actionnaires de 1994, la proposition a recueilli 3,4%. Petit pourcentage ! Mais suffisant pour que la proposition soit soumise à nouveau l'année suivante. Il n'en fallait pas plus pour que Nike s'assoie avec les proposeurs pour les intimider de ne pas soumettre leur proposition de nouveau. À la suite de ces discussions, Nike décida de se convertir et a accepté d'adopter un code de conduite basé sur les normes internationales combiné à un système de vérifications indépendantes.

Mais revenons à Wal-Mart. En avril 2005, la fermeture du magasin de Jonquière, premier établissement de l'entreprise à avoir obtenu une accréditation syndicale en Amérique du Nord, a provoqué beaucoup de réactions négatives de la part, non seulement du syndicat des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), mais aussi des médias et de la population d'une manière générale. L'entreprise a justifié cette fermeture en prétextant, entre autres, des problèmes de rentabilité vécus par le magasin. Le syndicat des TUAC accuse l'entreprise d'avoir recours à des pratiques de travail déloyales et de mener une campagne d'intimidation contre l'ensemble des travailleurs des magasins de Wal-Mart qui chercheraient à se syndiquer. Wal-Mart a d'ailleurs décidé de fermer son magasin une semaine avant

la date du 6 mai, initialement prévue, alors que la Commission des relations du travail du Québec (CRT) devait entendre la requête syndicale visant à empêcher la fermeture du magasin jusqu'à ce qu'elle ait évalué une série de plaintes déposées par les TUAC contre l'entreprise pour pratiques de travail déloyales.

Cette fermeture sauvage a provoqué une vague anti-Wal Mart au Québec. Même l'ancien premier ministre du Québec et chef du PQ, Bernard Landry, a annoncé son intention de boycotter personnellement Wal-Mart. Conséquence, les communautés religieuses québécoises se sont associées à des consœurs américaines (Sœurs de la Charité de Cincinnati, Sœurs Dominicaines de Springfield, Illinois) pour signer une lettre publiée dans les journaux dénonçant la fermeture de Jonquière et demandant à Wal-Mart de publier un rapport démontrant le respect des droits fondamentaux du travail. En effet, les conventions de l'Organisation internationale du travail intègrent le droit à la syndicalisation.

Cette lettre annonçait un appui à une proposition d'actionnaire amenée par une autre communauté, les Méthodistes, les mêmes qui avaient fait bouger Nike il y a une dizaine d'années. La proposition s'appuyait sur des arguments d'ordre financier, comme la plus grande fréquence des refus exprimés par les communautés d'autoriser l'établissement d'un nouveau Wal-Mart. En effet, les citoyens de villes américaines importantes comme Los Angeles et canadiennes comme Vancouver votent de plus en plus en référendum contre un Wal-Mart. De nombreux États américains ont même adopté des lois anti



Photo : Jacques Nadeau

La fermeture du Wal-Mart à Jonquière a provoqué une vague anti-Wal-Mart au Québec.

« big box stores ». Aux yeux des actionnaires, la difficile croissance du nombre des établissements de Wal-Mart n'est pas étrangère à la performance financière difficile de l'entreprise depuis un an (-5 % en date du 8 juillet 2005).

En référant à une violation du droit international, cette proposition a même pu recevoir le soutien de gros investisseurs institutionnels comme la Caisse de la Ville de New York et la Caisse de dépôt et placement du Québec. En effet, c'est depuis qu'elle vient d'adopter une politique d'investissement responsable dans laquelle elle affirme adhérer « aux principes de l'Organisation internationale du travail » que la Caisse soutient ce genre de propositions d'actionnaires. En le faisant, elle devient la première grande caisse canadienne à affirmer aussi explicitement son engagement en faveur d'un meilleur comportement social des entreprises.

Des étudiants qui s'engagent pour faire pression afin que leur institution fasse des achats responsables.

L'épargne pour changer les choses

Le Québec se distingue de ses voisins d'Amérique du Nord par la propriété plus collective de ses épargnes. Grâce au Mouvement Desjardins créé dès le début du siècle, les coopératives occupent 70 % du secteur des services

bancaires, ce qui est fort différent de la situation qui prévaut dans le reste de l'Amérique de Nord.

Alors que les Américains et les canadiens anglais ont choisi, jusqu'à tout récemment, de ne pas capitaliser leur régime de retraite public, le Québec, lui, a commencé dès le milieu des années 60 à confier les cotisations de la Régie des Rentes du Québec (RRQ). Cette décision, qui visait surtout à favoriser une indépendance économique, a eu comme belle conséquence de réduire le déficit démographique du régime. Aujourd'hui, la Caisse qui gère principalement l'argent du RRQ et celui du Régime de retraite des employés du secteur public est le plus gros investisseur institutionnel du Canada.

Le taux de syndicalisation qui dépasse les 40 % au Québec a contribué à forger de nombreuses caisses de retraite où l'influence des travailleurs est de plus en plus grande. De plus, la « Loi sur les régimes complémentaires » se distingue par le fait qu'elle impose une représentation des travailleurs sur le comité qui gère chaque régime. Comme les syndicats offrent de plus en plus de formation aux travailleurs

qui siègent sur ces comités, les mandataires, ceux qui gèrent les portefeuilles, n'ont pas le choix d'ajuster leurs flûtes. On pourrait également souligner le Fonds de solidarité FTQ, le premier fonds axé sur le développement des PME locales dans le monde qui dépasse maintenant les quatre milliards d'actif.

Le contrôle collectif de nos épargnes nous protège d'une part contre de brusques mouvements de capitaux, mais nous donne surtout les moyens d'intervenir comme actionnaires pour que les grandes multinationales respectent davantage les grands principes de solidarité, en particulier ceux qui ont été précisés par le droit international.

La préoccupation pour que les investissements et la consommation se fassent de manière responsable transcende les générations et les partis. Là, ce sont les religieuses qui exercent leurs droits d'actionnaires. Dans un même esprit, les universités, notamment les étudiants, qui s'engagent pour faire pression afin que leur institution fasse des achats et des investissements responsables. Qu'on pense, à l'UQAM, au Collectif étudiant pour la consommation responsable et les investissements éthiques, (CÉCRIÉ) et à la Surveillance pour la consommation responsable universitaire et des transactions éthiques, la SCRUTÉ, liée à la FAÉCUM. Il y a aussi la Student Society of McGill University à McGill.

C'est là une autre manière pour les jeunes de s'engager et de construire des solidarités à l'heure de la mondialisation.



► Deuxième partie

Une école d'été pour changer le monde

**50 propositions pour le Québec
de demain**



Formuler des projets pour changer le monde

Miriam Fahmy

Chargée de projet et rédactrice, Institut du Nouveau Monde



UNIVERSITÉ
DU NOUVEAU MONDE

Le concept de l'École d'été est né dans l'esprit de Michel Venne il y a plusieurs années déjà. Mais c'est en réunissant une équipe de jeunes talentueux, créatifs et prêts à relever le défi qu'il a enfin pris forme à l'été 2004.

Le mandat que le directeur de l'INM donnait à son équipe : organiser l'événement jeunesse le plus trippant

que le Québec ait jamais vu. C'est ainsi qu'est née l'Université du Nouveau Monde, une école de citoyenneté aux airs de festival.

Sous le thème « Apprendre, pour rêver le Québec », 400 jeunes de tous les horizons se sont réunis pendant quatre jours à Montréal en août 2004. Ensemble, ils ont imaginé un monde meilleur à l'image de leurs valeurs et de leurs aspirations.

Devenir des artisans de demain

Depuis rebaptisée École d'été (ÉÉ), cette activité annuelle est déjà devenue un point de repère important dans l'espace public québécois. Mobilisés autour d'une ambition commune, celle de devenir de meilleurs citoyens, des centaines de jeunes Québécois se réunissent à l'École d'été pour passer ensemble quelques jours d'exception. En compagnie d'une centaine de spécialistes, d'artistes, de figures publiques, d'hommes et de femmes politiques et de citoyens engagés, ils cheminent dans une réflexion commune sur leur avenir.

Être citoyen québécois renvoie cependant à quelque chose de précis.



L'équipe de l'UNM 2004

L'École d'été offre donc un programme de développement des connaissances et des compétences citoyennes afin que ses participants deviennent des citoyens intéressés aux affaires de la Cité, engagés dans leur communauté, dans la société. Elle contribue à stimuler leur imaginaire autour de projets communs en leur donnant un espace où s'initier à l'engagement. En somme, l'École d'été vise six objectifs :

- stimuler l'intérêt des jeunes pour les grands enjeux sociaux, économiques, politiques et culturels auxquels le Québec est confronté ;
- transmettre aux participants les connaissances et les compétences nécessaires à la citoyenneté active. Favoriser l'échange entre les décideurs de la société et les participants ;
- développer leur esprit critique afin qu'ils puissent mieux s'exprimer sur les questions qui les concernent ;
- soulever leur intérêt pour l'engagement social ;
- créer une communauté réunissant les participants au-delà de l'événement ;
- favoriser le dialogue intergénérationnel.

« Informer, débattre, proposer »

Pour atteindre ces objectifs, l'École d'été emprunte un chemin à trois voies. La première voie est celle de l'apprentissage. Les sessions d'initiation à la citoyenneté sont des séances de formation présentant les différentes facettes de l'engagement. Elles sensibilisent les jeunes aux divers modes de participation civique et de militantisme. L'ÉÉ offre également un programme de plus

d'une soixantaine d'activités au choix. Les sujets abordés lors des conférences et des tables rondes couvrent un vaste éventail de thématiques s'attaquant aux grandes questions de l'heure, des questions qui nous préoccupent collectivement et qui détermineront l'évolution de notre société. Des ateliers permettent, quant à eux, de mettre en pratique les notions abordées dans les cours d'initiation à la citoyenneté. Lors de ces ateliers, les participants acquièrent les compétences nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté active. Toutes ces activités sont présentées par des citoyens engagés, des conférenciers prestigieux et des figures publiques du Québec et d'ailleurs.

Au cœur de ces journées d'activités, le Projet citoyen constitue l'expression la plus aboutie et concrète des objectifs ayant présidé à l'élaboration de la programmation de l'École d'été. Conçu pour permettre aux participants de vivre concrètement l'expérience de la démocratie et de s'exprimer sur des problématiques actuelles, le Projet citoyen est un travail d'équipe qui s'étend sur les quatre jours de l'ÉÉ. Les participants y sont appelés à faire preuve de créativité et d'organisation en privilégiant l'intérêt commun et en se souciant davantage du long terme que du court terme. Ainsi, le second axe de la formule « École d'été » est celui du débat, du dialogue. Lors du Projet citoyen, les participants doivent, en petits groupes puis en assemblées, débattre de sujets controversés, défendre les idées qu'ils ont à cœur et



justifier leurs positions, bref, argumenter, négocier, délibérer.

Enfin, l'École d'été est une tribune. La démarche du Projet citoyen offre l'occasion unique aux jeunes Québécois d'exprimer leurs opinions, de proposer des idées et des projets concrets. Ce troisième volet de la formule de l'École d'été leur donne la parole.

Créatifestif

L'arme secrète de l'École d'été est sa joyeuse désinvolture. Participer à l'ÉÉ ne signifie surtout pas s'enfoncer dans une lourdeur inutile, un trop-plein de sérieux. Au contraire. À l'ÉÉ, tout concourt à construire une ambiance de ludisme, à commencer par le programme, qui comporte de nombreuses occasions d'expression artistique : les participants peuvent faire du théâtre, participer à des jeux de rôles, monter des projets de création. Le souci de divertir n'est pas le seul objectif à l'origine de ce choix. Nous avons compris que l'engagement, et l'apprentissage de l'engagement, peuvent prendre plusieurs formes, des plus traditionnelles aux plus éclatées.

En ce sens, l'École d'été offre aussi une panoplie d'activités de divertisse-

ment à caractère et culturel tel que du cinéma, du théâtre, des expositions d'œuvres d'art, de l'impro, des spectacles d'humour et de musique. Ces activités contribuent à l'apprentissage autant qu'à l'esprit de convivialité.

Le versant pédagogique de l'ÉÉ ne serait pas aussi réussi s'il n'alliait pas au sérieux de son programme la détente et le divertissement, qui sont autant d'occasions de faire des rencontres.

Les voies du possible

L'École d'été, cet espace d'apprentissage et d'échanges, est avant tout un rassemblement. Les centaines de jeunes qui participent à l'ÉÉ sont âgés de 15 à 30 ans et proviennent de tous les horizons. Ce sont des étudiants universitaires, du cégep ou du secondaire, des travailleurs autonomes ou salariés, des citoyens engagés, des parents, des militants, des globe-trotters, des rêveurs ; ils sont dynamiques, curieux, inquiets, ingénieux. Ils proviennent de toutes les régions du Québec ; l'ÉÉ accueille même plusieurs dizaines d'ambassadeurs des pays de la Francophonie.

Ayant le souci d'offrir un espace où tisser des liens intergénérationnels, l'École d'été ne regroupe pas uniquement des jeunes. Elle rapproche ces futurs bâtisseurs de la société des plus importants acteurs d'aujourd'hui. Figures d'engagement, penseurs, empêcheurs de tourner en rond, ils sont pour les jeunes des exemples du possible. En présentant leurs idées et leurs propres projets, les invités de l'ÉÉ incitent les participants à la réflexion et les invitent à agir en leur révélant des voies d'engagement.



Photo : Valérie Sisso

Spectacle d'impro à l'UNM 2004

De l'idée à l'action : le Projet citoyen 2005

L'École d'été ouvrira à nouveau ses portes le 18 août 2005 afin d'accueillir des centaines de jeunes désireux de cultiver le citoyen en eux.

Cette année, le Projet citoyen réunira tous les participants autour d'un même objectif : concevoir des projets concrets d'engagement afin de changer le monde. Les participants, réunis selon leurs affinités, travailleront en équipes de dix sur un projet commun s'inscrivant dans une approche qu'ils auront choisie : politique, communautaire, humanitaire, économique et coopérative, internationale ou artistique.

L'École d'été devient ainsi un tremplin pour ses participants qui repartent la tête et le cœur remplis de projets et d'ambitions.

Mais ça ne s'arrête pas là. L'Institut du Nouveau Monde, se fait ensuite le porte-voix des participants et de leurs idées. Il relaie les résultats du Projet citoyen au plus grand nombre, à commencer par les membres les plus influents de la société. L'INM s'engage auprès des participants à porter leurs idées pour qu'elles vivent bien au-delà des quatre jours de l'événement.

Cette section du livre sur les jeunes et l'engagement se veut un relais de l'UNM 2004. Elle relate en textes et en images les grands moments de cet événement ayant marqué la jeunesse québécoise et qui, nous l'espérons, continuera de le faire dans les années à venir. Ponctué des commentaires de quelques dizaines de participants, ce recueil brosse le portrait des aspirations de 400 jeunes qui ont imaginé ensemble une carte du Québec de demain.



Des participants de l'UNM 2004

Photo : Valérie Sisso

Se renouveler pour durer

L'École d'été crée un intérêt auprès des participants pour les enjeux d'ordre public, mais aussi, par extension, auprès de leurs proches, de leurs amis, de leurs collègues d'étude ou de travail et des communautés auxquelles ces jeunes appartiennent. Plus l'École d'été mûrira, plus ses étudiants – actuels et anciens – seront nombreux. Un réseau composé de milliers de jeunes sera créé. Ils resteront en contact avec l'Institut du Nouveau Monde, avec le réseau de centres de recherche dont il fait partie et avec les experts, conférenciers et acteurs sociaux qui collaborent avec lui. L'objectif à long terme de l'École d'été est de former des générations de jeunes qui prendront acte et conscience de leur rôle de citoyen tout au long de leur vie et dans chacune de leurs réalisations. L'ÉE aura ainsi contribué à augmenter les compétences civiques de milliers de Québécois et à rehausser le niveau d'engagement social et politique des citoyens.

Nous espérons que l'École d'été sera toujours à la hauteur des attentes de ses participants, qu'elle réussira à nourrir et à renouveler leur intérêt pour la chose publique. Cette démarche, unique au Québec, catalyseur de l'énergie des jeunes, promet d'être une aventure qui durera.

Attention ! Rêveurs sur le chantier !

Marie-Ève Homier

Participante de l'Université du Nouveau Monde 2004



Photo: Norm Edwards

Marie-Ève Homier

Depuis l'université, où j'ai découvert les travaux de think tanks comme le Groupe de Lisbonne, je rêvais de prendre part moi aussi à un tel effort concerté de réflexion sur la société et le monde. Je croyais cependant qu'il me faudrait attendre l'apparition des cheveux gris et l'obtention d'une pléthore de diplômes universitaires. Eh bien, non ! Fort heureuse-

ment, il y eut l'Université du Nouveau Monde (UNM), faite expressément par les jeunes, pour les jeunes.

L'UNM, un tremplin

J'ai faim et soif de comprendre le monde dans lequel je vis et d'y apporter une part d'espérance, de lumière, de joie, de bonté et de beauté, et ce projet m'a fait vivre intellectuellement et intérieurement.

Une année s'est écoulée depuis l'UNM. Une année où ma vie profes-

sionnelle et de citoyenne a été marquée par l'engagement. J'étais déjà une personne active, mais l'UNM m'a fouetté le sang. J'ai voulu m'engager davantage, non plus seulement après mes heures de travail, mais dans toute ma vie. Question de cohérence avec soi-même, car faire le grand écart entre les valeurs qu'on professe et la vie qu'on mène, cela épuise et crée de l'anxiété.

Comment, avec mes talents, mes connaissances, ma formation, être au service de ma collectivité et de toute personne que je croise ? J'ai puisé à l'UNM une partie de l'impulsion nécessaire pour changer de carrière.

Oui, je porte le désir d'édifier un monde fondé sur les valeurs universelles de paix, de solidarité et de liberté, une « civilisation de l'amour » selon l'expression de Jean-Paul II ! Mes aînés liront assurément ceci le sourire en coin... mais si on ne rêve pas à la vingtaine, commencera-t-on jamais ?

La conscientisation appelle à l'action, et les lieux d'engagement abondent. L'UNM en a révélé d'autres que j'ignorais. Mes horizons se sont ouverts davantage... à un tel point que, pour un

temps, cette abondance de choix m'a posé problème!

Il n'est pas toujours aisé de trouver un lieu d'implication où l'on se sente véritablement à sa place. À L'UNM, non seulement les jeunes étaient les bienvenus, mais on nous demandait de nous exprimer! On voulait entendre ce que nous avions à dire.

Notre pouvoir: les idées novatrices

Que d'audace dans les 50 propositions pour le Québec de demain! Même si les valeurs qui les sous-tendent se sont parfois perdues dans le débat «réaliste ou pas», l'exercice de dessiner les contours d'un avenir inspirant a transformé l'UNM en un projet actif, pas seulement discursif. Cet appel à construire, ce rôle de «rêveurs-bâtisseurs» qu'on nous a donné, conférerait à l'UNM une part de sa crédibilité, mais plus encore, sa pertinence.

Étonnamment, cette école citoyenne s'est faite à la fois la voix, le cri du cœur et le cri de ralliement d'une jeunesse engagée. Il est vrai que le pouvoir exécutif ne repose pas encore entre nos mains. Nous avons cependant énoncé clairement et précisément ce que la jeune génération désire. À bon entendeur, salut!

Aucun homme n'est une île¹

Comme j'ai été nourrie! Que de rencontres enrichissantes! L'UNM a fait prendre conscience à ses participants qu'ils ne sont pas seuls à porter leurs idéaux. Appartenir à un réseau de gens engagés, en particulier de jeunes, cela donne des ailes! De plus, pour appren-

dre à connaître autrui, le travail en équipe n'a pas son équivalent.

Ce ne sont pas tant des connaissances que j'ai reçues à l'UNM – comment en effet acquérir dans un atelier de quelques heures la maîtrise de sujets aussi vastes que la mondialisation, la protection de l'environnement ou encore les enjeux éthiques de la finance internationale? C'est surtout une stimulation de mon intérêt pour les grands courants qui façonnent ma société et le monde.

L'UNM n'assenait pas un enseignement rigide sur ce qu'il convient de penser, de dire, ou sur la façon d'agir. Plutôt, elle laissait l'espace nécessaire pour que notre réflexion prenne son envol, nous ouvrant une multitude d'horizons. Pour certains participants, l'UNM fut une rampe de lancement pour devenir des citoyens avertis, actifs et impliqués; pour d'autres, une opportunité de plonger plus profondément dans leur engagement social.

Un formidable pied de nez au cynisme

Un ami professeur au cégep me confiait récemment son inquiétude quant au cynisme que, selon lui, on cultive chez les jeunes. «On veut leur inculquer un esprit critique, mais ils n'ont pas d'abord l'amour de la vie. Critiquer sans aimer la vie et sans s'y inscrire soi-même, c'est vide, c'est même dangereux, ça se retourne contre soi. On devient cynique, destructeur, amorphe. On ne croit plus en rien.» L'UNM a offert un formidable remède à cette apathie: rien de plus qu'une simple invitation à... oser rêver!

1 «No Man Is An Island», expression tirée d'une œuvre de John Donne, poète anglais du 17^e siècle.

50 propositions pour le Québec de demain

Apprendre, pour rêver le Québec



Du 19 au 22 août 2004, 400 jeunes venus de partout au Québec se sont réunis à Montréal pour participer à l'Université du Nouveau Monde, la première édition de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde. Ensemble, ils ont formulé 50 propositions pour le Québec de demain, en se penchant sur cinq thématiques particulières.

Ces propositions sont le résultat d'un processus démocratique mené au sein de cinq groupes de 80 participants, qui se sont partagé la tâche de penser l'avenir du Québec. Vous trouverez les 50 propositions dans ce document.¹

Le processus

Regroupés en équipes de dix, les participants étaient appelés à réfléchir au thème qui leur était assigné, à en débattre et enfin à rédiger trois propositions. Ensuite, les 80 participants ayant travaillé sur le même thème ont retenu les dix meilleures propositions parmi toutes celles que les équipes avaient rédigées. Enfin, les dix propositions de chaque thème ont été présentées à l'assemblée des 400 participants, en présence du ministre de l'Éducation, Pierre Reid, et de représentants de la société civile.

Dans la composition des équipes, l'Université a favorisé la diversité afin que les échanges des participants soient

fructueux. Les participants se sont retrouvés en compagnie de Québécois de toutes les régions et d'âges variés. Au dire même des participants, ce mélange a permis d'ouvrir leurs horizons et a mené à des rencontres enrichissantes.

La délibération en équipe a également obligé les participants à appuyer leurs propositions sur des arguments solides et à surmonter leur peur de la confrontation. Elle leur rappelle que le débat est une étape essentielle de la démocratie. Ce processus a mené à la construction d'une vision commune de l'avenir du Québec qui a le souci du bien commun.

L'exercice du vote est le passage obligé d'une citoyenneté active. À l'Université du Nouveau Monde, il a rappelé aux participants que voter est l'expression la plus fondamentale de leurs droits et responsabilités en tant que citoyens.

Les 50 propositions

Appelés à faire preuve de créativité et d'organisation, en privilégiant l'intérêt commun et en se souciant davantage du long terme que du court terme, les participants ont relevé le défi du projet citoyen avec brio. Les 50 propositions pour le Québec de demain témoignent de l'intérêt des jeunes pour la chose publique et du niveau élevé de leurs connaissances. Elles accordent un rôle cen-

tral à l'État comme gardien du bien commun, aux organisations de la société civile, à l'école et aux citoyens afin d'assurer un avenir juste, démocratique et pluraliste de la société québécoise. Les jeunes participants de l'Université du Nouveau Monde insistent lourdement sur la notion de responsabilité individuelle et sociale.

Nous vous invitons à les considérer avec autant de rigueur que celle dont ont fait preuve les participants en les élaborant. Elles sont le portrait des aspirations de plusieurs centaines de jeunes qui croient fermement en la possibilité d'atteindre l'idéal qu'elles représentent.

Éducation, travail, famille

1. AIDE AUX ÉTUDES

Nous proposons que le gouvernement du Québec réaffirme l'universalité du droit à l'éducation en facilitant la réinsertion socioprofessionnelle par l'éducation et en réinvestissant dans le système des bourses d'études dans le but de réduire l'endettement étudiant. Nous suggérons aussi qu'il rembourse les dettes d'étude dans les cas suivants : enfants à charge, travail en région, travail dans les domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre et implication bénévole durant les études. Afin de financer ces mesures, nous proposons que le gouvernement reconnaisse la responsabilité financière des entreprises en matière d'éducation.

2. POLITIQUE NATIONALE DU SPORT

Nous proposons que le gouvernement du Québec adopte une politique nationale du sport, qui impliquerait entre autres l'augmentation du nombre d'heures d'éducation physique à l'école primaire et secondaire, le maintien des cours au cégep, la création d'un pro-

gramme parascolaire de ligues sportives et le financement de sport amateur de masse par le biais d'associations indépendantes. Finalement, qu'il crée une campagne publicitaire de sensibilisation à la vie sportive.

L'Université du Nouveau Monde a été pour moi une expérience très enrichissante. Cette activité m'a permis de m'exprimer, de faire valoir mes opinions tout en sachant qu'elles étaient prises au sérieux. L'ouverture au changement et aux nouvelles idées que chacun contribuait à créer un climat propice au questionnement, au débat et à la quête de solutions. Il va sans dire que c'est avec grande joie que je me suis mis à discuter avec tous les autres membres de mon groupe. Première leçon tirée de cette expérience : les groupes sont rarement homogènes et pour avoir un consensus sur des propositions concrètes et intelligentes en quelques heures, il faut éviter de « pelleter des nuages » et mettre beaucoup d'eau dans son vin. Mais c'est précisément cette diversité qui a fait du Projet citoyen une expérience extrêmement intéressante. Deux autres événements m'ont marqué, les conférences de Riccardo Petrella et d'Amir Khadir. Ils reprenaient à leur façon le même thème : ils revendiquaient le droit de rêver un monde meilleur, tout en démontrant la viabilité de ces « utopies ». Je trouve que ces deux conférences représentent bien l'INM, car elles reprennent le même credo : un autre Québec est possible, il ne reste plus qu'à le réaliser !

Alexandre Cayla-Irigoien

3. LA SEMAINE DE QUATRE JOURS

Nous demandons au gouvernement du Québec, particulièrement au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, de s'entendre avec les employeurs et les syndicats afin de créer une loi instituant la semaine de temps plein à 30 heures (4 jours). Nous leur proposons que le coût de cette mesure soit partagé en parts égales entre le gouvernement, l'employeur et l'employé.

4. ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ : À L'ÉCOLE D'ABORD

Nous proposons que le gouvernement du Québec, plus particulièrement le ministère de l'Éducation, de concert avec les centrales syndicales, les intervenants du milieu, les parents (et les enfants) facilite l'éducation à la citoyenneté de deux façons : d'abord, en développant un pro-

gramme de bénévolat hebdomadaire, au sein d'organismes locaux, régionaux, nationaux et internationaux dont la durée progresse en fonction des 5 cycles (3 au primaire et 2 au secondaire) allant de 30 minutes à deux heures par semaine. Ensuite, en introduisant un cours d'éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire qui servirait à consolider les apprentissages faits et les connaissances, compétences et expériences acquises dans l'optique de la réforme actuelle (cours obligatoire à l'obtention du Diplôme d'études secondaires [DES] ou Diplôme d'études professionnelles [DEP]).

5. SOUTIEN AUX AIDANTS NATURELS

Nous proposons que le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, de concert avec les organismes sociaux et communautaires, soutienne financièrement les parents et les aidants naturels pour leur travail à domicile par des mesures d'aide et par un réseau de soutien.

6. UNE JOURNÉE D'ACTION CITOYENNE

Nous proposons que le gouvernement instaure, en concertation avec les entreprises (à travers le Conseil du patronat), les centrales syndicales, les familles et les commissions scolaires, un jour d'action citoyenne consacré à la création, l'amélioration ou l'entretien d'un bien commun, par l'action collective de tous les membres de cette communauté sur un pied d'égalité, indépendamment de leur statut professionnel ou social. Un processus de démocratie locale établira une liste des biens communs à sauvegarder et un plan d'action à long terme qui établira des objectifs annuels. Ce jour d'action citoyenne sera rémunéré comme tout jour de travail normal.

7. UN CONSEIL DES SAGES

Nous proposons que la société civile initie la création d'un Conseil des sages au Québec. Ce Conseil, dont les modalités de fonctionnement demeurent largement à déterminer, serait totalement indépendant des gouvernements et des intérêts privés et regrouperait en son sein des femmes et des hommes ayant fait la preuve de leur intégrité et de leur dévouement à la recherche du bien commun par une vie d'engagement et de service envers la collectivité québécoise. Issus d'origines et d'horizons divers, tels que les milieux artistiques, communautaires, culturels, scientifiques, spirituels, universitaires, etc., ces femmes et ces hommes auraient pour fonction première de représenter les plus hauts intérêts de l'humanité au Québec. Véritable conscience éthique du Québec, ces sages modernes pourraient mettre à profit leur expérience afin d'inspirer et de guider la population québécoise et ses

L'implication sociale, lorsqu'on est jeune et que tous nos horizons sont ouverts, n'est pas nécessairement une chose qui vient naturellement. Je crois que c'est en partie parce que les groupes dans lesquels nous pourrions nous impliquer ont tendance à nous placer, idéologiquement parlant, dans une petite boîte.

Je m'implique dans tel groupe de pression et hop, je suis contre le néolibéralisme!

Je m'implique dans telle organisation, tiens, maintenant je dois me réclamer du libéralisme! Ce parti m'intéresse, mais on doit être souverainiste!

Pour un jeune intéressé à en apprendre sur le Québec d'aujourd'hui et à s'exprimer sur ce qu'il voudrait pour le Québec de demain, l'École d'été de l'INM fait tomber les barrières idéologiques et permet une pensée à l'extérieur des cadres habituels. Je crois que c'est ce qui a fait son succès en 2004 et j'espère que cela se perpétuera à l'avenir. Réunir la jeunesse de tous horizons autour de grands enjeux du futur et les faire entrer en contact avec des experts de plusieurs domaines d'activité et d'idéologies toutes aussi variées : voilà ce qui a fait recette et qui continuera, je l'espère, à être de mise dans les années à venir.

Tommy Bureau

dirigeants à travers les défis que pose le monde d'aujourd'hui.

8. LA FORMATION EN RÉGION

Nous proposons que le ministère de l'Éducation soutienne les programmes de formation générale en région et qu'en collaboration avec le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, il mette en place et finance les cégeps et les acteurs régionaux publics et privés des programmes de formation collégiale reliés à l'activité économique régionale ou unique au Québec.

9. SÉLECTION ET FORMATION DES ENSEIGNANTS

Nous proposons que le ministère de l'Éducation sélectionne minutieusement les professeurs selon des critères comme la motivation et les capacités pédagogiques. Cette sélection pourrait se faire par le biais d'entrevues. Nous proposons que les enseignants suivent une formation générale et culturelle de façon continue.

10. ADAPTER LES NORMES DU TRAVAIL AU MONDE D'AUJOURD'HUI

Nous proposons que le gouvernement du Québec, plus particulièrement le ministère du Travail et les syndicats et le patronat travaillent de concert pour réviser la loi sur les Normes du travail pour étendre les mesures de protection sociale aux travailleurs atypiques et favoriser la conciliation du travail et de la famille par une adaptation du travail à la famille avec, par exemple, des congés parentaux, une couverture à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), et l'accès à l'assurance-emploi pour tous.

Apprendre, écouter, réfléchir, imaginer, échanger, discuter, débattre, proposer. Voici ce que je réponds lorsqu'on me demande ce que j'ai fait durant ces quatre jours passés à l'Université du Nouveau Monde (UNM). Ces verbes d'action pourraient se résumer en un seul : rêver.

Si j'ai appris une seule chose durant ces quatre journées d'été, c'est que le premier devoir d'un citoyen engagé est de rêver.

Rassembler 400 jeunes de moins de 30 ans pour leur apprendre à rêver le Québec et le monde de demain est un défi que l'UNM a réussi à relever avec brio. Contrairement à une idée reçue, rêver n'est pas facile et ne concerne pas les fainéants et les indifférents. C'est qu'il y a plusieurs façons de rêver. Grâce au projet citoyen, j'ai appris à rêver activement et avec méthode, c'est-à-dire en poursuivant des objectifs clairs et précis et en amenant des propositions concrètes. Les magnifiques rencontres et les échanges que j'ai eus avec des jeunes de ma génération m'ont appris qu'il faut aussi rêver collectivement.

J'ai appris aussi que le rêve est contagieux. Grâce au contact avec des personnalités qui rêvent avec passion, persévérance et acharnement, j'ai retrouvé le goût de rêver. Impossible de ne pas être entraînée par la fougue d'un Riccardo Petrella, l'humanisme d'un Roméo Dallaire et la passion passion de Michaëlle Jean. Ces rêveurs ont transmis une chose essentielle aux jeunes participants de l'UNM : le rêve est le moteur de l'action et pour cette raison, notre génération doit oser rêver.

Ruba Ghazal

Mondialisation et éthique

11. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Nous proposons que nos gouvernements consacrent 0,7 % de leur Produit intérieur brut (PIB) à l'aide publique au développement, tel que proposé par l'ONU et qu'ils fassent pression sur les autres États pour qu'ils agissent ainsi. Que cette aide soit versée dans des projets structurants et durables dans des domaines prioritaires tels que l'éducation et la mobilité des jeunes, la construction d'infrastructures de développement d'institutions démocratiques, la santé, notamment la lutte au VIH. Nous demandons que cette aide soit versée sous forme de subventions et d'expertise davantage que sous forme de prêts, et ce, sans conditions d'achat de produits nationaux en retour. Nous souhaitons que les pays bailleurs de

fonds assurent le suivi approprié de l'aide versée.

12. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES COOPS

Nous proposons que le gouvernement du Québec, particulièrement le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, travaille en partenariat avec les acteurs du milieu de l'économie sociale à la poursuite et à la bonification du plan de développement de ce secteur afin notamment de sensibiliser la population et en particulier les jeunes à la vie coopérative et à l'entrepreneuriat collectif. On pourrait notamment augmenter l'aide aux centres locaux de développement (CLD) pour favoriser la création d'entreprises coopératives.

13. LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL

Nous proposons la tenue d'une Université du Nouveau Monde qui s'adresserait à tous les acteurs ayant entre 31 et 110 ans qui sont cités dans nos propositions. Deux jeunes de chaque thème issus de la première édition de l'UNM y participeraient afin de représenter la première cohorte et ainsi créer un échange. Cela permettrait d'élargir nos connaissances des enjeux réels et d'établir un système de mentorat qui rendrait disponibles les outils nécessaires à la mise en action de nos propositions pour, en finalité, assurer une bonne transition d'une génération à l'autre.

14. PRINCIPES FONDAMENTAUX DES TRAITÉS INTERNATIONAUX

Nous proposons l'introduction à l'intérieur des traités signés par le Québec et le Canada de normes ou de principes qui donneraient force de loi aux

principes suivants (définis par les Nations unies dans le Pacte global) : respect des droits humains ; respect de la dignité humaine ; droits d'association et de négociation collective ; élimination du travail des enfants ; élimination du travail forcé ; élimination de toutes formes de discrimination ; principe de précaution environnementale ; promotion de la responsabilité environnementale ; développement et encouragement des technologies moins polluantes ; travail constant pour éliminer toutes les formes de corruption.

15. UN MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION

Nous proposons la création au sein des gouvernements du Québec et du Canada d'un ministère de la Consommation dont la mission sera d'amener les citoyens, par des moyens éducatifs, incitatifs et réglementaires, à consommer de façon responsable, moyen direct de diriger l'économie en dehors de l'impasse vers laquelle mène l'économie de marché.

16. RESPECT DE LA VIE

Nous proposons l'adoption par les gouvernements du Québec et du Canada et par les membres de la communauté internationale de lois en faveur des droits et libertés de l'humanité et de la biosphère, afin de favoriser le respect de la diversité naturelle, ethnoculturelle, socioculturelle et personnelle à l'échelle planétaire.

17. RELATIONS HUMAINES

Nous soulignons la nécessité que les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les regroupements de citoyens et les représentants des différentes communautés et générations

travaillent ensemble à la multiplication des événements, à l'exemple de l'Université du Nouveau Monde, qui seront autant de lieux de rencontre et d'échange permettant de mieux comprendre et de mieux vivre ensemble la diversité ethnoculturelle, socioculturelle et personnelle à l'échelle de la société québécoise.

18. LE QUÉBEC DANS LE MONDE

Nous proposons que les citoyens du Québec prennent les moyens de s'affirmer sur la scène mondiale et de participer pleinement aux instances internationales pour l'influencer en fonction des idéaux qui lui sont propres.

19. L'OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DE LA MONDIALISATION

Nous proposons que le ministère des Relations internationales et le ministère de la Culture travaillent de concert avec la société civile et les différentes instances gouvernementales afin de rétablir de façon permanente l'Observatoire québécois de la mondialisation.

20. ÉTIQUETAGE DES OGM

Nous proposons que le gouvernement du Québec adopte l'étiquetage obligatoire des OGM afin d'assurer le bien-être de la société actuelle et des générations futures.

Environnement et territoire

21. L'AMÉNAGEMENT URBAIN

Nous proposons que le gouvernement du Québec, particulièrement les ministères des Transports, de l'Environnement et des Affaires municipales, ainsi que les municipalités et les organismes s'occupant d'urbanisme et de transport, fassent des villes des cadres de vie plus agréables

et humains en améliorant et développant les infrastructures publiques (piscines, parcs, bibliothèques, etc.), en multipliant les espaces verts, en favorisant le développement et l'utilisation des transports en commun, en diminuant l'utilisation de l'automobile, notamment en créant des secteurs piétonniers et en freinant l'étalement urbain (en donnant priorité à l'utilisation d'espaces bâtis existants et inutilisés, en restreignant les changements de zonage dans les zones périphériques des municipalités et en sensibilisant la population aux conséquences de l'étalement urbain).

22. POUR UNE PROTECTION DE L'EAU

Nous proposons d'adopter une Charte qui définisse l'eau comme patrimoine collectif essentiel à la vie et que le gouvernement provincial nationalise l'extraction de l'eau potable sur tout le territoire par le biais d'une société d'État qui régulerait l'emouteillage et la distribution de l'eau potable. La société a l'obligation de publier l'état des réserves d'eau et est redevable à l'Assemblée nationale.

Ce fut un véritable plaisir de me retrouver entouré d'autres jeunes enthousiastes et éclairés, et combien diversifiés!

Des gens de différents milieux et de différentes régions du Québec, de différents âges, genres, cultures et opinions politiques.

Des vies si distinctes et pourtant liées par un même désir de s'impliquer, d'apprendre et d'échanger.

C'est cette variété qui, je crois, faisait la force de notre rassemblement, l'apport de chacun enrichissant nos échanges. D'être parmi ces gens qui avaient tous comme objectif, pendant une fin de semaine, de partager leur rêve pour le Québec de demain fut pour moi une expérience extraordinaire et très stimulante. Un excellent remède contre le cynisme!

Sans négliger l'importance du dévouement des organisateurs et des bénévoles et l'excellence des conférenciers, je crois que ce qui a fait de l'UNM une si belle réussite est en grande partie nous, les participants!

Jérémie Gravel

Comment expliquer le fait que, tout en venant d'horizons différents, nous soyons ressortis de ces quatre jours de discussions intensives, emplis d'une même énergie mobilisatrice ? Parce qu'à l'Université du Nouveau Monde, nous n'étions pas des spectateurs ou des visiteurs : nous avons construit l'événement. Chacun à sa manière, à titre de citoyen et d'acteur social, a contribué à la richesse de l'échange.

En ce sens, l'UNM a permis d'appréhender la citoyenneté par tous ses aspects, traditionnels autant que novateurs.

Au-delà du lieu d'échange de connaissances, d'alternatives de vie et de pensée qu'a constitué l'UNM, ce fut un moment suspendu dans le temps. Une parenthèse-clé pour notre génération, au cours de laquelle, tous ensemble, riches de notre diversité et de nos idées, nous nous sommes rassemblés afin de penser qui nous sommes, de construire notre identité collective. Pour un instant – qui doit de se reproduire – nous avons été portés par l'énergie de tous et avons quitté l'événement avec la conviction que le travail ne faisait que commencer.

Julie Medam et Antoine Roy Larouche

23. LE TRANSPORT EN COMMUN GRATUIT

Nous proposons de mettre en place progressivement, d'ici 20 ans, le transport en commun gratuit et accessible à tous dans le but de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre. Les trois paliers de gouvernement ainsi que certains organismes communautaires doivent agir pour que le transport soit considéré comme un service public gratuit, au même titre que la santé, car il est évident qu'il constitue une solution de rechange viable, efficace et économique à la voiture.

24. UN SCEAU « QUÉBEC DURABLE »

Nous proposons que le gouvernement du Québec, particulièrement le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche de concert avec le Conseil du patronat du Québec et la Fédération des chambres régionales de commerce et l'Office de la protection du consommateur, instaure un programme d'identification de produits fabriqués en région et répondant à des normes de durabilité et de qualité identifiées par un

sceau certifié « Québec durable » et étant en partie déductible d'impôt afin d'inciter le citoyen à encourager cette mesure.

25. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Nous proposons que les gouvernements du Québec et du Canada, ainsi que les ministères et industries concernés, s'assurent que le niveau d'extraction des ressources non renouvelables soit stabilisé et que ces ressources non renouvelables soient graduellement remplacées par le recyclage ou des ressources alternatives. Qu'ils veillent aussi à ce que les ressources renouvelables soient exploitées de manière à garantir la conservation de la biodiversité et le maintien des fonctions écosystémiques québécoises et que soit instauré un programme d'éducation permanent permettant à l'ensemble des Québécois de comprendre d'où proviennent les produits de consommation et comment sont utilisées les ressources naturelles de leur territoire.

26. UN PLAN DE RECYCLAGE

Nous proposons la mise en place d'une politique de protection de l'environnement obligeant les entreprises et organisations à définir, avec l'aide d'experts reconnus par le gouvernement pour leur expertise en la matière, leur potentiel de récupération des matières recyclables. Le gouvernement établirait également le montant de la cotisation de chaque entreprise qui permettrait au gouvernement d'assurer la cueillette et l'utilisation (le recyclage) des produits de cette cueillette. Les entreprises recevraient une certification gouvernementale pour la réalisation de leur plan de recyclage.

27. TAXE VERTE SUR LES VÉHICULES

Nous proposons de remplacer les deux taxes de vente par une taxe verte progressive sur tous les véhicules récréatifs et commerciaux. Un comité d'experts serait chargé de déterminer l'empreinte écologique « acceptable » d'un véhicule en fonction des critères tels que le niveau d'émission de particules polluantes, la consommation de carburants, la durabilité, etc. Aux véhicules dont l'empreinte écologique correspondrait au seuil acceptable serait imposée une taxe équivalente aux deux taxes de vente actuelles. Les véhicules qui se classeraient au-dessus de cette norme seraient exemptés de toutes taxes, tandis que les véhicules qui se trouveraient en-dessous de ces normes seraient soumis à une surtaxe proportionnelle à leur éloignement des normes fixées. Nous proposons de transférer les fonds au développement des moyens de transport plus écologiques, aux énergies alternatives (biodiesel, hydrogène, électricité) et à la conscientisation populaire pour accroître leur utilisation.

28. GESTION ÉCOLOGIQUE DES PRODUITS MANUFACTURIERS

Le gouvernement du Québec, particulièrement le ministère de l'Environnement, conjointement avec les organismes de recherche, les universités, les entreprises privées et les sociétés d'État, devra élaborer et mettre en œuvre un plan d'action 2004-2020 sur la gestion du cycle de vie des produits et services dans le but d'amener les entreprises privées et les sociétés d'État à prendre la responsabilité des impacts environnementaux de chaque étape du processus de production d'un produit ou d'un service et ce, de l'extraction des matières premières

jusqu'à l'élimination des déchets (« du berceau au tombeau »).

29. L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LES ÉNERGIES ALTERNATIVES

Nous proposons que la Régie de l'énergie, le ministère de l'Environnement, Hydro-Québec, les centres de recherche sur les énergies alternatives et les organismes non gouvernementaux s'intéressant à la question favorisent le développement des énergies alternatives et la production locale d'énergie (par exemple le solaire, le géothermique, etc.) ; qu'ils subventionnent des programmes d'efficacité énergétique (par exemple un programme d'éducation aux niveaux primaire et secondaire pour inculquer le souci de l'économie d'énergie, et un programme permettant aux ménages de

Rêver d'un monde nouveau, plus beau, plus juste... Chacun imagine un jour comment il refaçonnerait le monde. Hors, ces élans s'évanouissent souvent devant l'immensité de la tâche à accomplir. L'Université du Nouveau Monde, c'était pour moi une occasion de rêver en groupe durant quatre jours, d'aller voir ce qui anime ma génération, de quoi les autres ont envie.

Tout au long des activités, il était impressionnant de constater notre professionnalisme et notre capacité à nous concentrer sur les objectifs ciblés. De plus, chacun était à l'écoute, ouvert, respectueux et soucieux des autres, peu importe si l'on était d'accord ou non avec les propos tenus. La présence des notions de partage et de justice avait de quoi rendre fière.

C'est en parlant avec les conférenciers et panélistes que j'ai été convaincue de l'importance de nos gestes, aussi petits soient-ils. Chacune de ces personnes contribue avec dévouement et persévérance à faire du Québec un endroit meilleur pour ses citoyens. Ce contact avec les invités de l'UNM a ainsi éteint le peu de passivité qu'il restait en moi et m'a motivée à rester impliquée socialement et à toujours tenter d'aller au bout de mes idées.

La lecture des 50 propositions était prenante. À la fois porteuse de rêve et de concret, elle nous a fait passer par plusieurs émotions. La fébrilité de la salle était palpable. Sans doute aurions-nous tous voulu rester encore quelques heures, question de planifier un peu comment nous comptons réaliser tout ça...

L'UNM aura été pour moi un événement déconcertant tant il aura fait vibrer ma corde de citoyenne ! C'est encore en pensant à mon expérience à l'UNM et à toutes les personnes formidables rencontrées là-bas que je trouve la motivation et le plaisir de bâtir un peu chaque jour le Québec de 2024 : il est au bout de nos doigts.

Kim McGrath

mieux comprendre comment économiser l'énergie); qu'ils créent une législation pour que toutes les compagnies soient à la fine pointe de l'efficacité énergétique; qu'ils intègrent aux normes de construction et de rénovation des bâtiments des exigences d'efficacité énergétique.

30. UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

Nous proposons avec conviction l'inclusion dans la présente réforme d'un programme de sensibilisation à l'environnement obligatoire à tous les élèves des niveaux primaire et secondaire. Le gouvernement devrait impliquer dans l'élaboration et la mise en place de ce programme les enseignants, les commissions scolaires, les associations de parents, les élèves et les organismes environnementaux. Ce programme devra inclure, entre autres, la tenue d'une semaine verte et d'une expo-écologie, ainsi que la formation des enseignants à la protection de l'environnement dans les facultés d'éducation.

Les quatre jours de l'Université du Nouveau Monde ont été pour moi des plus mémorables. J'ai pris grand plaisir à tout remettre en cause: mes opinions politiques fondamentales, mes idéologies sociale et économique, ma vision du monde moderne, ma compréhension de mes pairs, en plus de mon propre entendement de moi-même. Un grand brassage d'opinions où la différence entre une bonne et une mauvaise idée ne constitue qu'une divergence d'opinion; où l'allégeance partisane est un joug dont on se libère allègrement au profit d'un débat probe, équilibré et générateur de consensus; où les différences régionales ne sont pas des obstacles mais des plus-values qui ne font que décupler les pistes de solutions avant-gardistes.

L'Université du Nouveau Monde m'a effectivement redonné l'inspiration, le goût, l'élan d'un retour à un certain degré d'engagement civique. Donner de soi par intérêt pour le bien commun, la chose publique, les affaires de la cité, c'est ce que je retrouve en l'Institut du Nouveau Monde: un remarquable forum de débat et de discussion où je peux partager mes valeurs démocratiques.

Carlos A. Godoy L.

Identité: universalisme et particularismes

31. PROTECTION DE LA CULTURE

Nous proposons que soient exclus des traités commerciaux internationaux tout ce qui concerne l'identité d'une nation, tel que l'éducation, la culture, la connaissance ainsi que toutes les formes d'expression artistique.

32. L'EMPLOYABILITÉ DES IMMIGRANTS

Nous proposons que le gouvernement, le Conseil du patronat et les centrales syndicales du Québec travaillent de concert avec les ordres professionnels dans le but de faciliter la reconnaissance des acquis des immigrants. En ce sens, il est essentiel de se doter de stratégies et d'outils tels que des formations de mise à niveau accessibles et des examens d'équivalence équitables afin de permettre aux immigrants de faire valoir leurs compétences professionnelles et individuelles. Cet effort concerté faciliterait l'obtention et la rétention d'emplois de qualité pour les immigrants.

33. L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

Nous proposons que le gouvernement du Québec et les groupes sociaux, par le biais du ministère de l'Éducation, intègrent un volet d'éducation à la citoyenneté au programme d'études secondaires. Ce programme intégrera une partie théorique sur les institutions, les procédures démocratiques et la participation citoyenne à la vie communautaire et sociale, ainsi qu'une partie pratique, où le jeune sera invité à réaliser un projet et à prendre part à des activités l'impliquant dans la communauté et la société civile. Le programme viserait à mieux intégrer des jeunes à la vie sociale.

34. UNE CONSTITUTION POUR LE QUÉBEC

Nous proposons que l'Assemblée nationale enclenche un processus démocratique direct pour doter le Québec d'une constitution d'ici 2010. Nous espérons voir enchâssée la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et la Charte de la langue française et les principes suivants : la reconnaissance des Premières Nations comme peuple fondateur, la résolution pacifique des conflits et la neutralité militaire, la primauté des droits de la collectivité sur ceux des entreprises, la préservation des biens communs que sont les ressources naturelles, la valorisation de la diversité culturelle, la proportionnalité régionale dans le mode de scrutin.

35. UN RÉSEAU DE CARREFOURS CITOYENS

Nous proposons que le ministre délégué à la réforme des institutions démocratiques institutionnalise un contre-pouvoir local par la création d'un réseau de carrefours citoyens, c'est-à-dire un lieu physique qui permette aux individus d'exercer leur citoyenneté en participant aux enjeux locaux, nationaux et internationaux lors de conférences, de débats, etc. Ce serait une institution qui, d'une part, propose des projets de loi aux élus et, d'autre part, permet aux élus de recenser la position des citoyens par rapport aux projets de loi débattus à l'Assemblée nationale et aux décisions politiques par l'entremise de l'utilisation plus fréquente de référendums.

36. LES IMMIGRANTS EN RÉGION

Nous proposons que les municipalités ainsi que tous les paliers de gouverne-

ment, particulièrement le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de la Culture et des Communications, le ministère des Affaires municipales, du Sport et des Loisirs et le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche travaillent de concert avec les groupes communautaires et les immigrants pour mettre en place des réseaux régionaux de solidarité. Ceci permettrait aux habitants des localités d'accueil d'être sensibilisés aux enjeux et aux réalités de ses immigrants, susciterait chez les nouveaux arrivants un sentiment d'acceptation et d'intégration et favoriserait le développement du potentiel socioéconomique/culturel des régions.

37. PRIMAUTÉ DU DROIT CIVIL SUR LE DROIT RELIGIEUX

Nous proposons que les gouvernements du Canada et du Québec s'assurent de façon claire et ferme de faire respecter les droits civils en prenant toutes les dispositions politiques et légales afin d'empêcher la création de cours d'arbitrage parallèles fondées sur des principes de droit religieux.

38. UNE TAXE SUR LA PUB

Nous proposons que le gouvernement du Québec, particulièrement le ministère de l'Éducation, intègre et considère comme essentiel dans le programme éducatif québécois le développement de l'esprit critique et les notions de consommation responsable et d'éthique afin de valoriser l'émergence d'une identité de citoyen averti et outillé pour faire face aux pressions mercantiles. Afin de financer cette initiative, nous proposons qu'une taxe de 1 % soit imposée aux dépenses publicitaires des entreprises.

39. RÉINVESTIR DANS LES MÉDIAS PUBLICS

Nous proposons un réinvestissement majeur de la part des gouvernements dans les médias publics (télévision et radio). Cette proposition s'inscrit dans un cadre où les produits culturels seraient davantage adaptés aux réalités linguistiques et culturelles québécoises et agiraient en tant que promoteurs de la langue, de la culture et d'un espace public du Québec contemporain.

40. UNE JOURNÉE DES VOISINS

Nous proposons que le gouvernement du Québec déclare une journée des voisins qui inviterait les habitants d'une rue, d'un quartier ou d'une communauté à échanger entre eux en s'organisant un repas communautaire et des activités au choix.

Art, médias et espace public

41. L'ENSEIGNEMENT DE L'ART, DU PRIMAIRE JUSQU'AU CÉGEP

Nous proposons que le gouvernement du Québec, en particulier le ministère de l'Éducation et le ministère de la Culture et des Communications, travaillant de concert avec les commissions scolaires, le Conseil des arts, les milieux artistique et communautaire, préserve et bonifie l'enseignement de l'art à partir du primaire jusqu'au cégep pour favoriser le développement d'un esprit créatif et critique chez les jeunes, notamment par l'intervention en classe d'artistes professionnels et d'intervenants du milieu.

42. LES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET PUBLICS

Nous proposons que le ministère de la Culture et des Communications, avec le CRTC et l'ensemble de la société civile,

mette en place les structures et l'expertise nécessaires au maintien des médias publics et à l'implantation de médias communautaires, pour favoriser la communication entre les citoyens, permettre la diffusion d'idées variées et l'expression culturelle.

43. L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

Nous proposons l'éducation populaire aux médias par une collaboration au sein des établissements scolaires entre les écoles primaires et secondaires et les médias locaux dans le but de développer le sens critique et de stimuler le jugement des jeunes citoyens. Nous proposons la mise en place d'un portail de ressources en ligne significatif sur le sujet; l'expertise développée devrait être accessible à l'ensemble des groupes sociaux et communautaires par le biais d'ateliers et de formations diverses. Nous exigeons que les professeurs du primaire et du secondaire reçoivent une formation appropriée sur le sujet.

44. L'EXCLUSION DE LA CULTURE DES TRAITÉS INTERNATIONAUX

Nous proposons que le ministère de la Culture et des Communications, de concert avec le ministère des Relations internationales et appuyé par l'Assemblée nationale, mette tout en œuvre afin que soient exclus des traités de libre-échange les biens et services culturels, en assurant la primauté d'une convention internationale sur la protection de la diversité culturelle, laquelle devra intégrer un mécanisme obligatoire de règlement des différends.

45. LA CULTURE: UNE COMPÉTENCE PROVINCIALE

Nous proposons que le Québec rapatrie

la totalité des pouvoirs en matière de culture et de communications et reçoive les budgets correspondants.

46. LE FINANCEMENT DES MÉDIAS PUBLICS

Nous interpellons le ministère de la Culture et des Communications et le CRTC afin que les médias publics et communautaires québécois soient financés davantage, notamment en région, afin d'assurer une variété d'espaces publics pour la diffusion culturelle propre au Québec.

47. DES ESPACES PUBLICS GRATUITS

Nous demandons aux différents conseils municipaux des régions du Québec et au ministère de la Culture et des Communications la création d'espaces publics gratuits et accessibles dans chaque localité, afin de permettre la libre expression de tous.

48. RÉSEAU CULTUREL INTERRÉGIONAL

Nous proposons de mettre en place un réseau permanent de diffusion et de promotion culturelle et artistique interrégionale pour contrer la « montréalisation » de l'espace public québécois.

49. DES ESPACES DE DISCUSSION ET DE DÉBAT OUVERTS

Nous proposons que les élus de tous les paliers gouvernementaux mettent sur pied des espaces de discussion et de débats ouverts à tous les citoyens de tous les secteurs de la société civile. Pour ce

Plusieurs observateurs ont constaté avec la plus récente grève étudiante qu'une nouvelle génération politique était née. Un événement comme l'Université du Nouveau Monde aura agi comme catalyseur pour que les 15-30 ans prennent pleinement confiance en leurs moyens collectifs d'action politique. Réunis pendant quatre jours, 400 jeunes issus de toutes les régions du Québec ont alors eu l'occasion de participer à un immense forum où ils ont pu débattre des principaux enjeux actuels et ainsi affiner la nature de leur engagement citoyen.

Ce fut pour moi l'occasion de constater avec soulagement que beaucoup de jeunes partageaient mon désir de s'impliquer pour changer les choses et bâtir un monde meilleur. Inspirés par des valeurs de justice, de respect, de solidarité et de démocratie, les participants ont eu l'audace, au terme de l'exercice citoyen, de réver un Québec à la hauteur de leurs aspirations. Pourtant, malgré les défis immenses auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés (démographie, finances publiques, ressources naturelles, etc.), un fossé ne cesse de se creuser entre notre projet de société et nos préoccupations, et la gestion comptable à saveur électoraliste de nos dirigeants. Mais je conserve de l'espoir. Les rêves partagés pendant l'Université du Nouveau Monde sont rapidement devenus des idées. Et il n'appartient qu'à nous de transformer toutes ces idées en projets à réaliser. Parce que je ne veux jamais avoir à faire un choix déchirant entre la santé de mes parents vieillissants et l'éducation de mes enfants grandissants.

Éric Norman Carmel

faire, ils ouvriront gratuitement les institutions à leurs concitoyens.

50. L'ART POUR CONTRER L'EXCLUSION

Nous proposons que l'utilisation de l'art comme moyen d'intégration sociale et de croissance du capital personnel soit soutenue par le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de l'Emploi de la Solidarité sociale et de la Famille. Les organismes culturels et communautaires visant entre autres les jeunes délinquants et les itinérants doivent avoir les moyens de mettre leurs ressources en commun pour favoriser la prise en charge personnelle et l'intégration sociale des exclus.

¹ Nous vous les présentons ici dans leur forme brève. La liste des propositions dans leur intégralité est disponible sur le site Internet de l'INM au www.inm.qc.ca, rubrique École d'été, Édition 2004.

Pour une société responsable

Une analyse des 50 propositions

Michel Venne

Directeur général, Institut du Nouveau Monde

Lorsque les jeunes parlent de politique aujourd'hui, c'est pour sauver la planète. Les enjeux qu'ils abordent sont mondiaux. Leurs solutions sont, par contre, ancrées dans leur réalité nationale.

Les participants à l'Université du Nouveau Monde, organisée par l'INM en août 2004, ont adopté 50 propositions pour le Québec de demain.

Une cohérence réunit ces propositions autour de certaines valeurs :

- l'humanisme;
- la responsabilité;
- le dialogue intergénérationnel;
- la sauvegarde de l'environnement;
- la conscience d'une identité distincte en Amérique;
- la volonté de maîtriser la mondialisation;
- le renforcement du lien social;
- le souci des régions;
- un État agissant comme gardien du bien commun.

Une société responsable

Ces jeunes veulent, avant toute chose, vivre dans une société responsable, dans laquelle les citoyens ne sont pas seulement titulaires de droits, mais doivent

assumer leurs responsabilités à l'égard des autres, et aussi à l'égard d'eux-mêmes. Ils prônent la consommation responsable, une éthique environnementale, une alimentation saine, la pratique individuelle du sport et d'activités physiques, l'instauration de carrefours citoyens dans chaque région du Québec, d'une journée des voisins pour favoriser les échanges entre concitoyens et d'une « journée d'action citoyenne », un nouveau congé férié, mais consacré à « la création, l'amélioration ou l'entretien d'un bien commun ».

La sauvegarde de l'environnement est l'une de leurs grandes préoccupations. À ce sujet, ils préconisent l'imposition de limites à l'étalement urbain. Ils voudraient que l'eau soit considérée et à ce titre protégée comme « patrimoine collectif essentiel ».

Et ils proposent la gratuité du transport en commun dans vingt ans!

L'État gardien du bien commun

L'État lui-même doit jouer, selon eux, un rôle crucial. Ils veulent un État qui assume ses responsabilités comme gardien du bien commun.

Ils veulent que le gouvernement utilise son pouvoir législatif et réglementaire pour amener les acteurs sociaux et économiques à agir de manière responsable, en imposant une taxe verte sur les véhicules à moteur énergivores, par exemple.

L'État doit également, à leurs yeux, agir comme chef d'orchestre. La vieille notion de concertation, souvent associée au fameux « modèle québécois », revient en force dans leurs propositions. Dans la plupart des cas, ils demandent qu'un ministère ou un organisme public « de concert avec » les syndicats, le patronat, les municipalités, les régions, les associations communautaires, agissent ensemble pour résoudre un problème ou produire une innovation. Ils ne veulent aucunement d'un État autoritaire et centralisateur. Plusieurs de leurs propositions, au contraire, favorisent la décentralisation vers les régions.

L'éducation sous toutes ses formes

Ils demandent au ministre de l'Éducation d'augmenter les bourses d'études et de réduire l'endettement afin de continuer à favoriser l'accès le plus large aux études supérieures. Ils lui demandent aussi de veiller à ce que les enseignants reçoivent une formation adéquate, et ce, tout au long de leur carrière. Ils souhaitent la consolidation des cégeps.

Mais ils veulent aussi des cours d'éducation à la citoyenneté dès l'école primaire assortis d'un programme de sensibilisation à l'environnement. Ils voudraient qu'à l'école, les jeunes soient soumis à un programme d'éducation aux médias afin de développer leur sens critique et de stimuler leur jugement. Ils préconisent l'enseignement des arts à l'école pour permettre l'éclosion d'une pensée libre, autonome, critique.

Ils suggèrent que les écoles publiques offrent un programme d'éducation à la consommation responsable. Ce programme serait financé par une taxe sur les dépenses publicitaires des entreprises...

Mais l'éducation n'est pas restreinte à l'école. Ainsi, ils proposent plusieurs mesures visant l'éducation des citoyens en général, notamment un investissement dans les médias publics et communautaires.

L'humanisme

Leurs propositions sont empreintes d'humanisme. Ils demandent d'inclure dans les traités sur le commerce des principes comme le respect des droits humains, l'élimination du travail des enfants et de toute forme de discrimination.

Au niveau local, ils veulent que les autorités « fassent des villes des cadres de vie plus agréables et humains » en améliorant les infrastructures publiques (piscines, bibliothèques, parcs), en multipliant les espaces verts, en favorisant le transport en commun et en diminuant l'étalement urbain.

Leur ouverture à l'Autre, à l'immigrant, est implicite dans plusieurs de leurs propositions sur la langue, les arts, la culture, les médias, l'espace public.

Par contre, ils refusent que la religion des uns devienne la loi de tous et s'opposent à ce que des tribunaux religieux puissent trancher des affaires relevant du droit civil. Ils sont les enfants des chartes des droits et libertés, auxquelles ils ajouteraient volontiers un chapitre sur les responsabilités.

Le lien social se tisse également entre les générations. Nous n'avons pas affaire ici à des jeunes égoïstes tournés uniquement vers leurs propres besoins. Les

propositions énoncées jusqu'ici le démontrent. Mais ils ne cherchent pas non plus, comme l'ont fait depuis des années leurs prédécesseurs de la génération X, à s'opposer aux générations antérieures. Au contraire, ils appellent au dialogue et à la collaboration. Ils expriment une demande de transmission du savoir, des connaissances, de l'histoire et de l'expérience de leurs aînés. Ils suggèrent également de s'appuyer mutuellement pour faire progresser la société dans le sens voulu.

Un Conseil des sages

Ainsi, et de façon assez étonnante, ces jeunes ont proposé que la société civile prenne l'initiative de créer un « Conseil des sages ». Indépendant des gouvernements et des intérêts privés, ce conseil serait formé « de femmes et d'hommes ayant fait la preuve de leur intégrité et de leur dévouement à la recherche du bien commun par une vie d'engagement et de service envers la société québécoise ». Leur fonction première serait toutefois de « représenter les plus hauts intérêts de l'humanité au Québec » de manière à « inspirer et guider la population et ses dirigeants ».

Ils voudraient que l'INM organise une université d'été... pour les 31 à 110 ans, à laquelle seraient délégués des jeunes participants de l'édition 2004 afin de créer des ponts entre les générations.

Conscience nationale

Les jeunes n'ont pas retenu de propositions portant sur la souveraineté ou le fédéralisme. Plusieurs d'entre eux avaient une opinion sur le sujet. Mais la majorité

des participants semblaient préoccupés par la nécessité de passer outre la polarisation que suscite le débat national afin de donner plus de visibilité et d'importance aux autres enjeux évoqués ici.

Cela étant, ils semblent pleinement conscients de l'identité particulière du Québec en Amérique. Ils ont notamment réclamé le rapatriement à Québec de tous les pouvoirs en matière de culture et de communications. Ils ont aussi proposé que « le Québec prenne tous les moyens de s'affirmer » au sein des instances internationales pour influencer le monde dans le sens de ses propres intérêts et de ses convictions propres. Ils demandent également l'adoption d'une constitution québécoise.

Le contenu de ces propositions mériterait bien sûr d'être analysé. Certaines ont déjà trouvé écho dans des décisions gouvernementales récentes, notamment celle d'augmenter la part de l'énergie éolienne dans la production d'Hydro-Québec. D'autres pourraient relativement aisément être appliquées. Il appartient désormais aux chefs de file de la société québécoise de reprendre ces propositions et de mettre en pratique certaines d'entre elles.

Une société a besoin de leaders. Parmi les jeunes participants à l'Université du Nouveau Monde, il y avait certes des leaders de demain. Ceux-ci appellent les leaders d'aujourd'hui à leur rencontre. Jacques Grand'Maison a déjà dit que ce dont la société a besoin aujourd'hui, c'est d'adultes qui se tiennent debout. Eh bien, le temps est venu de se lever.

Une mosaïque de perspectives

L'École d'été de l'INM est un lieu de rapprochements intergénérationnels. Des centaines de jeunes viennent y faire le plein d'idées et de projets en rencontrant des figures publiques inspirantes du Québec et d'ailleurs. Ces conférenciers, invités à partager leurs connaissances, leur vision d'avenir et leurs expériences du monde, contribuent à nourrir la réflexion des participants et à façonner leur esprit critique. La multitude des points de vue présentés traduit la volonté de produire un débat fécond et mûri sur un ensemble d'enjeux sociaux, importants pour les jeunes.

Nous vous présentons ici de courts extraits de quelques-unes des conférences les plus marquantes de l'Université du Nouveau Monde 2004. Chacune des conférences illustre un enjeu important, incitant les citoyens à penser le Québec de demain en s'engageant aujourd'hui. Vous pouvez consulter des versions plus longues sur le site Internet de l'Institut au www.inm.qc.ca.

Nous remercions chaleureusement tous les conférenciers – ils étaient près de 90 – qui ont contribué à faire de l'Université du Nouveau Monde 2004 un succès retentissant.

Des chantiers d'action pour le bien commun

Riccardo Petrella

Essayiste

Qu'est-ce que le bien commun? Qu'est-ce qu'un monde bon? Je dirais que c'est une société basée sur une convention faisant en sorte que personne ne soit pauvre, que tous aient le droit de vivre, de vivre ensemble. Qu'est-ce que cela signifie d'être citoyen? Être citoyen est d'abord une reconnaissance de l'autre; savoir que l'autre est là et que sa présence est importante pour la société. Être citoyen, c'est également partager un ensemble de ressources communes; de l'eau, des savoirs, de l'énergie, etc. Des ressources communes employées dans un dessein commun. Enfin, être citoyen implique un éventail de moyens comme l'impôt, les finances, les ressources financières.

L'impôt nous a permis de devenir une société relativement juste. L'impôt est redistribué en pensions de vieillesse, en allocations pour les familles, en services pour les gens sans emplois, etc. Sans l'impôt, nous serions demeurés des barbares aristocratiques. Mais depuis vingt-cinq ans, nous sommes en train de démanteler ce système. Nous sommes en train de dire aux gens qu'ils doivent désormais composer avec leurs problèmes tout seuls. [...]

Sept chantiers d'action

Bien des gens sentent que quelque chose ne tourne pas rond, mais peu savent comment contrer de tels phénomènes. Je me permets de vous proposer une



Riccardo Petrella

Photo: Frank Desgagnés

série de chantiers qui sont autant de voies d'action pour un monde nouveau. Le mot « chantier » connote l'idée de cheminement, il s'agit donc d'élaborer des projets, de penser le devenir de notre société, c'est-à-dire de faire en sorte d'infléchir notre destinée collective vers ce que nous désirons vraiment.

- 1 Changer l'ordre du jour, les règles du jeu. Si le jeu n'est pas en votre faveur, exigez que les règles soient modifiées, en tant que joueur ; c'est votre droit. [...]
- 2 La reconnaissance de l'humanité en tant que sujet juridique et politique. Nous avons accompli l'autodétermination des peuples, il faudrait réaliser l'autodétermination de l'humanité. En ce moment, l'humanité existe, mais elle n'est pas reconnue. [...]
- 3 La nécessité de rendre la pauvreté illégale. Au même titre que l'esclavage, la pauvreté est une négation de l'être humain. Tant qu'il y aura des pauvres, il y aura offense à l'humanité. [...]
- 4 Réinventer la primauté du politique sur la finance. [...]
- 5 Cesser de vivre comme des prédateurs, des producteurs d'inégalités, et passer à un mode de vie durable. Il

ya dix ans, une étude allemande intitulée *Le Facteur quatre* démontrait qu'en réduisant du quart l'ensemble des éléments utilisés pour produire notre richesse, la qualité de la vie sur la planète quadruplerait.

- 6 Revoir les objectifs de l'éducation. [...]
- 7 Finalement, le septième chantier se rapporte à la beauté. La beauté des villes, de nos quartiers, de nos rues, de nos écoles, de nos édifices, de notre musique, de nos arbres. Nous devons apprendre à produire de la beauté, c'est-à-dire à valoriser la joie d'être ensemble, la créativité de ceux qui rêvent, de ceux qui travaillent à découvrir des alternatives, des moyens de faire plus et mieux ensemble. Soyez heureux lorsqu'on vous dit que vous rêvez. Il faut commencer par rêver.

Le Nouveau Monde ne se construit pas tout seul, et personne ne le fera pour vous. Il n'est pas nécessaire de réussir à court terme, l'important est d'être sur le chantier, de mettre en branle des projets pour un monde meilleur. L'histoire nous montre que vivre ou rêver tout seul est utopique, en revanche, rêver ensemble c'est le début du changement.

Pour en finir avec l'inadmissible

Un appel à l'engagement dans le monde

Roméo Dallaire

Lieutenant-général à la retraite et ancien commandant des forces de maintien de la paix au Rwanda

Nous sommes entrés dans une ère nouvelle avec la fin de la Guerre froide.

Une perspective nouvelle s'est présentée à nous : celle de peut-être pouvoir

œuvrer à l'amélioration du sort de l'humanité. Sortir les pays du Tiers Monde de la pauvreté, de l'esclavage, de leur dépendance à l'égard des pays développés, c'est permettre à 80% de la planète de vivre humainement au lieu de fermer les yeux sur le fait que 20% des êtres humains continuent à abuser de ce qu'il reste des ressources naturelles de la planète tout en faisant semblant que l'humanité progresse.

[...] Aujourd'hui, la rage présente dans l'humanité, cette rage face à l'inégalité criante, nous rend vulnérables même chez nous. Les événements du 11 septembre 2001 n'étaient qu'un avertissement. Si nous, pays riches, ne prenons pas une position beaucoup plus active et dynamique dans l'avancement des droits humains, dans l'avancement de la sécurité et de la paix dans le monde entier par l'entremise d'instances comme les Nations unies, nous ne serons jamais en sécurité.

Une question est devenue fondamentale après l'expérience du Rwanda : est-ce que tous les humains sont humains ? Ou est-ce qu'il y en a qui comptent plus que d'autres ? Est-ce possible qu'il y ait des êtres humains que nous choissions de sauver et d'autres que nous allons tout simplement abandonner ? Je vous ramène à 1993-1994 en ex-Yougoslavie. Il y avait la guerre civile, des massacres. Le monde développé a choisi de déployer, par l'entremise des Nations unies et de l'OTAN, des milliers et des milliers de soldats et de diplomates, pour tenter de rectifier une problématique interne

à l'Europe qui durait depuis des siècles et qu'on souhaitait enfin résoudre. En même temps, dans un pays d'Afrique où beaucoup plus de monde s'entretenait, personne n'est venu. Personne n'est venu au Rwanda parce que les Rwandais ne comptaient pas. L'être humain en Afrique n'avait pas la même valeur que l'être humain en Europe.

Dix ans plus tard, nous nous apprêtons à assister à un autre génocide, celui du Soudan, et nous restons muets. [...]

La seule solution qui s'offre à nous dans l'immédiat – et pour moi l'immédiat, c'est dans les décennies qui s'en viennent – c'est celle des ONG, des organisations non gouvernementales.

[...] Allez sur le terrain, vous comme individu, comme Québécois, comme Canadien. Allez dans ces pays constater par vous-même la complexité de la situation. Réalisez qu'il ne s'agit pas de simples tensions tribales, mais bien que les problèmes de ces sociétés très développées exigent de la patience, des solutions nuancées, une atmosphère de sécurité, de la nourriture, de l'éducation, la fin de la pauvreté. Il n'y a pas de meilleur moyen pour comprendre ce dont il est question. Entre-temps, joignez-vous à des ONG, sautez de l'une à l'autre jusqu'à ce que vous en trouviez une qui convienne à vos intérêts et à vos objectifs. Joignez-vous à des organisations qui travaillent à faire avancer les droits de la personne, de l'humanité.



Roméo Dallaire

Photo : Frank Desgagnés

La voie humaine

Échange entre Jacques Attali et Jacques Godbout¹



Photo : Frank Desagnés

Jacques Attali

Jacques Godbout – Suite à la publication de son dernier ouvrage, *La Voie humaine*, certains ont qualifié Attali d'utopiste, utopiste parce qu'il propose dans ce livre « une société meilleure demain qu'aujourd'hui dans une économie de marché avec un haut niveau de protection sociale, une bonne qualité de services publics, le tout dans un respect irréprochable de l'humanité ». Est-ce que vous êtes un utopiste de naissance ?

Jacques Attali – Je ne saurais pas dire si c'est de naissance mais j'ai du mal à ne pas inscrire ce que j'écris tant dans le long terme que dans le passé, pour essayer de comprendre les racines de ce que nous faisons. Je crois que nous sommes un chaînon d'une longue histoire. La politique consiste à essayer de faire en sorte que la société soit légèrement moins mal après notre passage sur cette planète qu'avant et donc, à inscrire la société dans une conception du moins mal, c'est-à-dire une conception du bien. Donc forcément, dans une conception utopiste.

J.G. – Est-ce que le politique a encore des prises sur le réel ou nous échappe-t-elle ?

J.A. – Aujourd'hui, la nation a de moins en moins d'influence sur ceux qui l'habitent parce que beaucoup d'éléments du destin de chaque nation sont déterminés par des événements planétaires, parce que l'interdépendance des gens est de plus en plus grande, parce que la mondialisation sur laquelle on aura à revenir est absolument déterminante sur la vie de tous et parce que l'individualisation que

le marché produit fait que chacun se détermine plus de façon individualiste que de façon collective. [...]

J.G. – Vous ajoutez aussi que, finalement, les citoyens sont plus consommateurs que citoyens et qu'ils se détournent de la politique, qu'ils considèrent que les élections ne sont plus qu'une espèce de rituel un peu vide, que les chefs politiques prennent des postures, se contentent d'avoir l'air saint, ou à peu près, à la télévision mais qu'il n'y a plus du tout ce véritable échange que la politique exige.

J.A. – Si le marché l'emporte sur la démocratie, naturellement le consommateur l'emporte sur les électeurs et même, on peut dire que la politique devient un sujet de consommation.

Une des caractéristiques majeures de la liberté individuelle, une des dimensions fondamentales de cette valeur est que la liberté est fondée sur le principe de la réversibilité. C'est une banalité mais elle est fondamentale. Si je suis libre, c'est que j'ai le droit de changer d'avis et que, comme consommateur, j'ai le droit de changer de produit en tout temps. L'autre nom de la liberté c'est donc la réversibilité, mais c'est également l'autre nom de la précarité. Ainsi, la précarité des emplois, par exemple, est non pas un effet secondaire de nos sociétés mais bien un phénomène inhérent aux racines de notre système. Il faut assumer le fait que l'autre nom de la liberté est la précarité et que nos sociétés de marché et de démocratie sont des machines à produire de la précarité

parce que nous préférons la précarité à son inverse, qui est la cristallisation durable des situations acquises. Suivant la même logique, en politique, les électeurs, citoyens ou consommateurs voient les hommes politiques comme des objets qu'il faut changer, tout comme les objets de consommation.

J.G. – Mais, malgré le cynisme ou le scepticisme que nous pouvons avoir vis-à-vis des hommes politiques, la politique reste-t-elle importante?

J.A. – Je pense que nous sommes à un moment où la politique conserve encore sa force et sa raison d'être, elle peut jouer dans le bon sens. Le bon sens c'est d'imaginer une société idéale tant à l'échelle planétaire qu'aux différentes

échelles locales, de tenter de la construire dans la démocratie. [...]

La capacité à réussir cette mondialisation avec tout l'enchaînement qui est nécessaire au niveau de chaque nation, au niveau des continents, dépend de la capacité de chaque Nation à rééquilibrer le marché de la démocratie en donnant plus de priorité au savoir, davantage de responsabilités en maintenant la gratuité des services publics et en étendant le champ du gratuit, en faisant que l'activité de services privés à titre non lucratif, ce que nous appelons les ONG, se développe de façon massive pour que les gens trouvent davantage de plaisir à rendre service plutôt qu'à utiliser les services des autres.

1 Jacques Attali est ancien conseiller du président de la République française et premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Jacques Godbout est essayiste, romancier et cinéaste..

L'information de l'autre côté de la caméra

Michaëlle Jean

Journaliste

Dans le tourbillon de l'appareil médiatique, à l'heure des chaînes d'information continue, le travail du journaliste se transforme. La compétition pour les cotes d'écoute côtoie les dépêches de dernière minute et les déclarations chocs. Quel espace reste-il pour la recherche, la critique, le recul... bref, pour le travail du journaliste?

L'arrivée du Réseau de l'information a élargi les possibilités de faire. Le pari de RDI a été d'être partout là où cela se passe et d'élargir le spectre de l'infor-

mation en déployant, façon CNN, des ressources en direct et en continu. Une formidable aventure quand on y pense. [...]

Cette formidable machine pourrait être utilisée à un meilleur profit et à la hauteur des exigences des téléspectateurs parmi les plus intelligents qui croient en la télévision publique mais qui commencent à la désertter. Ils vont vers les chaînes spécialisées parce qu'ils ont le sentiment que nous avons vendu notre âme et notre identité à la tentation de



Michaëlle Jean

Photo: Frank Desjagnés

niveler par le bas, dans le bal de la concurrence avec les chaînes privées avec lesquelles nous partageons la même assiette de commanditaires. Le nerf de la guerre est là, l'État nous ayant assommé de compressions, il nous faut vendre du temps d'antenne pour tenir. Les marchands sont entrés dans l'arène et nos possibilités sont liées à leur apport, et leur mesure est le bassin de consommateurs à l'écoute, donc la cote...

Ce bien commun – pour utiliser l'expression chère à Riccardo Petrella – qu'est la télévision publique a reculé face à ses engagements et sa vocation, au nom d'une rentabilité marchande. Recul face à la culture au sens large, recul face à la création audacieuse pas forcément grand public ou téléromans à succès, recul dans la production de documentaires d'auteur... On privilégie la programmation dite grand public : du divertissement qui rapporte, du bruit, une télé qui distrait, une mise en spectacle du monde et des événements, la télé marchande et à la carte. On a désacralisé la réflexion en balançant partout et à tout moment de la publicité qui donne encore une fois préséance aux marchands, la télé comme objet de consommation...

Or, ce bien commun se doit d'être d'abord un instrument de pertinence, un outil de qualité qui nous enrichit l'esprit et qui n'est pas qu'un chantier de carrières... La formule gagnante n'est pas à mon avis le nivellement par le bas : c'est plutôt de se distinguer avec intelligence

et conviction, pas dans la médiocrité et pas dans le mépris de ceux qui aiment penser et réfléchir. Pourquoi la télévision publique ne serait-elle pas un espace de lutte et de résistance contre l'ignorance, surtout à une époque où l'amnésie et l'indifférence sont si répandues ? Pourquoi vouloir calquer le privé ? C'est nous déposséder de notre capacité d'innover. Pourquoi la télévision publique ne serait-elle pas un espace pour rêver d'un monde différent et pour la beauté. Pourquoi la télévision publique ne se donnerait-elle pas pour mandat de promouvoir l'envie d'une citoyenneté agissante et pensante ? Pourquoi la télévision publique ne serait-elle pas la bonne adresse pour découvrir des têtes chercheuses, des visionnaires, une télévision qui fait sens et qui donne avant tout dans la pertinence ? Pourquoi la télévision publique ne serait-elle pas un espace de dialogue entre les générations et à parts égales ? C'est cette télévision-là qui m'inspire et qui me donne envie de m'y engager. [...]

Et il y a urgence que le citoyen se manifeste et soit partie prenante de cette télévision qui lui appartient comme service public et qu'il exige, qu'il réclame qu'elle soit à la hauteur des exigences qui sous-tendent sa raison d'être... Si nous ne faisons rien, si nous ne disons rien, si nous ne le faisons pas savoir, nous n'aurons que ce que nous méritons, une coquille de plus en plus vide.

Les États nationaux face au phénomène de la mondialisation

Pierre Fortin

Économiste

La mondialisation, c'est tout simplement le phénomène de l'interconnexion croissante des diverses parties de notre planète.

Il y a de bonnes comme de mauvaises conséquences de la mondialisation. Certaines des mauvaises conséquences qui sautent aux yeux sont les guerres mondiales, les récessions économiques mondialisées, la diffusion planétaire des maladies, la pollution des mers, le réchauffement de la planète, les pratiques condamnables de certaines entreprises plurinationales.

Mais la mondialisation a aussi eu des conséquences positives. La mondialisation a permis d'enrichir beaucoup de gens de façon assez largement diffusée dans de nombreux pays, notamment dans plusieurs pays d'Asie. Ces derniers ont, après plusieurs décennies de protectionnisme, pris un essor considérable en grande partie fondé sur la promotion des exportations.

Également, les migrations, les échanges et les voyages entre les populations des divers pays du monde découlent du fait que la planète est de plus en plus connectée. Les moyens de communication et de transport coûtent beaucoup moins cher qu'autrefois, ce qui facilite la création de coalitions entre les États ou les groupes organisés. Le mouvement altermondialiste lui-même bénéficie à plein de la diffusion des idées par Internet.

Est-ce qu'il y a encore place pour l'action souveraine des États dans ce monde nouveau, plus interconnecté? Une gestion intérieure libre de la culture, de l'économie, de la politique sociale est-elle encore possible malgré l'augmentation très rapide des échanges internationaux, malgré la mondialisation? Il est tout à fait clair que la mondialisation est loin d'être rendue à un point où elle peut inhiber l'action intérieure des États. [...] Observez, par exemple, les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité et du revenu, des inégalités entre riches et pauvres, de la taxation. Dans tous ces champs de l'action souveraine des États, les écarts entre le Canada et les États-Unis sont demeurés immenses depuis 50 ans. La mondialisation n'a pas empêché la politique sociale de diverger entre ces deux pays. [...]

Il y a des problèmes dans la mondialisation. Mais l'interconnexion croissante de la planète est un phénomène qui est absolument incontournable. [...] Il faut s'assurer, avec toute l'énergie dont nous sommes capables, d'identifier et de solutionner les problèmes que la mondialisation engendre. [...] Ceux et celles qui, hier et aujourd'hui encore, ont fait un épouvantail du mot « mondialisation » ont causé beaucoup plus de tort que de bien. Ils ont nuï au débat raisonné qui doit avoir lieu sur cette question fondamentale de l'interconnexion de notre terre.



Omar Aktouf

Omar Aktouf

Professeur de gestion

Qu'est-ce que la mondialisation ? Tout le monde sait maintenant qu'il s'agit d'un système international d'échanges. On se rend progressivement compte, cependant, que ce modèle n'est pas soutenable. Chaque acteur de la mondialisation tire toujours un peu plus sur la couverture des ressources naturelles, matérielles et humaines. Cette couverture, telle une peau de chagrin, ne cesse au contraire de s'amenuiser.

Lorsque le gâteau des richesses mondiales a cessé de grossir, comment a-t-on fait pour maintenir la part de gâteau qui nous revient ? On a appris à « utiliser nos avantages compétitifs », c'est-à-dire à ravir la part des autres. On s'en tire en prétendant que les pauvres, les chômeurs, les vieux, les plus faibles, les jeunes, les populations qui se meurent, les malades vivent dans la misère parce qu'ils ne savent pas utiliser leurs avantages compétitifs ! Aux États-Unis, on le fait depuis longtemps ; cela s'appelle le managérialisme, qui croit au même rythme que la mondialisation. Le managérialisme à l'américaine, c'est le développement d'une complicité entre les politiciens et les « chief executive officers » (CEO), les haut dirigeants des grandes entreprises, complicité faisant primer la finance sur l'économie, l'industrie sur la politique. Les cas des Enron, Parmalat et West Management ne sont que quelques exemples des scandales financiers auxquels ce type d'entrepreneuriat donne lieu. [...]

Les statistiques mondiales illustrent mieux que tout autre cas la situation

actuelle : la baisse des revenus de 5 % des plus pauvres est de 25 % depuis les dix dernières années ; la hausse de 5 % des plus riches a été de 12 %. Sur 100 dollars de commerce mondial, trois dollars vont aux pays du Tiers Monde. Parallèlement, le revenu moyen des CEO américains est passé de 20 fois le salaire ouvrier en 1980, à 85 fois le salaire ouvrier en 1990, puis à rien de moins que 531 fois le salaire ouvrier en 2000. [...]

Au Québec, entre 1989 et 2001, un bond du taux de productivité de 21 % s'est traduit par une hausse salariale de seulement 9 %. Des villes entières ont été fermées. Murdochville a été sacrifiée. Boisbriand a perdu 10 000 emplois. Depuis quand un chef d'État laisse-t-il une compagnie fermer toute une région ? [...]

Nous en sommes venus à croire que « mondialisation » connote le mouvement, la marche ininterrompue de l'économie. Mais ce n'est pas un mouvement naturel auquel il faudrait s'adapter, comme certains se plaisent à le dire. La mondialisation a été créée, fabriquée, organisée de toutes pièces à partir de la Seconde Guerre mondiale pour servir les intérêts des multinationales et des plus riches. La mondialisation c'est également un moyen de minimiser l'impact de l'essoufflement de la croissance des richesses mondiales. Aujourd'hui, la planète n'arrive plus à maintenir le rythme, nous la détruisons maintenant plus vite qu'elle ne se régénère.

La part de rêve

Amir Khadir

Médecin

Chaque année, nous fermons le pont Jacques-Cartier pour les feux d'artifices, il n'y a là rien de nouveau. On envoie des pétards en l'air et on s'émerveille. Plus de 20 000 d'entre nous y assistons. Les finales de football ou de hockey rassemblent elles aussi des milliers de gens dans les rues. En fait, beaucoup d'activités, d'événements qui n'ont pas d'utilité en soi créent une solidarité spontanée chez les gens, alors qu'il faut des mois et des mois pour mobiliser 10, 15, 20 000 personnes pour un enjeu politique ou social. Pourquoi ? Parce que les feux d'artifices, les joutes sportives et les autres événements nous font rêver.

Je me suis donc interrogé sur la part du rêve en politique, la part du rêve dans toutes les décisions qui président à notre destinée. J'en suis venu à la conclusion que chaque nouveau rêve est une remise en question de l'ordre existant. En effet, si nous ressentons le besoin de rêver à des réalités autres, c'est bien parce que quelque chose ne nous plaît pas. Souvent, nous parlons de rêve au sens d'utopie, c'est-à-dire de quelque chose d'irréalisable. Et pourtant, plusieurs utopies ou rêves se sont concrétisés ; pensons entre autres aux progrès technologiques permettant aujourd'hui la transmission quasi instantanée d'informations, le dépistage de maladies génétiques ou l'envoi d'hommes dans l'espace.

Martin Luther King a énergisé la communauté noire comme jamais en

parlant de son rêve, celui d'une nation américaine à la hauteur du credo chrétien d'égalité de tous les hommes. Il a marqué l'imaginaire des hommes et constitué un mouvement de changements sociaux.

Bien des choses qui sont du domaine des possibilités ne sont certainement pas des chimères et mériteraient qu'on en rêve un peu, qu'on prenne le temps de concevoir leur réalisation. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde traversé de problèmes qu'il est possible de résoudre. Nous avons les moyens d'enrayer la plupart des maladies infantiles, d'alphabétiser la planète, d'éliminer la pauvreté, mais pour le moment, nous n'en rêvons pas assez, alors la volonté d'agir est encore déficiente. Le rêve est une étape cruciale dans le développement d'une société, l'étape préliminaire de la réalisation de projets collectifs.

Nous pouvons rêver de changements pour nous, pour l'humanité ou pour la civilisation. Nous pouvons rêver des rapports sociaux que nous comptons privilégier. Nous pouvons rêver de la terre, de ce que nous voulons en faire, de ses richesses et de sa préservation. Nous pouvons aussi rêver du monde de façon plus générale, mais il faut surtout que nos gestes traduisent ces rêves, les nourrissent, les mettent en action.



Amir Khadir

Photo : Frank Desgagnés

Les PME et l'économie sociale au Québec

Nathaly Riverin

Centre de vigie sur le développement de la culture entrepreneuriale

Créer une entreprise, c'est se prendre en main, mais c'est aussi rendre service à la société en répondant à une demande insouviée. Les jeunes Québécois sont dix fois moins actifs en entrepreneuriat que les jeunes du reste du Canada. L'entrepreneuriat est la voie de l'avenir pour apporter des changements dans le milieu du travail. Déjà, chez les entrepreneurs âgés de 18 à 24 ans, les hommes et les femmes sont présents à parts égales, alors que pour le reste du milieu entrepreneurial, on compte deux fois plus d'hommes. Nous n'avons pas encore de programme pour aider les femmes entrepreneures et les mères, mais si les jeunes s'impliquent, des changements sont réalisables. De nouvelles valeurs et de nouvelles façons de faire sont possibles.

Les PME au Québec, ce sont 175 000 employeurs, 302 300 entreprises sans employés et 484 900 travailleurs autonomes. Mais conclure, à partir de ces seuls chiffres, que la culture entrepreneuriale québécoise se porte bien est peut-être un peu hâtif. En fait, deux variables servent à évaluer la vitalité de la culture entrepreneuriale d'un pays. La première, concernant les modèles suppose qu'une nation ayant des modèles d'entrepreneur valorisés et connus sera plus susceptible de favoriser la création d'entreprises. Au Québec, en 2002, 25 % des gens disaient connaître personnellement un entrepreneur, ce pourcentage augmenta à 33 % en 2003. C'est donc dire qu'il n'y a pas tant de gens que

cela qui connaissent des entrepreneurs puisque dans le reste du Canada, la même question générait des résultats de l'ordre du 40 %. La seconde variable servant à évaluer la culture entrepreneuriale d'un pays porte sur les capacités et les compétences entrepreneuriales de la population. Quarante-sept pour cent des Québécois considéreraient avoir les compétences requises au démarrage d'une entreprise. Ce chiffre, s'il peut sembler de prime abord élevé, nous place cependant derrière le Canada et les États-Unis.

Nancy Neamtan

Chantier de l'économie sociale

L'économie québécoise est une économie plurielle. Elle est composée de l'économie publique (les sociétés d'État et les services publics), de l'économie privée, de l'économie sociale (coopératives et entreprises collectives). Lorsqu'il est question d'économie sociale, on traite de l'ensemble des organisations qui produisent des biens et des services sous une forme de propriété collective et qui obéissent à certains principes : un processus décisionnel démocratique et une gestion des surplus visant à redonner à la collectivité plutôt qu'à des actionnaires.

L'attrait principal de l'économie sociale réside dans le fait qu'elle est à même de satisfaire des besoins que les économies publique et privée ne sont pas toujours à même de combler : fournir des emplois aux déficients intellectuels, créer des médias communautaires ou offrir des services financiers à une petite communauté du Nord.

Au Québec, la question des partenariats public-privé (PPP) est devenue une préoccupation importante. Force est de constater cependant que l'économie sociale au Québec fait face à plusieurs obstacles dont le premier est certainement le manque de reconnaissance. Avez-vous entendu parler de partenariats public-collectif (PPC)? En effet, la création d'entreprises collectives, parce qu'elle n'a pas pour objectif premier l'engrangement de profits, est souvent perçue comme l'économie des pauvres. Toutefois, l'économie sociale et les entreprises collectives sont souvent mieux à même de prendre en compte d'autres types de rendement, le rendement social et le rendement environnemental par exemple. Ces autres formes de rendement ne sont pas évalués par les outils d'investissement que nous utilisons actuellement.

Maxime Lavoie

Conseil de la coopération du Québec

Les jeunes dans le milieu coopératif sont impliqués à la base, comme

membres, mais nous devons nous impliquer dans les conseils d'administration, être proactifs dans la création de coopératives. Il y a au Québec 3500 coopératives comptant 7,5 millions de membres et 79 000 emplois pour un actif global de 90 milliards de dollars. Parmi les dix plus importants employeurs de la province, on dénombre deux coopératives occupant respectivement le premier et le septième rang : la Coopérative des Caisses Desjardins et la Coopérative Fédérée du Québec. La coopération est un milieu très fertile, elle permet de réunir à la fois le citoyen engagé, le travailleur et le consommateur. C'est un lieu de rencontre qui humanise et fait de l'économie un moyen d'atteindre nos objectifs de société. Un projet collectif de changements qui soit porteur de sens pour les jeunes peut définitivement passer par la coopération.

Les jeunes et la pauvreté

Père Emmett Johns

Aumônier des sans-abri

La pauvreté des jeunes est un problème énorme qui ne concerne pas seulement Montréal, mais toutes les villes du monde. Je suis venu vous parler parce que je crois que vous pouvez faire quelque chose. Lorsque j'ai commencé mon projet, j'avais soixante ans. Vous, vous avez encore beaucoup de temps devant vous. Il faut changer le monde, il faut

se dire qu'on peut faire quelque chose. On calcule qu'il y a 2500 jeunes sans-abri à Montréal; ce sont quelquefois des enfants de huit, neuf, dix ans. Il y quarante ans, on n'avait pas de jeunes sans-abri. On avait des itinérants, des gens d'un certain âge, qui allaient et venaient. On se disait à l'époque qu'ils étaient dans la rue par choix, que c'étaient des ivrognes, qu'il



Père Emmett Johns

Photo : Frank Desgagnés

n'y avait rien à faire avec eux. Aujourd'hui, on compte de plus en plus de jeunes dans la rue, et bien souvent on les juge plutôt que de les aider.

Il y a un proverbe africain qui dit que ça prend un village pour élever un enfant. Chaque membre du village a un rôle à jouer. Le gouvernement doit aussi s'investir dans l'éducation des enfants, pas seulement pour satisfaire les professeurs, les chauffeurs d'autobus ou les syndicats, mais pour s'assurer que les besoins de tous les enfants sont comblés. Les besoins alimentaires, financiers, affectifs, intellectuels, etc. Ces jeunes grandissent et peuvent être écorchés par la vie, mais fondamentalement, ce sont des jeunes comme les autres. Ce ne sont pas des monstres. Si on les traitait comme les autres, si on faisait notre travail comme il faut, il n'y au-

rait pas tant de problèmes. Nous avons collectivement la responsabilité de les aider. Ici, un enfant pauvre qui se fâche et qui casse un carreau, par exemple, se fera étiqueter « enfant en difficulté » et sera placé sur la liste de la DPJ. Pourquoi ? Parce qu'il s'est fâché ! On met ces enfants-là dans des familles d'accueil où le mot d'ordre est de ne pas s'impliquer avec l'enfant. On dit à ceux qui dirigent des familles d'accueil : « l'enfant n'est avec vous que de façon temporaire, alors ne vous impliquez pas ». Que fait-on avec un enfant si on ne s'implique pas ? Au Bon Dieu dans la rue, notre devise c'est l'amitié et le respect. Les enfants ont souvent besoin d'être écoutés, jamais d'être jugés. Chez nous, on traite les jeunes comme des amis et non comme des clients.

Les Premières Nations et la démocratie

Michèle Audette

Secrétariat à la Condition féminine

Aujourd'hui, je ne pourrais pas dire qu'il y a une démocratie dans la plupart des communautés autochtones. Je ne peux pas dire que la vie associative est en santé. Il y a une force incroyable et une volonté d'avancer, mais aussi un lourd héritage dont nous vivons encore les conséquences aujourd'hui. Les peuples autochtones ont leur propre histoire, ils ont en fait plusieurs histoires. Mais cette histoire, personne ne me l'a apprise. On ne m'a pas enseigné à être fière d'être Innue ou d'être autochtone. Dans les livres d'histoire, le récit des autochtones

est évacué. C'est seulement par le biais de gens de ma communauté qui, par la tradition orale, m'ont appris qu'il y a avait une certaine harmonie. On avait des systèmes politiques, une forme de gouvernance, des leaders, nos vies et nos sociétés étaient très organisées.

L'arrivée des Européens et toutes les mesures qui ont suivi ont progressivement affaibli les communautés autochtones. Elles ont subi des tentatives répétées d'assimilation qui les ont lentement dépossédées de leurs racines culturelles. Puis, la crise d'Oka est survenue

et on a mis sur pied une Commission d'enquête pour faire un constat de la situation des autochtones au Canada. Dans le premier paragraphe du rapport de cette commission, il est clairement précisé que la Loi sur les Indiens découlait d'une politique d'assimilation, politique dont le but non avoué était de rayer graduellement de la carte des Autochtones. La loi sur les Indiens fut très dommageable pour les autochtones ; en empêchant toute forme de mobilisation, elle eut pour effet de réduire grandement la vie associative des communautés. C'est seulement en 1960 qu'il y eut un amendement à la Loi sur les Indiens pour nous redonner le droit d'association. On a alors créé l'ancêtre

de l'Assemblée des Premières Nations. Depuis ce jour, nous tentons de construire une culture autochtone, des manières de faire qui nous soient propres, qui nous représente. Il est primordial que les autochtones travaillent à rebâtir leur vie associative. Idéalement, il faudrait deux systèmes mais dans un cadre démocratique universel. Deux gouvernements autonomes, des gouvernements mettant de l'avant les façons de faire propres à chacune des nations québécoise et autochtone. Les autochtones ne se reconnaissent pas dans les partis politiques actuels, leurs valeurs, leurs principes de vie ne sont pas pris en compte. Il devient alors difficile de participer.

Cinq idées reçues sur la langue (au Québec)

Benoît Melançon

Professeur de littérature française

En 1988, Marina Yaguello publiait aux Éditions du Seuil son *Catalogue des idées reçues sur la langue*. Elle y rappelait une vérité indispensable : la langue est un domaine où les idées reçues pullulent. En cette matière, chacun y va de sa petite opinion, fondée ou pas, on n'hésite pas à répéter à l'infini toute sortes de lieux communs, les préjugés ne sont jamais loin. Cela s'explique : on peut très bien vivre sans avoir le moindre avis sur le volley-ball de plage ; on ne peut pas ne pas réfléchir à sa langue. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'on trouve de telles idées reçues au Québec. En voici cinq, choisies parmi un ensemble beaucoup plus considérable.

1. Il y a des langues meilleures que d'autres. L'anglais serait dorénavant une langue universelle parce qu'elle serait plus simple que les autres. Corollaire : le français est trop compliqué. C'est évidemment faux. Depuis les années 1920 circulent plusieurs versions d'un poème intitulé « The Chaos », qu'il est maintenant facile de lire dans Internet, souvent sous le titre « English Is Tough Stuff ». Son but ? Montrer que, sur le plan de la prononciation, l'anglais est une langue plus complexe qu'on ne le dit. Des mots s'écrivent de la même façon, mais se prononcent de façon différente ; d'autres s'écrivent de façon différente, mais se prononcent à l'identique.

Exemple (à lire à haute voix) : « I will teach you in my verse / Sounds like corpse, corps, horse, and worse. / [...] Leeches, breeches, wise, precise, / Chalice, but police and lice. » Le pouvoir d'attraction de l'anglais ne dépend pas de sa prétendue « nature », mais d'autres facteurs (économiques, militaires, etc.). C'est le cas de l'anglais au XXI^e siècle ; avant, ce fut celui de l'italien ou du français.

2. La question linguistique est récente au Québec. Elle est constamment dans l'actualité depuis quarante ans, souvent sous la forme de débats juridiques, et on a tendance à penser qu'on ne s'intéressait guère à la langue auparavant. Dans les faits, c'est la plus vieille question québécoise : elle remonte aux récits des premiers voyageurs. Charlevoix, au début du XVIII^e siècle : « Nulle part ailleurs on ne parle plus purement notre Langue. On ne remarque même ici aucun Accent. » Ça ne s'est jamais arrêté, et trop fréquemment dans les mêmes termes : pureté, accent, rapport à la France, dépendance envers l'anglais, liaison du linguistique, du national et du religieux, etc. Chantal Bouchard, elle, a étudié le discours de l'hypercorrection, de la pureté à conserver, dans *La langue et le nombril. Une histoire sociolinguistique du Québec* (1998 et 2002).

3. Le niveau baisse. « Les futurs enseignants maîtrisent mal le français », titrait le quotidien *La Presse* en octobre 2004. Un mois plus tôt, l'hebdomadaire français *Marianne* écrivait « L'autre défi : nos enfants ne savent plus parler français. » Or on trouve de pareilles explorations dès le... XVII^e siècle. (Jean-Marie Klinkenberg en a recensé plusieurs dans son ouvrage *La langue et le citoyen*, paru en 2001.) Si elles étaient

vraies, aucun francophone ne pourrait lire les textes du passé : le français lui serait devenu une langue étrangère. Dans certains domaines, les progrès sont réels depuis quelques années (terminologie, médias écrits) ; le niveau monte. Dans d'autres (médias électroniques, langue des humoristes), c'est beaucoup moins sûr. Il faut nuancer.

4. Une langue qui change est une langue menacée. Il n'y a que les langues mortes qui ne changent pas. Comme le faisait remarquer Marina Yaguello, « on n'a jamais arrêté l'évolution d'une langue, sauf en cessant de la parler ». Le français, langue vivante, évolue, au Québec comme ailleurs. Trop ? Une langue ne change jamais trop ; elle crée selon ses besoins. Pour le meilleur ? En matière de francisation des vocabulaires techniques et scientifiques, oui. Pour le pire ? On dit souvent que la langue des jeunes s'appauvrit ; on se trompe. Il est vrai, en revanche, qu'elle est faite de mots de passe qui ne cessent de se transformer. C'est vrai de n'importe quelle langue, à n'importe quelle époque. Avant de jeter la première pierre aux jeunes, les critiques auraient intérêt à se rappeler leur propre jeunesse.

5. Langue et nationalisme sont nécessairement liés. La défense du français a longtemps été rattachée au Québec à celle de la religion et, surtout, à celle de la nation (canadienne, puis canadienne-française, québécoise enfin). À partir des années soixante, cette défense a pris une forme juridique : nombre de lois, tout particulièrement la loi 101 de 1977 (la « Charte de la langue française »), ont eu pour objectif d'assurer la survie du français au Québec ; elles ont toutes été votées par des partis prônant, encore qu'à des degrés divers, une forme de na-

tionalisme. Il est pourtant parfaitement légitime d'imaginer une défense du français qui soit liée à d'autres considérations, moins frileuses, fondées sur la langue elle-même, plutôt que sur la politique. André Belleau et Laurent-

Michel Vacher ont essayé de le démontrer, chacun à sa manière, notamment en distinguant nationalisme et indépendantisme ou en opposant défense de la langue et maîtrise de la langue. Ils n'ont pas été entendus.

Les défis du féminisme aujourd'hui

Pascale Navarro

Journaliste

Les idées reçues ont la vie dure. On doit s'en méfier. La participation croissante des hommes au débat sur les sexes démontre que les hommes se sentent de plus en plus concernés, qu'ils craignent moins le dialogue et surtout, qu'ils souhaitent se remettre en question. Ce qui me paraît très important aujourd'hui c'est de sortir de la logique de guerre : au lieu de se lancer la balle et savoir qui a tort ou a raison, il faut parvenir à intéresser citoyens, hommes et femmes, au même débat. C'est l'un des défis majeurs du féminisme. Inclure les hommes dans les débats mais également dans les actions et les solutions. [...]

Sur le plan du travail, les hommes ont peut-être commencé à faire leur part et s'interrogent davantage sur leur implication au foyer. Mais, les patrons, les PDG, les directeurs – et cela peut inclure des femmes, bien sûr – ont-ils fait la leur? Sont-ils de leur temps?

Les hommes n'ont peut-être pas la double tâche aussi lourde que leur conjointe, mais la pression sociale les oblige à ne pas se plaindre et à préférer la partie de golf avec les collègues ou les futurs clients au cours de natation de leurs enfants. Des

femmes, on comprend qu'elles ploient sous le poids des responsabilités mais aux hommes, il sera plus difficile de déplorer leurs conditions de travail. Dans ce contexte, je crains que l'on remette à l'ordre du jour une nouvelle mystique de la mère au foyer. J'ai peur qu'on redonne encore aux femmes, le saint rôle de civilisatrice. On aura toutes les bonnes raisons de vouloir se contenter de sa maison et de sa famille c'est une vie formidable que d'élever ses enfants et de faire plaisir à ceux qu'on aime. [...]

Quand je parle de féminisme, je sais que ce mot peut déplaire. Pour parvenir à l'égalité, équilibrer les relations entre hommes et femmes, il faudra peut-être revoir les définitions, le vocabulaire, la dynamique de notre communication. S'il faut dire « égalitarisme » au lieu de féminisme, pourquoi pas? Je me dis que vous avez sans doute des idées pour réinventer les formes, trouver des nouvelles formules ; c'est à vous de vous approprier ces idées. À vous de trouver comment parvenir à rejoindre les femmes et les hommes, car il est évident pour moi que les femmes seules se heurtent actuellement à un mur.



Pascale Navarro

Photo : Frank Desgagnés

L'engagement social des immigrants

Christine Ebrahim

Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté

Née en Égypte, j'immigre au Canada à l'âge de quatre ans et demi avec mes parents. Je suis donc une immigrante de première génération. Il m'est donc souvent arrivé de me demander pourquoi je fais partie de ces rares personnes issues des minorités culturelles et de l'immigration qui s'impliquent au sein de la société québécoise.

La complexité des termes politiques, le réseau de contacts, le peu d'importance accordé à la religion et les intérêts ou obligations personnels différents sont tous des obstacles que rencontrent les nouveaux arrivants dans leur société d'accueil, le Québec.

En premier lieu, l'un des obstacles majeurs à la participation des immigrants, du moins dans les institutions formelles québécoises, est la complexité des termes politiques. La langue française constitue souvent un obstacle important à la participation des immigrants à la vie sociale québécoise. Et en plus, force est de constater que peu de personnes, quelle que soit leur origine, saisissent le vocabulaire politique. Alors pour l'immigrant moyen, il s'agit d'un univers beaucoup trop difficile à cerner. Le discours politique doit être vulgarisé si la société québécoise souhaite intégrer à ses institutions une pluralité de gens qui seront à l'image de la société multiculturelle qu'elle forme. Et si ce n'est pas pour une implication formelle de la part des minorités culturelles aux affaires politiques, du moins pour que ces dernières se sentent préoccu-

pées par les enjeux politiques qui les entourent.

Deuxièmement, le réseau de contact, est un autre des obstacles majeurs à la participation des immigrants. Lorsqu'on regarde le système politique actuel, on ne peut que constater à quel point le réseau de contact, est le nerf de la guerre. Pour les immigrants de première génération, ce réseau de contact, n'existe pratiquement pas.

Enfin, la religion constitue encore un tabou au Québec. On préfère ne pas en parler publiquement, car c'est considéré comme une question relevant de la sphère privée. Mais pour beaucoup d'immigrants, et moi y compris, la religion fait partie de la culture publique des pays d'où l'on émigre. Ainsi, l'attachement à l'implication religieuse sera plus grand que celui aux instances publiques. Pour plusieurs, les établissements religieux constituent souvent le premier lien d'attache à la communauté.

Il existe à mon avis des pistes de solutions afin d'attirer les immigrants à participer à la vie sociale québécoise. Il incombe d'abord aux Québécois « de souche » d'aller chercher les gens issus des communautés culturelles dans leur milieu et de les inviter à participer à la vie sociale du Québec. De plus, l'éducation à la citoyenneté devient essentielle dès un très jeune âge, dans les écoles. Donnons enfin les outils aux jeunes pour qu'ils aient le goût de construire un nouveau monde : celui où toutes les communautés seront de la partie!



► **Troisième partie**

Être jeune au Québec en 2005



Photo : Jacques Nardeau

La tentation d'en finir avec la politique

Raphaël Artaud McNeill

Candidat au doctorat en science politique à Boston College

« L'Action démocratique du Québec est-elle vraiment le parti de la jeunesse ? » : telle était la question posée par la revue *Argument* à quelques jeunes intellectuels en 2003, alors que ce parti trônait en tête dans les sondages.

Pour répondre à la question qui m'est posée, il faut tout d'abord définir la « jeunesse » en question. Ensuite, il sera possible de comparer ses caractéristiques à ce que défend l'ADQ.

Comment esquisser un portrait générationnel de ceux qui, aujourd'hui au Québec, ont entre 18 et 30 ans, ces filles et fils de boomers ? Je me propose d'emprunter l'acuité « visuelle » de deux jeunes réalisateurs québécois, Ricardo Trogi et Philippe Falardeau, et de présenter une interprétation sommaire de leurs films respectifs, *Québec-Montréal* (2002) et *La moitié gauche du frigo* (2000). Bien qu'il s'agisse de deux œuvres très réussies, je veux insister sur le

Le portrait de la jeunesse qui se dégage de Québec-Montréal (2002) et de La moitié gauche du frigo (2000) semble indiquer une tendance à la dépolitisation, c'est-à-dire absence ou refus de préoccupations politiques.



fait que le portrait qui s'en dégage tend à faire ressortir une dépolitisation de la génération qui y est dépeinte; dépolitisation, c'est-à-dire absence ou refus de préoccupations politiques.

Dans *Québec-Montréal*, le thème de la préoccupation politique brille par son absence. Évidemment, dira-t-on, car tel n'est pas le propos du film. Certes. Mais en mettant en scène l'état des relations amicales et amoureuses d'une génération, et surtout les illusions, le

caprices et désirs sexuels qui minent ces dites relations amoureuses et amicales, ce film en donne long à penser sur l'état d'esprit général de ces jeunes adultes. Les protagonistes s'y définissent à peine par leur travail et rarement par leur famille. Ce qui les occupe et préoccupe, c'est la complication de leurs rapports « amoureux » et « amicaux ». Essayant de survivre dans ce contexte, ces jeunes adultes ont déjà épuisé toutes leurs forces avant même d'envisager quelque chose comme une communauté politique. Comprenons-nous, ces jeunes adultes ne sont pas anarchistes ou nihilistes, ils sont plutôt retournés à un état pré-politique, un état où les questions politiques parviennent difficilement à être formulées, car la survie affective et émotionnelle dans cette guerre charnelle de tous contre tous occupe toute l'avant-scène. Autrement dit, comme ces jeunes échouent à construire des relations amoureuses ou amicales qui ne soient pas seulement d'ordre « pragmatique-hédoniste », on serait bien gêné de leur demander leurs opinions concernant la nation, par exemple. Et si l'on s'y risquait, fort est à parier que le constat s'apparenterait à leur opinion sur les choses de l'amour : des luttes de vanités et de belles intentions qu'il vaudrait mieux ramener à leur véritable socle, l'argent ou l'économie. En peignant les préoccupations « amoureuses » d'une génération et à quel point celles-ci accaparent toute son âme, *Québec-Montréal* donne à penser ce qu'il en est de la politique : un souci très secondaire qui doit être abordé, peut-on penser, avec résignation, voire désillusion, comme il en est pour l'amour.

La moitié gauche...

La moitié gauche du frigo, qui fait cette fois de la préoccupation politique un thème central, vient compléter le portrait en le raffinant. Ce film raconte le destin de Christophe, jeune Québécois de 30 ans, ingénieur de formation et en recherche d'emploi, qui décidera finalement de tout abandonner pour s'installer à Vancouver. Là, un modeste boulot de vendeur ambulancier lui permettra de vivre sereinement ses fins de semaine comme membre d'un petit groupe de jazz. Ce choix de Christophe est aussi à comprendre sous le thème de la résignation, ou peut-être du refus : résignation aux « faits », au contexte et aux conjectures politico-économiques qui le dépassent, voire le transcendent, et refus de s'en dire la victime ou le complice. Refuser de se dire la victime du contexte politico-économique, c'est, dans le cas de Christophe, refuser de se joindre à ce groupe d'avocats qui défend les chômeurs en leur fournissant les outils juridiques pour une revendication active de leur droit à un emploi correspondant à leurs compétences si durement acquises sur les bancs d'école. Mais refus également de se dire le complice de la situation politico-économique, car Christophe refuse de se faire un cas de conscience des discours dénonciateurs de son colocataire Stéphane, selon lequel travailler pour une multinationale, c'est s'aliéner, c'est consentir à leurs « politiques » ou « philosophies » capitalo-néolibérales, qui font des synonymes de « mondialisation » et de « profit ». À la limite, Christophe refuse tout simplement de se sentir impliqué en quoi que ce soit par la situation politico-économique, il s'y résigne. Sa résigna-

tion n'est possible que par son sentiment de non-implication.

Penchons-nous un peu cette résignation. Elle signifie premièrement que ce qu'on nomme la situation économique a quelque chose d'inéluctable. S'opposer à celle-ci serait donc vain. Si l'art sert encore à quelque chose dans ce contexte, il ne servira pas, comme le croit le personnage de Stéphane, à des fins politiques et révolutionnaires. L'art – c'est ce que découvre Christophe à la suite d'Odile –, s'il doit encore servir quelque fin, c'est, pour ainsi dire, en tant que porte de sortie du monde politico-économique, une porte de sortie égoïste, ou privée si l'on préfère, qui n'a comme seule prétention que de permettre à l'artiste de vivre quelques moments de bonheur. Autrement dit, l'art ne sert plus la communauté, mais l'artiste et le bonheur qu'il permet n'est

plus collectif, mais individuel, ou à tout le moins privé. La résignation à l'inéluctabilité économique permet à Christophe de se détourner des luttes politiques, d'accepter un petit emploi qui, s'il lui donne les allures d'un bourgeois de huit à cinq, lui permet toutefois d'être libre, c'est-à-dire artiste, les soirs et week-ends.

Combinés, ces deux films nous renvoient le portrait d'une génération retournée à son individualité, accaparée par ses problèmes personnels, voire ses insatisfactions ou ses frustrations personnelles (relations amou-

reuses, travail), auxquels elle croit devoir se résigner. Ces filles et fils de boomers peuvent sentir confusément, parfois, que ces problèmes ont peut-être une racine politique, mais cette racine paraît si enfouie et si étendue sous la surface du globe que leur plus fort sentiment est que la solution à tous leurs désirs, difficultés, craintes et angoisses ne sera pas politique.

L'ADQ

Le programme proposé par l'ADQ peut être compris comme l'expression politique de la sensibilité qui vient d'être décrite, pour autant que celle-ci se prête à une telle expression. L'objectif de l'ADQ est d'accroître la force économique du Québec en libérant l'économie québécoise des obstacles constitutionnels et étatiques qui freinent son déploiement : le débat sur la souveraineté d'une part et de l'autre, les dédales d'un appareil étatico-bureaucratique lent et lourd. Autrement dit, l'objectif du parti politique de Mario Dumont est de libérer le Québec de ses préoccupations politiques afin de permettre une meilleure gestion de son économie.

C'est à la suite d'une discussion houleuse avec un futur partisan de l'ADQ que j'ai mieux compris ce désir d'en finir avec la politique qui motive ce parti. En cherchant à comprendre ce qui distinguait le Parti libéral de l'ADQ, l'on me répondit que le Parti libéral accordait encore une trop grande importance à la question constitutionnelle en se positionnant fortement contre la souveraineté. Paradoxalement, mon interlocuteur se reconnaissait dans la personne de Mario Dumont, parce que celui-ci affirmait que les Québécoises et les Québécois ne se reconnaissent

*À la limite, le
Christophe de La
moitié gauche du
frigo refuse tout
simplement de se
sentir impliqué en
quoi que ce soit par
la situation politico-
économique, il s'y
résigne. Sa résigna-
tion n'est possible
que par son
sentiment de
non-implication.*

pas dans les enjeux politiques des deux dernières décennies, au premier rang la question de la nation et de l'identité québécoise; en somme, la question de la meilleure constitution autour de laquelle doit se structurer le Québec. Selon les termes de l'ADQ: «la proposition de paix constitutionnelle» signifie que «le succès du Québec dans le contexte économique d'aujourd'hui dépend d'abord de nous, de nos entreprises et de nos communautés, pas de l'État». L'État, et cela signifie ici l'État-nation, n'est plus ce qui préoccupe les Québécois; ce ne l'est plus et, affirme l'ADQ, ce ne doit plus l'être. Les préoccupations qui habitent et doivent habiter les Québécois sont d'ordre économique, c'est-à-dire d'ordre individuel et privé, et ce, pour le bien-être de tous.

On aura compris qu'un tel programme s'accorde avec, voire consolide, ce que j'ai tenté de peindre plus tôt comme l'évacuation progressive des préoccupations politiques de l'âme des filles et fils des boomers. Même s'il est tout à parier que Ricardo Trogi et Philippe Falardeau s'opposeraient à toute récupération de leur film par l'ADQ, ils n'en partagent pas moins une idée commune: celle du désintéressement politique. Au fond, qu'est-ce que répondrait un partisan adéquate aux protagonistes que j'ai examinés, sinon qu'en oubliant les enjeux traditionnels de la politique québécoise et en se concentrant quasi exclusivement sur la bonne santé de l'économie, l'ADQ est le seul parti apte à comprendre que leurs préoccupations ne sont pas politiques? L'ADQ est consciente que le plus qu'elle peut faire pour ces jeunes adultes, c'est de leur assurer une



économie prospère, afin de ne pas ajouter à leurs inquiétudes, et de les laisser enfin à eux seuls, à leurs préoccupations personnelles, à leurs petits et grands bonheurs, leurs petits et grands malheurs.

L'économie réglera tout

L'on rétorquera alors que l'une des premières actions à poser pour aider ces jeunes adultes en matière économique, c'est d'opposer une fin de non-recevoir aux clauses «orphelin», sans oublier d'ajouter que Mario Dumont représente le seul parti qui a l'audace d'une telle action. Ce qui est vrai. La tentation d'en finir avec la politique n'est donc pas à comprendre sous le seul paramètre d'une mollesse d'âme ou d'un égoïsme

mesquin de la part de la génération montante, mais aussi comme le résultat compréhensible de certains excès institutionnels qui se sont traduits en une confrontation intergénérationnelle. Compréhensible donc, la tentation incarnée par l'ADQ de régler une fois pour toutes les questions politiques d'institutions, de constitution, et autres, de les régler par un seul mot: l'économie.

C'est étrangement en rappelant ce qui est peut-être le point le plus intéressant de l'ADQ que j'ai entrepris sa critique. Le cas des clauses «orphelins» révèle en effet que derrière ce phénomène économique résident des choix politiques et que ces choix politiques sont irréductibles à l'économie. Il n'y aurait aucune raison de critiquer les politiques syndicales si ces dernières étaient entièrement conditionnées par des conjonctures économiques. Quand, autour des années 1985 à 1990, la situation économique obligea les différents syndicats à réviser leur convention collective, ils pouvaient choisir d'assumer ensemble le ralentissement de l'économie ou d'en faire porter tout le fardeau aux employés engagés après une certaine date. Ce choix est politique en ce qu'il implique une conception de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas. En critiquant le choix que firent certains syndicats, notamment ceux de la fonction publique, et l'impassibilité des gouvernements au pouvoir face à de tels choix, l'Action démocratique du Québec fait de la politique. Mais au même moment où l'ADQ fait cette critique, il affirme que ce qui motive cette

critique est l'économie. On ne peut évidemment pas en finir pour de bon avec les questions politiques, car celles-ci semblent toujours nous échapper en partie, de sorte qu'elles réapparaissent toujours à gauche ou à droite. Mais en faisant de l'économie l'article premier de son programme, l'ADQ tend à nous conforter dans notre propension à oublier que ce sont des choix politiques qui structurent notre vie de tous les jours. L'économie est certes une partie importante de la politique, mais c'est une erreur de croire que celle-ci se réduit à celle-là, une erreur que commet l'ADQ.

Beau, la politique ?

Dans un portrait de Mario Dumont présenté par l'émission *Le Point* à la télévision de Radio-Canada, le chef de l'ADQ disait vouloir rappeler à ses membres que l'engagement politique est «quelque chose de beau». Et il avait raison. Mais la beauté d'une action politique ne peut briller que si l'économie n'éclipse pas toutes les questions, en particulier celle si importante, dans un contexte de mondialisation, où l'économie tend à abolir toutes les frontières de la nation. En faisant de l'économie l'article premier de son programme, l'ADQ affirme que la plus grande action politique en est une de subordination à l'égard de l'économie. Ainsi, l'ADQ contribue à la destruction de ce qui fait la grandeur et la beauté de l'action politique, car elle refuse de reconnaître dans l'action et le choix politiques une volonté de structurer la vie commune d'un groupe, d'un peuple. Une telle affirmation est non seulement contradictoire, elle est fausse.

Être jeune, c'est vieillir...

Les défis de la construction du sens

Jean-Philippe Perreault

Étudiant-chercheur, sciences des religions, Université Laval et membre-étudiant, Observatoire Jeunes et Société, INRS-UCS

Hier encore, de nombreux observateurs reconnaissaient la croissance, depuis les années 1980, d'un intérêt pour le spirituel après une période de rejet de l'héritage religieux chrétien (Grand-Maison et al., 1995). Les quêtes des Québécois ont emprunté depuis toutes sortes de voies, ont été marquées par une recherche d'autonomie et ont été appréhendées dans une claire distinction – pour ne pas dire opposition – au religieux traditionnel confessant. Je ne suis pas religieux, disait-on, mais j'ai une spiritualité!

S'il était alors possible de mettre de côté la religion pour s'intéresser davantage au spirituel dans une commode ambiguïté et flexibilité du terme, il en va désormais autrement. Plusieurs événements récents, souvent étrangers les uns des autres et parfois même paradoxaux, ont propulsé à l'avant-scène le phénomène religieux dans toute sa complexité et sa persistance. À telle point que certains protagonistes de la théorie de la sécularisation – théorie phare des années 1950-1970 selon laquelle la religion était appelée à disparaître ou à ne se réfugier que dans la sphère de la vie privée – se font aujourd'hui critiques de leurs propres travaux,



Photo: Jacques Nadeau

Quels enjeux spirituels pour les jeunes ?

allant même jusqu'à parler de désécularisation ou de réenchantement du monde (Berger, 2001). En fait, il ne s'agit pas tant de la réapparition du religieux, mais du simple constat qu'il n'a jamais vraiment disparu.

Ce retour de la question religieuse force à réinvestir la question afin de comprendre l'inusité et l'imprévu de la situation actuelle. À une époque où l'on considère les jeunes comme étant à la proue du progrès et de l'innovation, on se tourne spontanément vers eux en se demandant si « Dieu a un avenir ». Les jeunes sont-ils (encore) religieux ? Quelle est la place de la spiritualité et de la religion dans leurs engagements ? Comment interpréter les manifestations religieuses contemporaines ?

À la suite de quelques observateurs (notamment : Lemieux, 1998; Grien,

2003), n'est-il pas possible d'offrir à la réflexion une perspective qui miserait sur l'expérience même d'être jeune pour tenter de dégager, avant tout questionnement sur l'état de la religion, les enjeux spirituels de cet âge de la vie?

Trois temps sont ici proposés. D'abord, nous adopterons un angle particulier pour observer et appréhender la jeunesse afin de cerner, par la suite, ce qu'il en est de l'expérience d'être jeune et finalement, d'en arriver à dégager sous quelles modalités se pose aux jeunes le défi de la construction du sens.

Définir la jeunesse

La jeunesse, comme tous les groupes d'âge, est une construction sociale manipulable (Bourdieu, 1980). La définition de « qui est jeune » et de « ce qu'est être jeune » repose sur des observations, des conditions et des significations relevant de différentes institutions et de différents acteurs sociaux, inculturés à un contexte social et historique particulier. Ainsi, non seulement les repères permettant de délimiter la jeunesse sont mouvants, mais la signification de ce qu'est « être jeune » varie d'une époque, d'une culture et d'un coin du monde à l'autre.

Cela dit, on se doute bien qu'en deçà des discours qui circulent au sujet de la jeunesse et qui contribuent à la définir, il y a des individus qui font actuellement l'expérience d'être jeune. L'attention à cette « jeunesse-vécue » semble incontournable si nous désirons comprendre les sérieuses mutations qui s'opèrent, notamment dans le champ religieux, et qui sont difficilement saisissables à l'aide des repères mis de l'avant jusqu'ici. Il nous faut donc être à l'écoute de la connaissance pratique

qu'ont les jeunes de leur propre situation (Hamel, 1999) et nous demander à quoi peut bien correspondre cet âge de la vie. Partant de là, il sera par la suite possible de dégager les enjeux spirituels et les défis de construction du sens qui s'y trouvent.

Épanouissement

Aujourd'hui, on constate que l'épanouissement personnel détrône désormais le mariage comme principale cause du départ du nid familial (Molgat, 2003). Aussi, parmi les principales raisons qui poussent les jeunes à migrer de la région vers les grands centres, ce désir « d'aller vivre sa vie » (Gauthier et al., 2001). Même l'occupation de leurs temps libres, fortement marquée par des activités culturelles, a pour corollaire cette quête et ce désir d'expérimentation (Boily, 2003).

La jeunesse peut en somme être considérée comme une expérience de... vieillesse, en regard de la structuration de l'identité, de l'inscription sociale et de la définition d'un rapport singulier au monde qui se jouent à cette période de la vie. Jeunesse et vieillesse : l'association semble paradoxale mais elle tombe sous le sens. Nous vieillissons, mais nous ne « jeunissons » pas. Contrairement à la vieillesse, la jeunesse est, dans le vocabulaire comme dans la réalité, orpheline d'action.

De toute évidence, l'enfant, l'adulte et le vieillard vieillissent, tout autant qu'ils construisent, à intensité variable, leur identité. La singularité de la jeunesse tient au fait que ce vieillissement s'enracine dans une prise de conscience : celle du temps qui passe et, surtout, du temps qui ne reviendra pas ; celle, terrorisante, de la mort. Être jeune, c'est

précisément la fin de l'insouciance. C'est quitter le processus de vieillissement encadré de l'enfance et de l'adolescence pour entrer dans l'expérience subjective et consciente de vieillir.

Vieillir, au-delà de la dimension biologique, c'est accéder à un groupe social et à un temps de vie déterminés par les représentations collectives que nous en avons. Comme l'écrit Raymond Lemieux, vieillir, « c'est essentiellement changer de rôles et par là, changer d'identité. Cela se traduit normalement par une crise dans la relation de l'individu au système de valeurs qui préside à ses conduites. Il doit rejeter ce qui jusque-là le faisait vivre pour apprendre à vivre autrement » (Lemieux, 1990 page 30).

Si vieillir c'est se redéfinir et s'adapter, ceci implique un certain nombre de deuils et de ruptures : deuil de certaines aspirations dans la rencontre avec le « pays réel » ; rupture de relations qui ont donné corps à l'enfance et à l'adolescence, époques pour lesquelles on éprouve parfois de la nostalgie avant même d'avoir vingt-cinq ans. Survivre aux deuils et aux ruptures, c'est vivre avec la mort, « vieillir, dès lors, c'est être questionné sur le sens de sa propre vie » (Lemieux, Ibid.), tant sur la signification de ce qui a été vécu que sur la direction qu'il faut désormais prendre... Et le groupe québécois Les Cowboys Fringants de chanter :

« Si je m'arrête un instant / pour te parler de ma vie / Juste comme ça tranquillement / Dans un bar rue St-Denis / J'te raconterai les souvenirs bien gravés dans ma mémoire / De cette époque où vieillir / Était encore bien illusoire

Mais au bout du chemin dis moi c'qu'y va rester / De notre p'tit passage dans ce monde effréné ? / Après avoir existé pour gagner du

temps / On se dira que l'on était finalement... que des étoiles filantes. »

(« Les étoiles filantes », album *La grand-messe*, 2004).

Le défi de la construction du sens

Se demander ce qui va rester de nous après « avoir existé pour gagner du temps », tel est l'appel de sens vécu par les jeunes. Certes, il s'agit de questions dont ils n'ont en rien l'exclusivité. Toutefois, le contexte actuel dans lequel se trouve posé le défi de la construction du sens est relativement inédit. Nous tenterons ici de le cerner à l'aide de trois propositions.

La jeunesse : passage ou impasse ?

Plusieurs raisons nous conduisent à nous demander si ce passage ne serait pas devenue une impasse. Face à...

- l'allongement de la jeunesse,
- dans le brouillage des limites générationnelles,
- avec la dissémination des rituels permettant le passage à l'âge adulte,
- dans un contexte économique ne favorisant guère la stabilité et
- à une époque où la culture de masse s'empare de la jeunesse

... il convient de se demander s'il est encore possible de vieillir et de devenir adulte? Plus encore, pourquoi le devenir alors que les adultes eux-mêmes, au prix de travestissements de toutes sortes, ne cherchent qu'à rajeunir? Qu'est-ce qu'être adulte à une époque où la quête de soi nous autorise à vivre plusieurs vies amoureuses, familiales et professionnelles? S'en trouvent questionnés non seulement le modèle « adulte », mais aussi la jeunesse comme voie d'accès à l'adultéité (de Singly, 2000). Conséquemment, l'in-

conclusion de la jeunesse, pour reprendre l'idée de Michel Parazelli, « a pour effet de travestir ou de banaliser la fonction sociale transitoire » de la jeunesse « en la rendant quasi permanente et pose la question de sa légitimité sociosymbolique » (Parazelli, 1999 page 59). La recherche d'issues sera ardue pour certains. Elle empruntera toutes sortes de voies, notamment les conduites à risque (Le Breton, 2002). Elle posera de manière fondamentale et urgente la question du sens, en des termes non pas métaphysiques mais pragmatiques, liés au risque quotidien d'échapper à sa propre vie.

L'individu soumis à lui-même

Cette quête de sens des jeunes ne pourrait faire l'objet d'autant de discussions si nous n'habitons pas une époque où l'individu a désormais la responsabilité de faire sens. Le sens de la vie, de la souffrance et de la mort, autrefois institutionnalisé par les religions confessantes, est aujourd'hui entre les mains de chacun. À certains égards cela accroît la liberté individuelle. Mais cette liberté relative est au prix d'une angoisse existentielle qui n'est en rien reposante. Je dois trouver et donner un sens à ma vie. Cette sommation s'intègre à des injonctions normatives, telles que l'autoréalisation de soi, la recherche du plaisir et l'épanouissement dans le travail, le contrôle de sa destinée, la performance, la prise de risque, etc. Le sociologue Guy Bajoit parlera de l'« Individu abstrait » comme principe de sens auquel l'humain croit désormais. « Ainsi, dira-t-il, chacun est appelé à être plus réflexif, à être plus sujet de sa participation sociale, mais cet appel est lui-même une injonction

culturelle : chaque sujet particulier est en quelque sorte assujéti à l'Individu abstrait » (Bajoit, 2003 page 97). L'individu, responsable à la fois de sa réussite, de ses échecs et du sens à leur donner, se trouve constamment poussé au retour sur soi, à trouver explication « en lui-même », à se redéfinir (Gaudet, 2001). Cette perspective ne se limite pas au strict univers individuel, mais marque profondément les structures des sociétés en modernité avancée. « Nous vivons dans un monde entièrement structuré par l'application réflexive du savoir, écrit Anthony Giddens, mais où en même temps nous ne pouvons jamais être sûr que tel ou tel élément de ce savoir ne sera pas remis en cause » (Giddens, 1994 page 46).

C'est donc dire que cette structuration de l'identité doit désormais négocier avec des normes et obligations qui forcent les jeunes à établir de nouveaux liens sociaux et de nouveaux rapports au monde. En définitive, les identités ne sont plus héritées, elles se gagnent dans la performance, elles sont tributaires d'individus isolés par la compétition comme des participants d'une implacable télé-réalité.

Pluralisme des propositions et des sources de sens

Il serait risqué d'assimiler cette responsabilité individuelle de construire le sens à un renfermement de l'individu sur lui-même. Être l'ultime responsable du sens à donner à sa vie ne veut pas dire qu'il soit possible de produire du sens de toutes pièces, à partir de rien. Les jeunes ont à leur disposition une panoplie de propositions de sens, d'explications du monde et de la vie auxquelles ils peuvent se référer. Ce

pluralisme des sources de sens est directement lié à la sécularisation de la société qui permet que l'humain puisse se penser et penser le monde à l'extérieur des traditions religieuses. Ce n'est en rien la fin du religieux. Il s'agit plutôt de la fin du monopole d'une religion (si tant est que ce monopole ait existé).

La recension et l'analyse de ces « foyers de sens » et de leurs propositions font actuellement défaut. Cela dit, il est possible, pour donner à penser, d'identifier les plus évidents : la science, l'engagement social, politique et écologiste, le marché et la consommation, les religions confessantes. De ces sources, l'individu soutirera les matériaux nécessaires à l'échafaudage d'un univers de sens personnel et utile – d'un cosmos sacré pour reprendre la définition de la religion de Peter Berger – duquel découlent les valeurs présidant à ses choix de vie et à ses décisions. Bien qu'il soit nécessairement cohérent – c'est le préalable pour qu'il fasse sens – la configuration de cet univers est marquée par la circulation et la mouvance. Il semble en effet que face aux « instances productrices de sens », plusieurs jeunes soient sans domiciles fixes. Ils vont de l'une à l'autre, ils squattent, s'installent un temps et reprennent la marche. Nous ne sommes plus dans le registre de l'adhésion ou du rejet à un prêt-à-porter religieux. Nous sommes dans la dynamique de l'itinérance, si bien qu'il devient possible de participer à la Journée Mondiale de la jeunesse organisée par l'Église catholique, de croire en la réincarnation et de s'inscrire socialement par la consommation d'objets-signes de la société de marché. Et s'il semble y avoir paradoxe, il n'en est rien

pour l'individu qui est l'ultime juge de la crédibilité et de la cohésion de son propre univers. Toute quête religieuse vise à combler l'absence (ou ab-sens). Ici, l'absence n'est pas provoquée par une pénurie de propositions, mais par la raréfaction des repères permettant de faire des choix dans la surabondance des produits du marché du sens.

Conclusion

Considérer les jeunes comme de véritables acteurs exige que nous partions de leur expérience de « jeunesse-vécue » pour poser la question de leurs rapports au religieux. Ce faisant, il devient possible de mettre en lumière les enjeux qui émergent de cette expérience de vieillesse. Lorsque l'on opte pour cette perspective, on ne peut que s'intéresser autrement aux préoccupations exprimées en introduction. Tant l'indifférence à l'égard des religions confessantes que la montée de cellules ultra-conservatrices sont des phénomènes qui trouvent leur explication dans la situation sociale actuelle. L'un et l'autre sont des réponses à l'absence : par manque de crédibilité, les uns cherchent ailleurs que dans la religion de leurs grands-parents tandis que par besoin de repères clairs et rassurants, les autres prétendent y avoir tout trouvé.

Et voilà que la leçon d'Émile Durkheim nous est rappelée : la religion est une chose éminemment collective, qui a pour source la société. Conséquemment, il y a encore et toujours de la religion. De surcroît, il y a des jeunes qui, en toute légitimité et avec les moyens du bord, cherchent à rendre signifiant ce « p'tit passage dans ce monde effréné ». En chemin, seront-ils seuls ou accompagnés ?

Comment se forment les valeurs des jeunes

Gilles Pronovost

Université du Québec à Trois-Rivières

Au sortir de l'enfance, un jeune a consacré des milliers d'heure à regarder le petit écran, il a déjà passé plusieurs années à la garderie et à l'école, il vit dans un milieu familial qui s'est peut-être transformé. Comment parviendra-t-il à se forger une certaine identité, sur quoi s'appuiera-t-il pour décider de ce qui est important dans la vie? Comment construira-t-il un système de valeurs qui lui est plus ou moins propre? [...]

L'objet de ce texte est moins de décrire le contenu du système des valeurs (famille, travail, école, amis, etc.), que d'aborder le processus par lequel un tel système se construit et se dé-construit. Pour ce faire, je vais m'appuyer sur un corpus d'entrevues en analysant la situation de jeunes à l'entrée dans l'adolescence (âgés entre 14 et 16 ans), des adolescents plus âgés (entre 17 et 19 ans). [...]

La société

Pour la majorité de nos informateurs de 17 à 19 ans, ce que l'on peut appeler « la société » renvoie très souvent à l'identification de valeurs relationnelles. En comparaison du corpus des plus jeunes, où l'univers extérieur peut être perçu comme hostile, peu nuancé, où la personnalité se construit sur fond de refus ou d'affirmation identitaire, dans un horizon temporel en construction, ici on est frappé par l'abondance des termes et des expressions pour dénoter les choses importantes de la vie. L'honnêteté, le respect des différences, la vérité des rapports sociaux, la confiance, la reconnaissance du caractère unique de chacun constituent souvent les valeurs premières mentionnées, au point d'ailleurs que ces notions se retrouvent autant dans des choix de valeurs plus générales que dans ce qui est attendu de l'amitié et de l'amour. De même en est-il pour les amis; les valeurs de sociabilité sont loin d'être absolues, on déclare explicitement choisir ses amis,

on affirme être de plus en plus sélectif, au point que dans certains cas, les valeurs d'amitié priment sur l'amour.

Ces valeurs relationnelles semblent très fortement et très spontanément exprimées, le vocabulaire pour en parler s'est élargi, on ne manque pas d'exemples ou de situations pour expliciter ses idées. Les conceptions de l'amitié et de la sociabilité ont changé. L'importance affirmée des « amis » chez un grand nombre d'entre eux ne doit pas être confondue au discours que tenaient les plus jeunes. Il ne s'agit plus de chercher explicitement à diversifier ses univers de vie, de prendre parfois le relais de la socialisation familiale, mais de retrouver chez un petit nombre de personnes choisies, ces valeurs relationnelles perçues ou vécues comme un microcosme de la vie en société.

Car il faut ajouter que de purement « relationnelles », ces valeurs prennent une connotation « sociale », de « vie en société », dans la mesure où elles ne se fondent plus uniquement à la nature des rapports souhaités entre deux personnes, entre soi et ses amis, mais semblent bien faire l'objet de certaines généralisations à l'ensemble de la vie en société.

La genèse des problèmes sociaux

À tout cela se superpose l'identification de questions sociales dans une proportion substantielle de notre corpus des jeunes de 17 à 19 ans. Ainsi, la volonté de respect, l'accent mis sur l'honnêteté, s'accompagnent de la demande explicite d'une certaine « ouverture aux autres » et de la reconnaissance de la diversité.

Même s'ils sont minoritaires, on voit poindre des cas d'engagement social, ce que l'on peut appeler « une certaine conscience politique ». La « société » fait nettement l'objet de représentation, souvent en termes de « problème », par le biais de l'identification d'injustices sociales, par l'appel à la solidarité collective et même par une vision internationale des questions sociales.

Changement social, conscience politique

Quant au politique, si on le refuse de manière généralisée, si la perception négative qu'on en avait plus jeune, perdue, on perçoit malgré tout des premiers cas de « conscience politique », dans la mesure où certains affirment être allés voter, d'autres identifient certains rôles pour l'État, d'autres enfin déclarent certains engagements politiques et sociaux.

Cette notion de la « société » se construit encore à partir de la reconnaissance de l'histoire et du changement social. Certains jeunes expriment en effet le sentiment aigu qu'ils ont changé, que leurs valeurs ont changé, dans un mouvement de décentration qui a souvent été évoqué.

Chez certains étudiants, minoritaires, s'affirme clairement une reconnaissance du rôle du politique dans la société, de la place de l'État.

S'ajoute enfin la dimension internationale des questions sociales. Pour un petit nombre d'entre eux, soit que l'on exprime clairement la portée des questions internationales, que l'on se dise sensible aux problèmes du tiers monde, soit que l'on envisage certaines formes d'engagement international, comme ce jeune qui rêve d'aller travailler pour l'ONU en Afrique !

Conclusion

Les analyses qui précèdent laissent clairement entrevoir que le système de valeurs d'un jeune ne se construit pas indépendamment de son contexte. À la limite, on peut dire que le système de valeurs des jeunes se superpose au contexte familial, scolaire et de sociabilité, sans compter les rapports au travail. Les jeunes expriment des valeurs qui très souvent épousent leurs expériences de vie familiale, scolaire et d'amitié.

À mesure que le temps passe, les expériences de vie sont plus ou moins intégrées dans une vision rétrospective et prospective de l'avenir. De plus en plus capables de prendre recul par rapport à l'école et à la famille, tout particulièrement, les jeunes parviennent généralement à insérer ces deux univers dans « une vision d'ensemble » à laquelle ils donnent sens.

Quant au travail, d'abord essentiellement lié à l'accès autonome à la consommation, petits boulots subsumés sous forme d'une expérience positive, on le voit être progressivement intégré au monde scolaire, dont il serait le prolongement, dont l'école ne serait que la phase mal-aimée. Il est notable par exemple que le discours des jeunes de 17 à 19 ans mette beaucoup moins l'accent sur leurs expériences actuelles de travail, vues sous l'angle du support aux études dans cette phase de leur cycle de vie, que sur leur carrière projetée, dont les caractéristiques les plus recherchées sont... un bon salaire, la qualité du milieu social et la possibilité de réalisations personnelles.

L'émergence d'une certaine notion de « la société » ne semble possible que dans la mesure où le jeune prend conscience de l'historicité de sa situation, dont il se forge une image inscrite dans la durée, dans la mesure donc où il se libère partiellement de sa quête identitaire pour prendre acte de l'importance de la nature des relations à autrui. Les « amis » deviennent aussi, peu à peu, une sorte d'autrui généralisé, les rapports qu'il entretient avec eux préfigurent une certaine image de la vie en société. C'est à cette condition que peuvent surgir des formes de représentation de ce que l'on pourrait appeler « les structures sociales » : conscience de la présence et du rôle de l'État, sensibilité aux rapports de pouvoir et aux conséquences qui en résultent, volonté d'engagement social et quête de changements plus ou moins radicaux, sensibilité aux questions internationales.

1 Ce texte est un extrait d'un rapport de recherche sur les valeurs des jeunes remis au ministère de la Famille, des « Aînés et de la Condition féminine ». Une série d'entretiens semi-dirigés qui ont été menés auprès de 34 jeunes âgés de 14 à 19 ans, des régions de Montréal et de Trois-Rivières, en 2003.

La suréducation des jeunes au Québec : brève radiographie d'un phénomène en mouvement

Mircea Vultur

Professeur, Institut national de la recherche scientifique
Observatoire Jeunes et Société

Comment peut-on parler de « suréducation » à l'heure de l'économie du savoir et dans un environnement social dominé par le discours sur la pénurie de jeunes travailleurs qualifiés ? Se pencher sur ce phénomène s'impose toutefois, ne serait-ce qu'à cause de la connotation normative qu'implique le terme de suréducation. Suggère-t-il qu'on investit trop dans l'éducation des nouvelles générations ? Laisse-t-il supposer l'existence d'une mauvaise allocation des ressources ou que l'expansion de la scolarisation est allée trop loin ? Seule l'existence de ces questions véhiculées par le discours économique

suffit pour tenter, de manière assez brève, de circonscrire le phénomène, d'établir son étendue, ses causes et ses effets¹.

Qu'est-ce que la suréducation et comment mesure-t-on ce phénomène ?

De manière générale, la suréducation (que l'on désigne également sous les termes de surqualification ou déclassement) se définit comme la situation qui caractérise un individu dont le niveau de formation dépasse celui normalement requis pour l'emploi occupé. À titre d'exemple, une secrétaire qui détient un diplôme de baccalauréat est suréduquée au sens où elle n'a pas besoin des ses connaissances acquises à l'université pour accomplir les tâches qui lui reviennent et elle ne sera pas plus productive dans son travail qu'une secrétaire moins qualifiée. Les compétences requises pour l'emploi occupé sont donc inférieures à celles certifiées par le diplôme. La littérature sur le sujet fait ressortir deux méthodes principalement utilisées pour mesurer la suréducation.

a) La méthode subjective (WA- worker self-assessment) qui repose sur le senti-

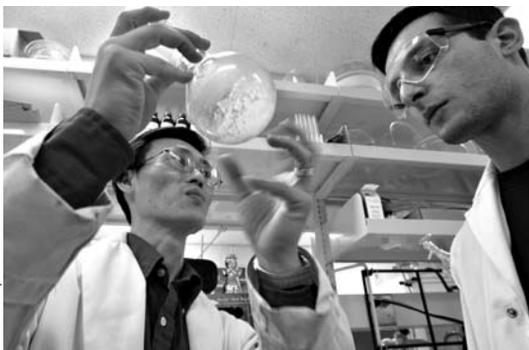


Photo : Jacques Nadeau

Xxx

ment des individus à l'égard de leur emploi. C'est le travailleur lui-même qui spécifie le niveau d'éducation requis pour remplir une fonction. En demandant au travailleur de préciser si par rapport à son propre niveau d'éducation, un niveau de scolarité plus élevé ou moins élevé est requis pour accomplir les tâches de son travail, on peut identifier si un individu se perçoit comme suréduqué ou non.

b) La méthode objective des concordances réalisées (RM – realised matches) utilise un seuil statistique de la suréducation. L'éducation requise est établie à partir de niveaux moyens atteints par les travailleurs occupant un poste ou exerçant une profession. La surqualification est ainsi définie à partir d'une comparaison entre les années de qualification acquises par l'individu et le niveau de qualification moyen à l'intérieur de la profession du travailleur.

Aperçu de la suréducation au Québec

Les données tirées de l'Enquête nationale auprès des diplômés et du Suivi de l'enquête nationale auprès des diplômés exploitées par Frenette (2000) selon la méthode subjective (WA), mon-

trent que, au Québec, le phénomène de suréducation est loin d'être marginal.

Le tableau 1 fait état des pourcentages de diplômés suréduqués selon le niveau de scolarité au Québec. Les taux de suréducation vont de 27 % à 48 % pour les titulaires d'un diplôme d'études collégiales, d'un baccalauréat ou d'un doctorat. Les taux les plus élevés de surqualifiés s'observent dans le cas des titulaires de maîtrise qui s'étendent de 55 % à 79 % et s'appliquent à l'ensemble des cohortes. Par exemple, 62 % des diplômés masculins ayant obtenu un grade de maîtrise en 1990 étaient, cinq ans après l'obtention de leur diplôme, surqualifiés par rapport à leur emploi. Pour les femmes de la même cohorte, cette proportion était de 55 %. La meilleure situation s'enregistre au baccalauréat où le taux de surqualification était, toujours pour la cohorte de 1990, de 28 % pour les femmes et de 23 % pour les hommes.

La variable sexe indique que, dans le cas des diplômés d'études collégiales et de maîtrise, les hommes sont susceptibles d'être plus surqualifiés que les femmes, tandis que pour les diplômés du baccalauréat et du doctorat, la ten-

TABEAU 1 Pourcentage des diplômés suréduqués pour leur emploi principal selon le sexe, cohortes de 1982, 1986 et 1990, Québec

	Cohorte de 1982				Cohorte de 1986				Cohorte de 1990			
	1984	1987			1988	1991			1992	1995		
Études collégiales	35	32	39	41	37	37	27	31	39	40	37	36
Baccalauréat	29	32	25	28	36	47	29	41	28	31	23	28
Maîtrise	79	71	72	63	68	67	62	67	64	57	62	55
Doctorat	44	-	43	-	35	45	37	39	24	31	26	30

- : Échantillon trop petit pour présenter les données.

Source : « Enquête nationale auprès des diplômés » dans Marc Frenette (2000).

Données compilées par l'auteur.

dance est inverse (les femmes sont plus susceptibles d'être surqualifiées que les hommes). Les données exploitées par Frenette indiquent également une forte surqualification chez les diplômés du collégial en arts et sciences humaines, en sciences de la santé, en sciences naturelles et zootechnie, en services de protection, en services de secrétariat et en services aux entreprises. En revanche, la surqualification est faible chez les diplômés en soins infirmiers et en technologies médicales. Chez les diplômés universitaires, la surqualification est élevée pour les titulaires d'un diplôme en beaux-arts et sciences humaines et dans les sciences sociales, ainsi que pour les diplômés de sexe masculin en économie et en sciences agricoles et biologiques. À l'inverse, les taux de surqualification sont faibles

pour les diplômés en génie et informatique, en droit et en sciences médicales. Au niveau de la maîtrise, les diplômés en éducation affichent des taux élevés de surqualification, alors que la surqualification est relativement faible chez les diplômés des sciences de la santé.

Montmarquette et Thomas (2003), à partir des données des recensements de 1991 et de 1996, ont utilisé l'approche objective des concordances réajustées (RM) pour analyser le phénomène de la suréducation. Les auteurs ont ainsi mesuré l'étendue et l'évolution du phénomène de surqualification au Québec à l'intérieur des catégories socioprofessionnelles et la proportion de personnes surqualifiées à l'intérieur des domaines d'études.

Les données du tableau 2 nous indiquent que les professions qui exigent un degré de scolarité plus élevé sont celles où la surqualification est la moins forte. À l'inverse, dans les professions qui requièrent un plus faible taux de scolarité, on retrouve les plus forts taux de surqualifiés, ce qui peut signifier que les jeunes diplômés préfèrent occuper un emploi pour lequel ils sont surqualifiés plutôt que de ne pas avoir d'emploi. De 1991 à 1996, la surqualification a diminué fortement pour les catégories « personnel administratif et de bureau », « surveillants » et « travailleurs qualifiés » et a augmenté pour toutes les autres catégories. En termes de niveau d'études, pour la même période, les données exploitées par Monmarquette et Thomas indiquent une diminution de 69 % du taux de surqualification pour le niveau universitaire et de 28 % pour le niveau collégial. Par contre, la surqualification a augmenté de 7 % pour le niveau secondaire.

TABLEAU 2 La suréducation par catégories socioprofessionnelles, Québec, 1991 et 1996 (en %).

Catégories socioprofessionnelles	1991	1996
Professionnels	38.8	0.0
Cadres supérieurs	18.8	21.7
Semi-professionnels	10.5	12.4
Cadres-intermédiaires	14.2	16.7
Personnel administratif	37.2	5.7
Personnel de bureau	35.9	5.7
Surveillants	33.4	8.6
Personnel intermédiaire	31.6	37.6
Personnel spécialisé	33.3	36.2
Travailleurs qualifiés	36.1	23.5
Contremaîtres	19.1	26.5
Autre personnel	33.9	40.5
Travailleurs manuels	39.5	43.0
Autres travailleurs	40.7	41.8
TOTAL	31.9	22.1

Source : Montmarquette et Thomas (2003). Données compilées par l'auteur.

En ce qui a trait aux domaines d'études, les données du tableau 3 montrent que les jeunes qui détiennent un diplôme du secteur post-secondaire (lettres, commerce, sciences) sont plus susceptibles d'être surqualifiés que ceux qui n'en détiennent pas et que les diplômés en sciences et en commerce sont moins surqualifiés que les diplômés du domaine des lettres. De même, de 1991 à 1996, la surqualification diminue fortement dans tous les domaines, sauf pour la catégorie des non-diplômés du postsecondaire pour qui l'amplitude de la variation est plus faible. On constate donc une évolution vers une meilleure adéquation entre le profil des diplômés et la nature de la demande de qualification sur le marché du travail, ce qui n'est pas sans lien avec les éléments d'une conjoncture économique favorable et une meilleure information sur le marché du travail acquise par les jeunes à travers les divers dispositifs publics d'aide à l'insertion, les services d'orientation des écoles et les mécanismes de publicité et de recherche de compétences mis en place par les entreprises.

Quelles sont les causes et les effets de la suréducation ?

Plusieurs facteurs macroéconomiques ou liés à l'agrégation des comportements individuels des jeunes peuvent être considérés à la source du phénomène de suréducation.

Sur le plan macroéconomique, un des facteurs explicatifs de la suréducation est la hausse de certification de l'offre de travail, qui est due au renouvellement démographique. La simple action du temps fait en sorte que le niveau de diplôme de la population ac-

tive augmente indépendamment de la demande de force de travail. La forte tendance à l'allongement des études s'est traduite par une élévation du niveau moyen de formation au fil des générations et par un afflux de plus en plus important de diplômés, notamment du postsecondaire, sur le marché du travail. Ainsi, on constate que depuis les années 1970, les taux de diplomation et le nombre de diplômés au Québec ont considérablement augmenté, c'est-à-dire que de plus en plus de personnes obtiennent un diplôme et le niveau de scolarité atteint est de plus en plus élevé. Le taux d'obtention d'un grade de bachelier est passé de 14,9 % en 1976 à 29 % en 2001. Pour la maîtrise, le taux d'obtention d'un diplôme s'est accru de près de cinq points de pourcentage entre 1976 et 2001, ce qui signifie une multiplication par trois du nombre annuel de diplômés émis. Le taux d'obtention d'un doctorat est également en hausse, passant de 0,4 % à 1 % pour cette même période. En termes absolus, en 2001, 814 160 personnes de 15 ans et plus recensées au Québec détenaient un diplôme universitaire. Structurellement, l'offre de main-d'œuvre juvénile devient, d'année en année, plus diplômée.

TABLEAU 3 Pourcentage des personnes suréduquées selon le domaine d'étude, 1991 et 1996, Québec, en %

Domaine d'études	1991	1996
Lettres	54,6%	32,7%
Commerce	52,2%	26,2%
Sciences	44,5%	30,0%
Aucun diplôme du postsecondaire	15,5%	13,6%
Total dans la population	31,9%	22,1%

Source : Montmarquette et Thomas (2003). Données compilées par l'auteur.

Devant cette situation d'abondance relative des diplômés, la suréducation émerge comme résultat des relèvements quantitatifs de la demande de qualification des entreprises envers les jeunes. D'une part, comme les emplois sont de plus en plus exigeants en termes de compétences interactives (principalement les capacités de communication, d'analyse et de résolution des problèmes, de composer avec les changements qui interviennent dans le milieu du travail, etc.), les employeurs revoient à la hausse les exigences en matière de formation, en vertu du pré-supposé que la probabilité de détenir ces compétences augmente avec le niveau de diplôme. Les employeurs sont donc plus enclins à embaucher des jeunes avec un niveau d'instruction supérieur à celui qu'ils auraient auparavant exigé. Par ces façons de recruter, les entreprises se prémunissent contre « la pénurie de compétences interactives ». La suréducation apparaît ainsi comme le résultat d'une inadéquation entre les besoins en compétences interactives des entreprises et l'offre du système éducatif qui produit essentiellement des compétences cognitives. Selon certains employeurs interrogés dans le cadre d'une recherche que je mène à l'Observatoire Jeunes et Société (VULTUR, 2005), les compétences cognitives (principalement le niveau d'éducation) ont connu une augmentation forte au cours des dernières décennies, dépassant le rythme de croissance des compétences interactives qui sont, elles, de plus en plus demandées par le système économique. D'autre part, les relèvements de la demande de qualification par les entreprises sont dus à un effet de l'offre de diplômés. On assiste

alors à un processus qu'on appelle « inflation des diplômes » qui fait en sorte qu'un employeur demande un niveau de diplôme supérieur à celui qu'il aurait exigé auparavant sans que la nature du poste ait changé. Il arrive, par exemple, que les employeurs exigent officiellement un diplôme de niveau baccalauréat à l'embauche, mais qu'il soit nécessaire de détenir une maîtrise pour avoir des chances d'obtenir le poste. Une telle situation est plus fréquente dans les PME où l'on rencontre une plus forte probabilité pour les jeunes d'être suréduqués, tandis que dans les grandes entreprises, avec une structure des qualifications mieux définie, la suréducation semble être d'une plus faible ampleur.

L'interaction entre la dynamique propre du système d'enseignement et les stratégies individuelles des jeunes cause également un désajustement et une séparation entre le processus de qualification et la demande sur le marché du travail. Ainsi, le comportement des jeunes lors du choix de la filière d'enseignement dépend souvent des gains escomptés.

En effet, l'affectation des étudiants dans les différentes filières de formation ou facultés est, en partie, fonction du rendement relatif de ces derniers en matière de salaires anticipés et de débouchés dans les secteurs professionnels correspondants. Dans ces conditions, un effet d'attraction se manifeste pour certaines filières d'enseignement lorsqu'un déficit apparaît dans divers secteurs professionnels. Une fois le déficit comblé, l'effet d'appel continue en raison du retard de la perception de la situation par les jeunes générations, ce qui conduit à une

situation de surproduction relative des diplômés dans les domaines respectifs.

La suréducation est également le produit des comportements individuels des jeunes placés dans un système social d'interdépendance. Sur ce plan, pour un jeune, la suréducation peut être une situation temporaire, résultat de la conjoncture économique (insuffisance globale de la demande de force de travail) ou d'une information imparfaite sur le marché du travail susceptible d'ajustement dans le temps. Ainsi, dans des périodes de rareté relative des emplois, les jeunes sont susceptibles d'accepter plus fréquemment des emplois sous leur qualification, faute de trouver des emplois adaptés à leur formation. Dans ce cas, la croissance économique soutenue peut être le meilleur remède à la suréducation. Dans une perspective basée sur la théorie du capital humain, la suréducation peut résulter aussi d'un choix délibéré, dans la mesure où l'emploi de bas niveau offre une bonne occasion d'investissement. Étant donné l'importance de la formation sur le tas (*learning by doing*) comme indicateur de compétence ainsi que de l'expérience comme critère de sélection de la main-d'œuvre, certains jeunes acceptent consciemment un emploi sous leur qualification certifiée afin de pouvoir accumuler de l'expérience professionnelle et bonifier ainsi leur formation initiale. La suréducation peut ainsi offrir aux jeunes des avantages futurs en raison de l'expérience acquise en cours d'emploi et leur permettre de progresser vers des postes de niveau supérieur.

On peut être ainsi porté à penser que la suréducation n'est qu'une situation temporaire et un tremplin vers le bon emploi. Cependant, cette situation n'est

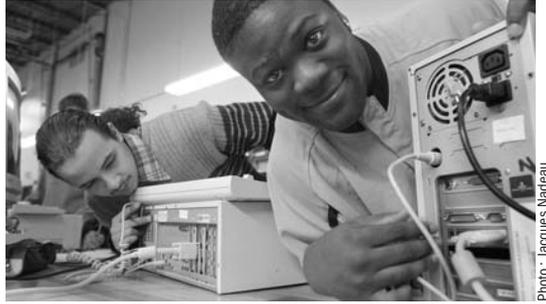


Photo : Jacques Nadeau

pas le cas de tous les jeunes. Les données présentés dans le tableau 1 montrent qu'une proportion non négligeable d'entre eux restent suréduqués même cinq ans après être sortis avec un diplôme du système d'enseignement. La suréducation peut être, dans leur cas, un état permanent. Ces jeunes seront ainsi moins bien payés que leurs pairs présentant le même niveau de formation et ayant trouvé un emploi correspondant à leurs compétences. Les recherches indiquent que plus un jeune est suréduqué, plus ses revenus sont faibles, le salaire diminuant d'environ 12 % pour chaque augmentation de valeur du niveau de suréducation. Les jeunes suréduqués ont également une position économique relative plus basse que leurs prédécesseurs des générations antérieures, des attentes relatives au travail inaccomplies (en matière de salaire, par exemple) et leurs compétences éducationnelles ne sont utilisées que partiellement. Ces situations peuvent entraîner des effets négatifs sur les plans des attitudes par rapport au travail (insatisfaction), du comportement (absentéisme, manque d'implication), de la santé psychique ou de la performance au travail.

Sur le plan social, en plus de constituer une forme de sous-utilisation de la main-d'œuvre potentielle et donc un «gaspillage» des ressources investies, la suréducation est l'indicateur d'un processus plus large de dépréciation des diplômes. La production accrue de titres scolaires et l'hétérogénéité des filières au sein de chaque niveau de formation a réduit la confiance que les différents acteurs portent dans le système de certification scolaire. Chez les jeunes, le diplôme «générique» n'est plus perçu comme un passeport automatique pour l'emploi, ce qui peut expliquer les taux élevés de sortie sans diplôme de l'enseignement secondaire et collégial (43,1% au secondaire professionnel, 31,4% au collégial préuniversitaire et 42,7% au collégial technique, en 2001). Les jeunes semblent rechercher de nouvelles «cartes» de signalisation des compétences autres que le diplôme. Les effets de l'expérience viennent, par exemple, concurrencer de plus en plus les effets du diplôme. Ainsi, beaucoup de jeunes Québécois sortis sans diplôme de l'enseignement secondaire ou collégial, interrogés dans le cadre d'une recherche menée à l'Observatoire Jeunes et Société (Gauthier, Hamel, Molgat, Trottier et Vultur, 2004) estiment que le taux de rendement d'une année d'études supplémentaire est moindre que celui obtenu en travaillant et en acquérant ainsi de l'expérience. Au pôle opposé, pour éviter les difficultés d'insertion attribuables à un niveau de diplôme jugé insuffisant, les jeunes prolongent les études en espérant ainsi se démarquer sur le marché du travail, ce qui en fin de compte, ne fait qu'accroître le phénomène de dépréciation.

Cette tendance semble en effet s'observer dans la forte croissance relative des effectifs de deuxième cycle universitaire depuis les années 1990 et dans la multiplication des formations complémentaires que l'on se donne pour devenir un candidat plus intéressant aux yeux de l'employeur.

Conclusion

Dans son plan stratégique 2002-2003, le ministère de l'Éducation du Québec a fixé pour tous les niveaux d'enseignement des cibles à atteindre d'ici 2010. Pour le secondaire, le taux d'obtention des diplômes est fixé à 85% (dans le cas des jeunes de moins de 20 ans), alors que le taux réalisé en 2001 était de 68,3%. La cible se situe à 60% pour le collégial, à 30% pour le baccalauréat et à 1,3% pour le doctorat. Sans aucun doute, ces objectifs se trouvent en adéquation les ressources investies (le Québec dépense 7,6% du PIB en éducation), avec l'impératif d'un développement économique et social durable et avec le nécessaire accroissement de la capacité de s'ajuster aux évolutions imprévues d'une économie mondialisée. Il est toutefois indispensable de veiller au développement des emplois qui demandent de telles qualifications certifiées et d'assurer les conditions de l'insertion professionnelle des diplômés, sans quoi la performance en matière de formation peut alimenter des phénomènes indésirables comme la suréducation. Une augmentation de la diplomation sans égard aux conditions du marché du travail conduit au gaspillage de ressources intellectuelles et peut conduire à une détérioration de la position des moins qualifiés dans le système

d'emploi, se traduisant par le phénomène du *crowding out*, c'est-à-dire que les moins diplômés seront conduits vers des franges inférieures du marché du travail.

Ces constatations ne devraient surtout pas nous conduire à penser qu'il y a trop de diplômés au Québec. L'existence de la suréducation ne remet pas en question les bénéfices du système d'éducation en général mais les bénéfices de l'éducation à l'intérieur du marché du travail. Il est sans conteste qu'elle génère des externalités positives pour l'ensemble de la société et nous devons éviter de la justifier exclusivement en raison de son effet sur la productivité de la main-d'œuvre. L'éducation est le moyen privilégié pour enrichir la vie des jeunes et en faire de meilleurs citoyens. Néanmoins,

s'il est vrai que « plus on éduque, mieux c'est », il importe cependant de voir comment on forme et à quoi. Les jeunes ne doivent pas seulement être bardés de diplômes mais posséder également les compétences demandées par le marché de l'emploi qui leur permettent de s'épanouir et d'entretenir un rapport « expressif » avec le travail. L'expansion de l'enseignement doit se poursuivre avec une attention accrue portée à son contenu afin d'éviter les deux risques classiques diamétralement opposés : d'un côté, celui de dépendre du monde des entreprises et d'être façonnée par les exigences conjoncturelles du marché et, de l'autre, celui d'être orientée par des inerties internes qui l'éloignent des besoins socioéconomiques auxquels elle doit répondre.

Références

Marc Frenette « Les employés surqualifiés ? Les diplômés récents et les besoins de leurs employeurs », *Revue trimestrielle de l'éducation*, 2000, produit no. 81-003 au catalogue de Statistique Canada, 7, 1 page 7-21.

Madeleine Gauthier, Jacques Hamel, Marc Molgat, Mircea Vultur, « L'insertion professionnelle et le rapport au travail des jeunes qui ont interrompu leurs études secondaires ou collégiales en 1996-1997. Étude rétrospective », 2004, rapport de recherche, Institut national de la recherche scientifique, Québec.

Claude Montmarquette et Laure Thomas, « Surqualification et sous-qualification des travailleurs sur le marché du travail : le cas du Québec et de l'Ontario en 1991 et 1996 », 2003, Rapport de projet, CIRANO, Montréal.

Mircea Vultur, « Le rôle du diplôme et des filières de formation dans l'insertion professionnelle des jeunes. Critères d'évaluation des compétences et nouvelles formes de qualification », projet de recherche CRSH, (en cours), 2005, Institut national de la recherche scientifique, Québec.

Pour une analyse du rapport entre diplôme et marché du travail en général et de la suréducation en particulier, voir : Mircea Vultur (avec la collaboration de Mélanie Gagnon), « Diplôme et marché du travail. La dynamique de l'éducation et le déclassement au Québec », *Recherches sociographiques* (à paraître).

L'Institut du Nouveau Monde



INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

L'Institut du Nouveau Monde est né le 22 avril 2004. À l'été 2005, il compte quelque 800 membres, de toutes les régions du Québec et de toutes les générations.

En août 2004, il accueillait à Montréal 400 jeunes pour la première édition de son École d'été. L'Université du Nouveau Monde a donné lieu à la publication de 50 propositions pour le Québec de demain. L'École d'été de l'INM devient en 2005 un événement annuel. La deuxième édition a lieu du 18 au 21 août.

Afin de poser un diagnostic sur le Québec d'aujourd'hui et de faire émerger les idées nouvelles dans le cadre d'un dialogue entre citoyens et experts, l'INM organise une série de rendez-vous stratégiques. Le premier portait sur la santé. Le suivant portera sur l'économie. Cinq Rendez-vous sont déjà prévus entre 2005 et 2007. Les autres permettront d'aborder l'éducation et la culture, le territoire et la population, l'État et le citoyen.

L'INM publie, en collaboration avec les Éditions Fides, *L'annuaire du Québec*, ouvrage de référence annuel sur le Québec contemporain, et une nouvelle collection de Suppléments thématiques de *L'annuaire du Québec*.

L'INM anime, en collaboration avec la firme Conceptis Technologies, un site Internet (www.inm.qc.ca). Ses membres sont regroupés en Cercles régionaux qui organisent des débats et des conférences sur une base locale dans diverses régions du Québec. L'INM compte sur la contribution de plus de 200 bénévoles. Président du CA : Conrad Sauvé. Directeur général : Michel Venne.

L'INM est un institut indépendant, non partisan, voué au renouvellement des idées

et à l'animation des débats publics au Québec. L'INM veut inspirer l'émergence de solutions novatrices aux problèmes du Québec contemporain dans un contexte de mondialisation marqué par l'incertitude et le changement.

Retrouver le goût de l'avenir, relancer l'imaginaire, aider les décideurs à décider mieux, dessiner les contours du Québec dans lequel nous voulons vivre demain, déterminer ce qui doit être fait pour répondre aux aspirations d'une société progressiste, juste, démocratique et pluraliste : voilà l'essence de la mission de l'INM.

L'INM croit que le renouvellement des idées passe par la participation des citoyens. Par ses actions, l'INM encourage la participation des citoyens, contribue au développement des compétences civiques, au renforcement du lien social et à la valorisation des institutions démocratiques, de manière à susciter et à nourrir l'intérêt des citoyens et citoyennes pour la chose publique, le bien commun.

L'INM œuvre dans une perspective de justice sociale, dans le respect des valeurs démocratiques, et dans un esprit d'ouverture et d'innovation. L'INM adopte le Québec comme territoire de référence. Toutefois, il cultive une approche comparative, tenant compte des liens anciens du Québec avec l'Europe, de son appartenance à la francophonie, et du nouveau contexte continental dans lequel il évolue, incluant son insertion dans l'espace canadien.

Pour information ou devenir membre :
www.inm.qc.ca
(514) 934-5999

FORMULAIRE D'ADHÉSION À L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Monsieur Madame

Prénom : _____ Nom : _____

Société : _____

Adresse postale : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Région : _____

Téléphone : (_____) _____ Courriel : _____

À des fins statistiques seulement :

Occupation : _____ Année de naissance : _____

CHAMPS D'INTÉRÊT ET PARTICIPATION (facultatif)

Oui, j'ai du temps à donner à l'INM :

À titre de personne-ressource, conférencier-ère, animateur-rice

Au sein des comités de l'Institut : Au sein de mon collectif régional Tâches administratives

Autre (spécifiez) : _____

Mes champs d'intérêt sont : _____

TYPE D'ADHÉSION

Les membres reçoivent la Lettre d'information mensuelle de l'INM et jouissent de privilèges (primeur, tarif réduit...) à l'occasion des activités ou sur les publications de l'Institut. Seuls les membres peuvent participer aux comités de l'INM. Seuls les membres individuels ont droit de vote à l'assemblée générale et sont éligibles au conseil d'administration.

La cotisation régulière (125 \$), associative ou corporative, donne droit de recevoir gratuitement un exemplaire de *L'Annuaire du Québec* de l'année de votre choix: 2005 ou 2006. La cotisation est valable pour un an après la date d'émission de la carte de membre.

JE SOUHAITE DEVENIR MEMBRE (CHOISIR UNE OPTION) :

Individuelle régulière (125 \$) Associative (125 \$) Corporative (1000 \$)

Une portion de la cotisation régulière à 125 \$ est considérée comme un don de charité. L'INM est reconnu par l'État comme un organisme de bienfaisance. En retour du paiement de votre cotisation de 125 \$ vous recevez un reçu aux fins d'impôt de 75 \$. Un reçu aux fins d'impôt est émis pour les membres associatifs et corporatifs sur demande.

Je souhaite recevoir *L'Annuaire du Québec* 2005 ou 2006.

Individuelle à prix réduit (25 \$)

JE SOUHAITE FAIRE UN DON.

Je souhaite faire un don à l'Institut au montant de : _____ \$

PAIEMENT

Je joins un chèque à l'ordre de l'Institut du Nouveau Monde Je paie par carte de crédit (VISA)

No : _____ Date exp. : _____ Signature : _____

L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

209, rue Sainte-Catherine Est, Bureau V-3110, C.P. 8888, Succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 934-5999 · Télécopieur : (514) 934-6330 · www.inm.qc.ca



Déjà paru dans la collection des suppléments de *L'Annuaire du Québec*
100 idées citoyennes pour un Québec en santé





Jeunes et engagés

Désengagés, les jeunes ?

- ▶ Ils étaient 400, de toutes les régions du Québec, à l'Université du Nouveau Monde, École d'été pour jeunes citoyens mise sur pied par l'Institut du Nouveau Monde, en août 2004.
- ▶ Ils ont bouleversé l'ordre du jour politique à l'hiver 2005, en déclenchant un mouvement de grève étudiante sans précédent.
- ▶ Altermondialistes, ils militent autrement.
- ▶ Les X, une mouvance politique ?

Dans cet ouvrage :

- ▶ Le récit de la première École d'été de l'Institut du Nouveau Monde.
- ▶ Les 50 propositions des jeunes pour le Québec de demain.
- ▶ Des extraits des conférences de Riccardo Petrella, Jacques Attali, Roméo Dallaire, Amir Khadir, Michaëlle Jean, Pascale Navarro, Pierre Fortin, Omar Aktouf, Nancy Neamtan et plusieurs autres.
- ▶ Des textes de Pier-André Bouchard St-Amant, Stéphane Kelly, Laure Waridel, François Rebello, Raphaël Artaud-McNeill, Marie-Ève Homier, Madeleine Gauthier, Milcea Vultur, Gilles Pronovost, Pierre-Luc Gravel et Jean-Philippe Perreault.

En collaboration avec

L'Observatoire Jeunes et Société.

ISBN 2-7621-2679-7



9 782762 126792

9,95\$ • 9 €



F I D E S



INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

